





# débats

## La France et l'Afrique : une question de confiance

Il existe un décalage entre le discours et la réalité de notre politique

par JACQUES TOUBON (\*)

### « LA TENTATION SOCIAL-DÉMOCRATE », de Jean-Pierre Fourcade

#### Un libéral tranquille

**H**ONNÊTE jusqu'au scrupule, tel apparaît dans son nouveau livre, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI), ancien ministre et maire de Saint-Cloud. Ainsi, sur le thème qui lui tient à cœur, comme l'indique le titre du livre, il varie l'adjectif moins selon son humeur que selon les pour et les contre d'un dossier difficile. Le projet social-démocrate constitue-t-il vraiment une (...) voie pour la société française ? Dans mon esprit, la question subsiste et le doute s'accroît, même si le réalisme de cette solution l'emporte sur sa cohérence, écrit-il, page 86. A la dernière page, le plateau de la balance se penche définitivement du côté du « non » : « Il n'y a pas de doute, conclut-il, d'exorciser la tentation social-démocrate. »

A travers les filets de la société française que constituent le chômage et l'insécurité (1), ses défauts que sont l'inégalité et l'incivisme, et ses risques : la bureaucratie et la désinformation, notre auteur tâche de repérer les positions des cinq projets de société qui, selon lui, partagent l'éventail politique français : le communisme, le socialisme, d'un côté, la libéralisme et ce qu'il appelle l'individualisme de l'autre, avec, en position intermédiaire, la conception social-démocrate.

M. Fourcade ne met pas son drapeau en poche. Il s'affirme libéral, mais contre le « laisser-faire, laisser-passer » des extrémistes et autres « nouveaux économistes ». Il entend marier la liberté avec la solidarité et l'on croit percevoir parfois, dans ses propos, des échos de la *Soziale Marktwirtschaft* (économie sociale de marché) du Dr Erhard.

Les socialistes penchent plus aujourd'hui vers la social-démocratie que vers la rupture avec le capitalisme. Des personnalités de l'opposition sont, elles aussi, tentées par le courant libéralisé par Olivier Guichard, par Helmut Schmidt. Voilà qui pourrait faire rêver à une large zone de consensus dans un pays qui s'afflige de ses divisions. Ce genre de compromis ne plaît pas à M. Jean-Pierre Fourcade. Pour de multiples raisons, qui toutefois nous paraissent plus liées à une sorte de mythe social-démocrate né des brumes suédoises qu'à un projet qui, comme tous les autres, peut se modifier en fonction

de l'environnement historique et évoluer avec leurs mentalités collectives.

Surcroît de bureaucratie ? L'Allemagne de Helmut Schmidt ne paraît pas en avoir trop pâti et l'Ombudsman est une invention de Stockholm. Les excès de l'Etat-providence ? Mais si les socialistes français ont entamé la décentralisation des prérogatives obligatoires qui s'étaient gonflées sous le règne de M. Giscard d'Estaing, pourquoi les « sociaux-démocrates » n'en seraient-ils pas capables ? Le traitement social du chômage ? Ne faut-il pas faire feu de tout bois quand les thérapeutiques classiques (voir M<sup>me</sup> Thatcher) aboutissent sur ce chapitre à des contre-performances ? L'abandonnement de la société d'économie mixte ? Mais quel pays occidental n'en fait pas, peu ou prou, même celui de M. Reagan ? Comment éviter que, dans l'avenir, l'Etat ne tienne sa place — en dehors de ses fonctions traditionnelles — ne serait-ce que pour éviter les dévergondages du marché conduisant aux monopoles et oligopoles et pour préserver une solidarité que le « main invisible » d'Adam Smith n'assure pas, ce dont convient au reste, M. Fourcade.

Notre auteur aurait pu, en revanche, signaler une difficulté particulière de l'instauration de la social-démocratie en France : la division syndicale. C'est, il ne faut pas se le dissimuler, la puissance d'une représentation forte et unique des travailleurs coopérant avec le gouvernement qui peut affirmer son développement.

Dès que l'odeur des élections parvient aux narines des Français, ils se lancent éperdument avec ou sans les partis de leur choix dans des « projets de société ». M. Fourcade, « libéral-bourgeois », apporte sa contribution au grand débat. Elle a également le mérite de l'éclaircir.

PIERRE DROUIN.

(1) Le sentiment d'insécurité indissociable était beaucoup plus fort dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Il n'est que de lire l'ouvrage de Louis Chevalier : *Classes laborieuses et classes dangereuses* (Hachette, collection « Pluriel »).

\* Editions Plon. Collection « Trilème libre ». 180 pages, 58 F.

**E**NTRE la France et l'Afrique francophone, il existe quelque chose de précieux et de trop rare : de véritables liens affectifs. C'est l'honneur du général de Gaulle et de ses successeurs ainsi que des chefs d'Etat africains d'avoir su maintenir et développer ce capital de sympathie, de compréhension et d'intérêts réciproques. Ensemble, Français et Africains, nous avons réussi là où d'autres nations ont échoué. Question de volonté et question de confiance.

D'où vient que depuis quelques mois cette volonté paraisse fléchir, et la confiance s'effiloche ? Certes, après l'alternance de 1981, la politique africaine de la France a été un des rares domaines où dans l'ensemble la critique légitime de l'opposition n'avait pas à s'exercer. Continuité et générosité faisaient de ce « secteur réservé » un secteur sauvegardé.

Ainsi, que s'est-il produit ces derniers mois ? Je n'aborderai pas le sujet du Tchad, car cela mériterait une analyse particulière, d'autant qu'il convient de laisser au gouvernement une chance de réparer dans les meilleures conditions ses erreurs. Disons simplement que cette affaire n'a renforcé ni la crédibilité de notre pays ni la sécurité en Afrique. En tout cas, si cette politique consiste à contenir la partition du Tchad, nous ne pourrions jamais l'accepter.

### Le budget de la coopération

La crise de confiance entre la France et nos partenaires africains s'explique par le décalage entre le discours et la réalité de notre politique. Les promesses étaient peut-être sincères mais elle ne sont pas tenues.

La première erreur a été d'annoncer une augmentation en sept ans de notre aide au tiers-monde (objectif de 0,70 % du PNB) et de ne pas la réaliser. Les chiffres ne mentent pas. Le budget du ministère de la coopération pour 1985 est en diminution de 10 % en francs constants par rapport à 1984. Les crédits du FAC (Fonds d'aide et de coopération) dont bénéficient les pays africains subissent une réduction de 12 %. En deux ans c'est deux mille points de coopération qui sont ou seront supprimés.

La deuxième erreur a été de ne pas reconnaître... la première, c'est-

à-dire que nous avons dissimulé à nos partenaires la diminution de nos moyens. Depuis deux ans le ministère de la coopération emploie le plus clair de son temps à rendre un rideau de fumée sur cet état de choses sans s'apercevoir que nos amis n'en sont pas dupes. Par exemple, en annonçant des chiffres globaux, on cache soigneusement la diminution de notre aide non remboursable au profit de nos prêts, alors que l'effet économique de ce tour de passe-passe est sans commune mesure : par exemple, en augmentant le volume des prêts de la Caisse centrale de coopération économique et du Trésor, on masque derrière des statistiques « présentables » un accroissement de l'endettement des pays que nous devrions aider.

### Privilégier ses amis

Par ailleurs, alors que nos responsables — et non des moindres, comme M. Manroy au Sénégal — s'en allaient proclamant la maintenance de nos effectifs de coopérateurs, les ministères préparaient une réduction drastique de leur nombre.

Enfin, on ne compte plus le nombre d'opérations auxquelles nous étions tenus solennellement par un engagement bilatéral et dont l'annulation est décidée à Paris sans qu'on n'ait prévenu nos partenaires.

La troisième erreur a été de « mondialiser » notre aide. Les crédits ont été saupoudrés au détriment des pays africains qui nous sont les plus proches, qui comptent sur nous par amitié partagée et aussi parce qu'ils sont nos principaux clients. Sous prétexte de mener quelques « guerilles » culturelles ou économiques — souvent contre nos alliés — dans des zones où notre influence n'est pas naturelle, nous avons dilapidé des moyens qui font aujourd'hui défaut en Afrique.

La France se doit de privilégier ses véritables amis et de ne pas traiter à la même aune tels ou tels pays qui jouent ouvertement contre nous dans les instances internationales. Elle se doit d'éviter de déséquilibrer — comme elle le fait depuis trois ans — son aide militaire au profit de contributions à des organisations internationales dont nous ne pouvons contrôler ni les choix ni la gestion.

la faillite de leur gestion intérieure les oblige à oublier leurs promesses dans le domaine international. On sait pourtant, depuis Talleyrand, que « les raisons du dedans commandent celles du dehors ».

Pour restaurer la confiance, il faut jouer la carte de la franchise, accorder ouvertement nos objectifs à nos moyens, retrouver une capacité d'écoute à l'égard de nos partenaires.

Il faut aussi revenir à l'esprit d'une véritable coopération : une œuvre continue négociée avec nos partenaires africains. Donc l'inverse de la politique socialiste, qui a exporté ses tendances dirigistes propres. Avec quelle autorité et quelle suffisance nos responsables prétendent s'ériger en censeurs des options prises par les pays africains et s'immiscer dans leurs choix ! En oubliant tout simplement que, de toutes les compétences de l'Etat, l'action extérieure est la seule qui ne soit pas souveraine, car elle a en face d'elle une autre souveraineté qui lui est égale.

Il faut surtout consacrer notre aide aux pays francophones et sur l'Afrique. Ainsi que l'a rappelé le président sénégalais à Banjul, l'Afrique compte les trois quarts des pays les moins avancés, abrite le plus grand nombre de réfugiés, et subit de surcroît les conséquences d'une sécheresse implacable.

C'est ainsi que l'on retrouvera un climat de confiance avec une Afrique inquiète mais jamais désespérée, qui poursuit son combat vital pour son progrès et sa liberté.

### A propos de « Liberté sans frontières »

La fondation « Liberté sans frontières » n'a pas l'origine universitaire (parisien ou suisse) suggérée par M. Ignacy Sachs (le Monde du 24 janvier). Elle vient de plus loin — des innombrables terrains d'intervention où travaillent les Médecins sans frontières.

Les interrogations, les difficultés qu'ils rencontrent les ont amenés à remettre en question les dogmes et les mythes simplificateurs qui ne suffisent plus à décrire les situations dramatiques auxquelles ils sont confrontés.

La vraie mystification n'est pas celle que dénoncent Ignacy Sachs. Elle serait au contraire de leur répondre par les axiomes habituels et culpabilisants qu'ils ne reconnaissent plus. Ils travaillent en ce moment en Ethiopie, en Afghanistan, en Amérique centrale, sur tous les terrains de guerre ou de détresse... Ils peinent jour après jour et on ne cesse de leur demander que les masques. Aujourd'hui, M. Sachs a découvert que nous faisons le jeu des « courants les plus conservateurs ». Il y a quelque temps, on accusait nos médecins prisonniers en Turquie d'être des agents du KGB et d'autres en Afghanistan, de travailler pour la

CIA... Ces attaques ne sont pas nouvelles et ne nous ont jamais empêchées de continuer. Au cours d'une assemblée générale annuelle, les Médecins sans frontières ont réaffirmé qu'ils étaient « comme des hommes de bonne foi à leur époque et à leur lieu » et d'abord qu'ils s'interrogeaient sur ce qu'est leur vie quotidienne : la « dés-ventilation ». Leur vision n'est ni livresque, ni dogmatique, ni universitaire. Elle est faite de la connaissance immédiate d'hommes, généraux, fiers de toute appartenance politique, religieuse ou philosophique. Certes, ce sont des idéalistes, mais ce sont aussi des hommes et des femmes à la fois sensibles et attentifs. Je crois qu'il est désormais difficile de leur raconter des histoires.

Voilà les vraies raisons de la création de notre fondation. Nous ne sommes que des médecins et des femmes à la fois sensibles et attentifs. Je crois qu'il est désormais difficile de leur raconter des histoires.

D'CLAUDE MALHURET  
Président de la fondation  
Liberté sans frontières.

### COURRIER DES LECTEURS

#### Des rites d'avant Salomon

A l'heure où il est beaucoup question de falachas et d'exécution rituelle chez les Africains, permettez-moi quelques remarques.

L'immense *Encyclopædia Judaica*, qui fait autorité dans le monde hébraïque, signale à l'article Falachas que, chez ces Juifs d'Ethiopie la clitoridectomie ou ablation du clitoris est habituelle, à l'opposé des populations environnantes. Ces falachas observent toutes les pratiques rituelles antérieures à la destruction du premier Temple : celui de Salomon. De plus, dans l'Antiquité, le

géographe et historien Strabon relate que chez les Hébreux comme chez les Egyptiens on circonscrit femmes et hommes : le fait s'est écrit pour les deux sexes jusqu'à nos jours chez les Egyptiens.

On peut ainsi supposer que la clitoridectomie aurait été pratiquée par les premiers Hébreux, mais non par obligation religieuse. Elle n'aurait pas été mentionnée par les Ecritures. De même le Coran ne l'a pas évoquée malgré son usage chez de nombreuses musulmanes (...).

D'GEORGES VALENSIN,  
auteur de  
*Les Juifs et le Sexe*,  
éd. J. Grancher, 1983.

#### Désir d'enfant

L'avènement des « mères porteuses » va mobiliser moralistes et juristes. C'est effectivement une question importante : elle touche au problème de la naissance avec son cortège de mythes (collectifs) et de fantasmes (individuels) qui participent à l'édifice des repères identitaires de chacun d'entre nous. Cet édifice va être secoué, à notre insu.

La médecine moderne, victime de ses fantastiques progrès techniques, n'est plus à l'écoute du biogénétique, et a, pour l'instant, réglé son compte à la psyché. Nous sommes à l'ère du besoin, qui s'écrite, dans ses prolongements socio-politiques, le « droit à ». Ainsi entend-on parler du « droit à la santé » — formule cocasse — qui a écopé le législateur droit aux soins. Plus récemment, c'est le droit au plaisir, et maintenant le droit à la maternité ! La stérilité est épinglée dans sa seule dimension biologique — mais, si l'on peut dire, la psyché se rappelle à nous à l'occasion (relativement fréquente) d'une grossesse après adoption.

Il est utile de rappeler que le désir, plus encore que le rite, est le propre de l'homme. Et tant pis si certains poussent le ridicule à faire de ce désir une histoire de médiateurs chimiques, en prenant les effets pour la cause.

Qu'en est-il du désir de la mère porteuse ? Et l'enfant ? Est-il destiné uniquement à soigner la dépression de sa mère ? Dans cette hypothèse, peut-il tenir ce rôle sans dommage pour lui ? L'enfant est-il encore une personne, ou sommes-nous déjà sur le point de le choisir en tant que bien de consommation ? Ce questionnement est nécessaire. Il serait néfaste de le clore prématurément par la mise en place d'une loi.

L'enfant en « prêt-à-porter » ne va-t-il pas conduire à de surmises ? Rappelons-nous, il n'y a pas si longtemps, quelque part en Allemagne, certains y avaient pensé ! N'oublions pas qu'il existe

un patrimoine psychique transmis à l'enfant, au même titre que le patrimoine génétique, et que doit lui être assurée la possibilité de préserver la mémoire d'un passé comme garantie de l'existence d'un présent.

D'GUY ROGER,  
psychiatre-psychanalyste  
(Lyon).

#### Que l'ORTF nous garde !

Quand je lis dans le Monde du 18 janvier : la « bonne décision » du président... correspond au modèle américain... je tressaille. Mais enfin, connaît-on le « modèle américain » ? Il semblerait que non. Ceux qui en parlent éourdiment ont-ils regardé consciencieusement la grande lucarne à bas — en comprenant parfaitement la langue, ce qui est mon cas, de par profession, et assez longuement, comme j'ai pu le faire grâce à de longs séjours ?

Cette liberté, tant prônée, à quoi aboutit-elle ? A la tyrannie unique du profit et à la totale soumission à l'intérêt commercial. La plupart des émissions ne sont pas faites pour traiter le sujet, s'il y en a un, mais pour servir la promotion du produit dont il s'agit de vanter les mérites.

Ne parlons pas des films, interrompus toutes les dix minutes par la publicité, des informations, qui n'en sont plus, car la bière ou le burger ou le savon y est sandwiché, de cinq en cinq minutes. Mais c'est le niveau le plus bas qui est constamment choisi pour satisfaire le plus grand nombre.

Aurons-nous cela ? Aurons-nous une télévision où ne pourront plus être mis en cause les pouvoirs (commerciaux et religieux, les deux pouvoirs, là-bas), perdrons-nous cette liberté de tout dire que les Américains pensaient nous envier tant ? Que l'ORTF nous en garde !

S. BONNET-FISCHER,  
professeur d'anglais  
(Paris).



**OUVERT DIMANCHE 27 JANVIER**

**-40%**

MEUBLES SIÈGES  
COPIES D'ANTIENS  
SALONS  
cuir et contemporain  
marqués d'un point vert

**FAUBOURG ST ANTOINE**  
du N° 80 au 84, entre BASTILLE et LEDRU-ROLLIN

### Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Robert Benoit-Méty (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Lemaire (1982-1983)

Durée de la licence :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Robert Benoit-Méty, fondateur.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet

Correspondant en chef :  
Claude Sala

Imprimé à Paris  
S.A. Le Monde  
PARIS

Reproduction interdite de tout article  
sans l'autorisation écrite de la direction

Commission paritaire des journaux  
et publications n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 69  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
674 F 1 309 F 1 915 F 2 480 F

ÉTRANGER (par mandat)  
L. HELGOLAND-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
386 F 724 F 1 059 F 1 330 F

IL - SUISSE - TUNISIE  
491 F 944 F 1 365 F 1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : démission ou prolongation (sans surcoût ni plus) : nos abonnés sont invités à fournir avant leur départ l'adresse la dernière bande d'envoi à notre correspondance.

« Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les vœux et souhaits en l'absence d'abonnement »

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dhs ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,20 kr. ; Espagne, 110 pes. ; États-Unis, 1,80 \$ ; Grèce, 30 dr. ; Israël, 20 N. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 F. ; Libye, 2 500 dt. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 1,00 kr. ; Pays-Bas, 1,25 f. ; Portugal, 60 esc. ; Suède, 300 F. CFA ; Suisse, 2,75 fr. ; Taïwan, 1,20 N. ; Yémen, 110 m.

EUROPE

PROCÈS DES AFRICAINS

Le rive

Seweryn

L'ancien

M. Arthur Scargill et les membres du comité exécutif du mouvement national des mineurs (NUM), ces mots qui ont été employés formellement pour désigner les négociations... l'aboutissement... sachant dans une position... plus inconfortable... M. Thatcher... que... attitude presque... qu'elle... Il y a encore six mois, au... à la grave des mineurs... M. Scargill ne... 970 députés... de la « dame de fer »... que ces circonstances... c'est au tour de M... de se venger et de... dans ses derniers... Au soir d'une journée... M. Thatcher a déclaré... « Nous ne pouvons... qu'elle... le premier ministre... cela s'est déjà... la dernière fois... des bases de la...



## EUROPE

### Pologne

#### LE PROCÈS DES ASSASSINS PRÉSUMÉS DU PÈRE POPIELUSZKO

##### Le rire nerveux du capitaine Piotrowski

Le procès des policiers assassins présumés du Père Popieluszko s'est poursuivi, jeudi 24 janvier, à Torun, par la présentation des rapports d'autopsie. Dans une atmosphère tendue, le médecin légiste, une femme âgée de soixante-quinze ans, a fait l'inventaire détaillé des coups reçus par le prêtre et a présenté les pièces à conviction : le bâillon de coton maculé de sang enfoncé dans la bouche du Père Popieluszko, le long bandon de sparadrap utilisé pour le renforcer et qui obstruait aussi les

narines du prêtre, étouffé par son propre sang. Le médecin a aussi montré la corde qui a laissé une trace de 2 centimètres de large autour du cou de la victime, et le gourdin utilisé « avec puissance » pour battre le prêtre par le capitaine Piotrowski, un colosse de 1,92 mètre et plus de 100 kilos. A ce moment, l'accusé principal n'a pu réprimer un rire nerveux qui n'a retenu dans le lourd silence de la salle d'audience. Pendant tout le reste de la déposition du médecin légiste, le

capitaine Piotrowski était resté prostré, le visage rouge, les yeux fixés vers le sol. Fait important pour ce qui concerne le partage des responsabilités de l'assassinat, les légistes, revenant sur leurs premières conclusions, estiment, à présent, « impossible de déterminer avec certitude » si le prêtre était encore en vie lorsqu'il a été jeté à l'eau, un cadavre flottant autour du cou et le corps lesté d'un sac de pierres. (AFP.)

### Seweryn Blumsztajn persiste et rentre

#### L'ancien responsable de Solidarité en France choisit de regagner son pays

Mais dans les poches, un petit homme aux cheveux noirs, à la silhouette juvénile, marche... vers l'Est. Seweryn Blumsztajn « rentre au pays ». C'est le photo de couverture et le titre de son livre (1). Il rentre, après trois années passées à Paris, où il a longtemps dirigé le comité de coordination de Solidarité en France. La démarche est originale et demande un certain toupet. « Sewek » Blumsztajn ne cherche vraiment pas à rentrer discrètement par la petite porte. Il a volontairement laissé passer l'échéance de l'immigration. Il aggrave son cas en publiant ce livre qui est tout sauf un acte de contrition. Et il invite les responsables des syndicats français, qui, après le coup de force du général Jaruzelski, ont aidé les représentants de Solidarité en France et, à travers eux, les militants clandestins en Pologne, à venir l'accompagner à l'aéroport d'où il espère s'envoler pour Varsovie le 5 février prochain. C'est dire que l'accusé qui lui sera réservé à l'autre bout du vol n'a que d'être peu sympathique.

« Pologne, lui, membre du KOR et de Solidarité », peut-on lire sur la couverture, au-dessous du nom de l'auteur. L'ordre des mots n'est pas indifférent. Blumsztajn se sent d'abord polonais. (« Je réagis très agressivement lorsqu'on accuse les Polonais d'être antisémites ») et n'a véritablement compris, accepté et même apprécié sa judéité qu'en 1968 au moment même où ses parents préféraient quitter ce pays, alors balayé par une campagne antijuive encouragée par une faction en lutte pour le pouvoir. Les quelques réflexions que Blumsztajn consacre à ce fameux « antisémitisme polonais », « si difficile à expliquer » à des Français, écrit-il, parce qu'ils n'en comprennent pas le contexte, ne sont d'ailleurs pas le moindre intérêt de son livre.

De même Blumsztajn est d'abord, membre du KOR (Comité de défense des ouvriers) et, ensuite, de Solidarité, pas seulement pour respecter la chronolo-

gie. De toute évidence, au « famille », c'est bien le KOR de ses amis Kuron, Michnik et autres. Comme eux, il lui est arrivé de se sentir un peu perdu dans l'immense « syndicat-nation », selon sa joliesse formule, qui était Solidarité au temps de ses victoires. Maintenant, explique-t-il, dans la « défaite », ces différences, ces incompréhensions occasionnelles, se sont pratiquement effacées.

#### La fascination du « chaudron » polonais

A qui veut comprendre l'atmosphère si particulière de l'opposition polonaise, depuis les années 60, on ne peut que recommander la lecture de ce petit livre. Il ne s'agit pas d'un ouvrage véritablement écrit. Deux amis l'ont aidé à le mettre en forme. (« Je n'aurais sûrement pas publié cela en polonais et pour un public polonais ») Il trouve lui-même certains passages un peu rapides, mais le lecteur apprécie ce rythme, ce ton alerte. En moins de deux cents pages, avec peu d'adjectifs et encore moins de théorie, on en apprend beaucoup, aussi bien sur les « scabots rouges » de Kuron, que sur l'atmosphère de l'université catholique de Lublin, où Blumsztajn a été accueilli après avoir été contraint de quitter l'université de Varsovie. Quelques anecdotes instructives, des notations très pertinentes sur certains personnages plus célèbres que connus (Walesa, par exemple), et un regard lucide, aussi bien sur le nombre de beaucoup de ses compatriotes que sur les raisons qui ont fait la popularité de Solidarité en France. Tout cela suffit à produire un livre attachant.

Reste la question essentielle. Pourquoi rentrer, aujourd'hui, dans ce pays que Blumsztajn refuse d'idéaliser ? Il connaît les limites de tout ordre qu'impose la vie « là-bas ». Il apprécie le monde occidental, « sans doute meilleur, mais [qui] n'est pas le mien ». Mais il est attiré, « fas-

ciné », explique-t-il, par le « chaudron polonais », où se mêlent « tant d'ingrédients légaux, illégaux, semi-légaux », en un mot par l'esprit qui règne là-bas. Il affirme respecter ceux qui ont choisi d'assumer une condition d'émigré, une décision tout aussi difficile, ceux qui poursuivront le tâche qui a été la sienne en France. Mais lui, il ne peut pas résister à la tentation. Ce choix est si « fondamental » qu'il divise les gens et les destins. Sa femme et sa fille, elles, restent en France.

Ne court-il pas, en fait, après une ombre, à la recherche de cette Pologne de sa jeunesse, où les opposants, en échange de bien des épreuves, bénéficiaient d'un précieux « confort intellectuel », celui de se sentir libres, même sous les verrous ? Aujourd'hui, il en est conscient, les choses sont peut-être plus difficiles. De longues années de détention pour certains, les dures conditions de la vie de clandestin pour d'autres, ont dû laisser des traces. Mais il croit que l'essentiel est toujours là-bas. Les amis, la confiance réciproque, une certaine joie de vivre, dans l'opposition. Peut-être aussi la conviction de mener le bon combat.

Son rêve, il le sait, risque de s'écrouler, et cela dès l'arrivée à Varsovie. Ce livre, en cas d'ennuis sérieux, sera aussi son témoignage de défense.

Toute la publicité donnée définitivement à son retour ne risque-t-elle pas, en fin de compte, de le desservir, d'être exploitée contre lui ? C'est possible, mais il veut rentrer « dignement » et même de manière « démonstrative ». Il a joué cette carte-là, fidèle au style qui est aussi celui de ses amis Michnik, en particulier, la bravade. Ce qui ne l'empêche pas, bien sûr, d'avoir « terriblement peur ». « Vous savez, je ne serais pas du tout sûr si on ne m'arrête pas. »

JAN KRAUZE.

(1) Je rentre au pays, Calmann-Lévy, 70 F, 206 pages.

### Grande-Bretagne

#### Les mineurs sont prêts à négocier sans condition

Londres. — « Sans conditions » : pour M. Arthur Scargill et les vingt-trois membres du comité exécutif de l'Union nationale des mineurs (NUM), ces mots qu'ils viennent d'employer formellement doivent s'appliquer à des négociations dont ils souhaitent désormais — avec une appréhension manifestement grandissante — l'aboutissement rapide, se sachant dans une position de plus en plus inconfortable. Mais pour M. Thatcher — qui dissimule mal une attitude presque triomphante — l'expression définit plutôt la sorte de « reddition » qu'elle entend obtenir.

Il y a encore six mois, au moment où la grève des mineurs paraissait en mesure de mettre à mal le gouvernement, M. Scargill ne cachait pas qu'il désirait provoquer la chute du cabinet de la « dame de fer ». A présent que les circonstances ont changé, c'est au tour de M. Thatcher de se venger et de pousser le syndicat dans ses derniers retranchements.

Au soir d'une journée marquée par une brusque surenchère, M. Thatcher a déclaré, le 24 janvier, au cours d'un entretien télévisé : « Nous ne pouvons plus nous engager dans des négociations en sachant qu'elles peuvent échouer ». Et le premier ministre de souligner que cela s'est déjà produit à sept reprises, la dernière fois fin octobre. Parlant des bases de la discussion

De notre correspondant qui doit reprendre, M. Thatcher a souligné elle-même sa « détermination » : « Je le veux claire, honnête et sans échappatoires. »

Le premier ministre est allé très directement au fond du problème : « La NCB (National Coal Board) doit pouvoir fermer les puits qui ne sont pas économiquement rentables comme il l'a toujours fait. » Le ton est sans appel. M. Thatcher signifie de cette manière qu'il n'y a en fait pas lieu de négocier sur ce qui est l'essentiel du débat depuis plus de dix mois et a fait échouer tous les pourparlers.

Jeudi matin 24 janvier, le comité exécutif de la NUM s'est réuni à Sheffield dans une atmosphère assez défaitiste. Il était évident que la plupart des délégués avaient mandat de trouver le meilleur moyen de mettre fin à une grève que des mineurs de plus en plus nombreux cessent d'observer, même si la majorité continue de la suivre. Les représentants les plus modérés de la NUM et de la direction des charbonnages étaient convenus auparavant lundi 21 et mercredi 23 janvier de l'importance des bases de la négociation qui devait commencer au début de la semaine prochaine. Mais, alors que le comité exécutif en était déjà

au point de rédiger le communiqué faisant état de concessions sur le fond, le NCB a exigé préalablement un engagement « par écrit » précisant que le syndicat était prêt à discuter de la fermeture des puits qui ne sont plus jugés rentables.

Aussitôt, un Parlement, la plupart des députés de l'opposition ont élevé de très vives protestations, en déclarant qu'avec cette nouvelle exigence « il n'y avait plus rien à négocier ». Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, a déclaré que la surenchère à laquelle se livrait le NCB portait « les soies empoisonnées » du premier ministre. M. Kinnock, qui avait cherché depuis des semaines à rapprocher discrètement les points de vue des parties en cause, a donné ainsi libre cours à sa colère.

La NUM n'a maintenant plus guère le choix ; mais il n'est pas pour autant certain que M. Scargill accepte immédiatement d'arriver, comme l'ont fait remarquer ses collègues, « pieds et poings liés » à la table des négociations. La direction des charbonnages devait, après avoir examiné vendredi 25 janvier le texte rédigé par la NUM, faire savoir si les « conditions » étaient à ses yeux satisfaisantes et si les négociations pouvaient être entamées dès le 28 janvier.

FRANCIS CORNU.

### Espagne

#### L'élection de M. Ardanza à la tête du gouvernement autonome ne résout pas la grave crise interne du nationalisme basque

De notre correspondant

Madrid. — L'accession, le jeudi 24 janvier, de M. José Antonio Ardanza à la tête du gouvernement régional basque, à la place de M. Carlos Garaikoetxea, qui occupait ce poste depuis 1980, mettra-t-elle fin à la grave crise que connaît le PNV (Parti nationaliste basque) ? Rien n'est moins sûr. Si M. Garaikoetxea et ses partisans n'ont perdu une bataille, ils sont loin d'avoir perdu la guerre qui les oppose à l'« appareil » du parti et à son principal organe de direction, l'Euzkadi Buro Batzar.

Le nouveau landakari (titre du président du gouvernement basque) donnera certainement moins de fil à retordre aux hommes de l'appareil du PNV que son prédécesseur. Autant M. Garaikoetxea, cloué d'un grand charisme entendait voler de ses propres ailes, autant M. Ardanza est une personnalité effacée. Ancien maire de la ville de Mondragon, puis président de la Députation provinciale de Guipuzcoa, il était, il y a un mois encore, virtuellement inconnu. Dorénavant, à travers lui, la direction du parti est assurée de contrôler plus directement le gouvernement régional.

M. Ardanza n'a montré ces dernières semaines qu'il savait faire preuve d'habileté. En signant un pacte avec les socialistes, il s'est assuré une solide majorité au Parlement régional (le 20 janvier de 22 janvier). Ce qui lui évite de dépendre des voix des sympathisants de son prédécesseur, nombreux au sein du groupe parlementaire du PNV. Mais les concessions qu'il a dû faire ont suscité un certain mécontentement dans les bases du PNV. M. Garaikoetxea n'a d'ailleurs pas tardé à l'exploiter en affirmant qu'il n'aurait jamais, lui, accepté de signer un tel accord. Il a donc entamé une contre-offensive et contraint M. Roman Sudupe, le président du PNV, à présenter, le 5 janvier, sa démission. Les élections pour la désignation de son successeur doivent avoir lieu au début de février et devraient permettre à M. Garaikoetxea de renforcer sa position à la direction du PNV.

#### Le virage de 1979

Quel rôle le PNV doit-il jouer face au gouvernement régional ? Quelle politique d'alliances faut-il mener à Madrid ? Quelle attitude adopter aux « choix de société » qui se posent à une Espagne nouvelle et moderne ? A toutes ces questions, les réponses données par le PNV sont loin d'être unanimes.

Ses dirigeants étaient d'accord pour réaffirmer l'autonomie et protester contre le centralisme traditionnel de Madrid. Ils ne le sont plus dès lors qu'il s'agit d'administrer au jour le jour l'autonomie retrouvée, fût-elle jugée par tous encore insuffisante.

Certes, depuis sa création par M. Sabino Arana, en 1895, l'histoire

du parti est jalonnée de ruptures et de scissions. Mais la « crise d'identité » actuelle est peut-être la plus profonde. Elle ne porte plus sur le choix entre « indépendance » et « espagnolisme ». A l'exception d'un petit groupe d'irréductibles fidèles, aux thèses originelles de M. Arana, l'écrasante majorité du PNV a accepté le « virage » historique de 1979. Malgré la surenchère de l'ETA et des radicaux, le parti avait alors décidé, non sans courage politique, de remettre au placard ses vieux rêves d'indépendance et de se contenter du statut d'autonomie offert par Madrid.

C'est sur son rôle politique que le PNV s'interroge aujourd'hui. Depuis 1977, le parti n'a plus tenu de congrès. Il n'a ainsi voulu éviter de devoir préciser son idéologie. Certes, le nationalisme basque, qui puise dans le catholicisme une bonne partie de ses racines, a toujours été marqué par le conservatisme et le cléricalisme. M. Arana, lui-même, était le porte-parole des milieux ruraux et de la petite bourgeoisie basque traditionnelle, inquiets de l'apparition à Bilbao d'une nouvelle bourgeoisie liée à la sidérurgie, qui demandait la suppression des franchises régionales faisant obstacle au libre-échange. Ce n'est que dans la lutte commune contre la dictature franquiste que le nationalisme basque et la gauche espagnole, séparés pendant la guerre civile, se sont rapprochés.

Aujourd'hui, le seul dénominateur commun du PNV reste le nationalisme. Les opinions divergent dès

qu'il s'agit de se prononcer sur la politique économique, l'avortement ou l'enseignement privé. Certains membres du PNV se sentent plus proches des socialistes ; les autres, plus nombreux, penchent du côté de la formation conservatrice d'Alliance populaire de M. Fraga.

Le désaccord le plus profond, celui qui a fait éclater une crise jusque-là latente, concerne la répartition des pouvoirs au sein de la communauté autonome basque. Pour les partisans de M. Garaikoetxea, le gouvernement régional ne pouvait prétendre gérer les affaires de manière efficace, s'il ne contrôlait pas l'essentiel des compétences transférées par Madrid à la région basque.

Les adversaires du président sortant exigeaient, en revanche, que ce dernier partageât ses attributions avec les « députations », les organes de gestion provinciaux. Pour justifier leur thèse, ils invoquaient les textes de M. Arana, selon lequel le Pays basque doit être une « confédération de provinces ».

An-delà de cette querelle, c'est tout le problème du rôle « prédominant » du parti qui est posé. Car le PNV n'est pas une formation politique comme les autres. C'est une organisation aspirant à représenter tous les secteurs de la société basque. Il contrôle la puissante centrale syndicale ELA-STV (Solidarité des travailleurs basques), jouit d'une grande influence dans les milieux patronaux de la région, et, de l'Eglise aux clubs de football, compte dans tous les milieux de la société basque.

THIERRY MALINIAK.

#### La « bible rouge » des ambassades soviétiques

Bonn (AFP, AP). — Les agents soviétiques en Occident trouvent dans un « livre rouge », conservé dans les ambassades et les missions commerciales soviétiques, le catalogue des renseignements que Moscou recherche dans le domaine technologique. Ce manuel, qui a été « porté à la connaissance » des services secrets ouest-allemands, est émis comme l'annuaire d'une grande ville.

Il énumère un certain nombre de domaines de recherche : par exemple, ou chapitre des machines agricoles, il cite les batteries longue durée et les systèmes hydrauliques des tracteurs. Les spécialistes ouest-allemands en concluent que les Soviétiques cherchent à améliorer le capacité de démarrage par temps froid de leurs chars et autres véhicules militaires. La micro-électronique, les systèmes de navigation par

inertie, les allages spéciaux, figurent également en bonne place dans ce gros livre à la couverture rouge, dont le titre officiel est Demandes coordonnées pour les tâches d'informations techniques. Le « livre rouge » est édité par le Comité d'Etat à la science et à la technologie. Il est conservé dans une pièce spéciale des représentations diplomatiques et commerciales soviétiques en Occident.

Les feuilles du livre, en papier spécial épais, sont cousues pour empêcher qu'elles puissent être déchirées. Un double numérotage des pages apporte une protection supplémentaire.

Tout agent qui souhaite se servir du guide doit d'abord se soumettre à un contrôle d'identité approfondi. S'il prend des notes, il doit les conserver chez lui dans un coffre-fort.

## LA VIE FRANÇAISE

### POLITIQUE

- Schultze-Gromyko : de Yalta à Genève.
- Le mode de gouvernement de F. Mitterrand.

### ECONOMIE

- Crédits exports : la fin du consensus ?
- La situation économique de l'Argentine.
- Immobilier : vers un élargissement des exonérations fiscales.

### ENTREPRISES

- Renault : la fin d'un mythe.
- L'Europe de la robotique reste à faire.

### BOURSE

- Etudes : Orsan, OFF.
- Conseils : Bail-Investissement, Vallourec, Auxiliaire d'Entreprises, IBM, Mines d'Or.

### ARTS, CULTURE : Livres, expositions, théâtre, cinéma...

## LE SPÉCIAL IMPÔTS

UN GUIDE DE 48 PAGES

EST TOUJOURS EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE  
Chaque samedi, 11 F, chez votre marchand de journaux



## EUROPE

### RFA

#### Les sympathisants détenus de la Fraction armée rouge font la grève de la faim depuis plus de cinquante jours

Les trente-sept sympathisants allemands de la Fraction armée rouge qui sont incarcérés en République fédérale ont déposé, le jeudi 24 janvier, leur cinquantième jour de grève de la faim. Les protestataires réclament d'être détenus dans les mêmes locaux. L'état de santé de deux d'entre eux est « très préoccupant », a indiqué, le même jour, le ministre de la Justice à Stuttgart, où sont incarcérés, précisément, Christian Klar et Brigitte Mohrhardt. Ce mouvement a reçu quelques démonstrations de sympathie en Allemagne. Une petite manifestation en leur faveur a eu lieu à Göttinge, le jeudi 24. En outre, le Bundestag a voté, le 24, à Bonn, un amendement à la législation actuelle : les grévistes de la faim « conscients » ne pourront être alimentés de force.

De notre correspondant

Bonn. — Les détenus qui font la grève de la faim ne pourront plus être alimentés contre leur gré en Allemagne fédérale. En revanche, les autorités pénitentiaires devront intervenir à partir du moment où ils ne disposent plus de leur conscience. Personne ne peut exclure, a estimé le ministre de la Justice, M. Engelhardt, avant que le Bundestag ne vote, jeudi 24 janvier, en faveur de la modification de la législation, que juste avant de perdre conscience le détenu n'ait pas eu la volonté de cesser sa grève de la faim.

Depuis qu'une trentaine de militants de la Fraction armée rouge (RAF) ont entamé une grève de la faim le 4 décembre dernier (officiellement pour obtenir une révision de leur statut de prisonnier et une amélioration de leurs conditions de détention), quatre d'entre eux seulement ont été alimentés de force. La législation antérieure prévoyait que les autorités pénitentiaires pouvaient recourir à une telle méthode si la vie du détenu était en danger. Cette disposition se heurtait à la difficulté d'apprécier exactement l'état du malade, mais également à l'éthique des médecins dont la mission se réduisait à alimenter les détenus si ceux-ci y opposaient une résistance physique.

A la notion de « libre arbitre » comme critère de décision, le Parti social-démocrate, qui s'est abstenu lors du vote, aurait voulu substituer celle de la « non-violence ». Les autorités pénitentiaires auraient été ainsi contraintes d'intervenir à partir du moment où les détenus ne s'y opposaient pas physiquement. Pour le SPD comme pour les partis de la majorité, le problème était de savoir où fixer la barre de l'intervention de l'Etat pour que celui-ci ne puisse pas être accusé de laisser purement et

simplement le détenu mourir de faim, sans rien faire. Les Verts se sont, en revanche, opposés au principe même de l'alimentation forcée considérée comme « dégradante et contraire à la dignité humaine ». Mais ils considèrent que l'issue de la grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge ne peut être trouvée que par un compromis entre ces derniers et l'Etat. Les Verts s'étaient prononcés la semaine dernière, à Bonn, pour une amélioration des conditions de détention des militants de la RAF, notamment contre toute forme d'isolement, tout en rappelant qu'ils s'opposaient totalement aux méthodes de l'organisation terroriste.

HENRI DE BRESSON.

#### MANIFESTATION DANS LES LOCAUX DE LA CROIX-ROUGE DE GENÈVE

(De notre correspondant.)

Genève. — Une vingtaine de jeunes gens et jeunes filles, en majorité des Suisses allemands, ont pénétré, le jeudi 24 janvier, dans les locaux du Comité international de la Croix-rouge pour attirer l'attention sur le sort de trente-sept détenus de la Fraction armée rouge, qui ont entamé une grève de la faim depuis le 24 décembre dernier. Ils ont eu un entretien avec M. Peter Kung, délégué général du CICR pour l'Europe.

Les manifestants « exigent l'intervention immédiate » du CICR en se référant à sa mission de protection des prisonniers : ils demandent que soient satisfaites les revendications posées par les détenus allemands, en particulier qu'ils soient ensemble, afin de favoriser « de nouvelles idées, de nouvelles expériences, le développement dans la lutte de nouvelles possibilités, de nouvelles notions de politique ».

Le groupe estime que le CICR, grâce à son statut et à la confiance que lui accordent gouvernements et oppositions, a pour devoir d'exiger de la RFA le respect des conventions de Genève et d'assumer « sa tâche de préserver les prisonniers politiques de toute torture physique et psychique ».

Les sympathisants de la Fraction armée rouge ont obtenu du CICR qu'il informe Bonn de leur démarche.

L. V.

### Italie

#### LA LIBÉRATION ANTICIPÉE DU CRIMINEL DE GUERRE NAZI WALTER REDER SUSCITE DES POLEMQUES

(De notre correspondant.)

Rome. — Le criminel de guerre nazi Walter Reder, jugé responsable de massacres commis en Toscane et en Emilie-Romagne, a été libéré le jeudi 24 janvier à la suite d'une décision du président du Conseil italien M. Bettino Craxi (1).

Il a quitté la prison de Gaeta à l'aube. Après avoir séjourné militairement ses gardiens, il a été conduit en Autriche, où il a été accueilli par le ministre de la Défense.

Tant ce geste du ministre de la Défense que la décision de M. Craxi suscitent des polémiques en Autriche et en Italie. L'ancien commandant de la SS, l'un des derniers prisonniers de guerre qui était encore incarcéré, était en 1944, à la tête d'un bataillon qui a exécuté 1 800 personnes (ce chiffre est contesté par Reder), parmi lesquelles figuraient des dizaines de femmes et d'enfants du petit village de Marzabotto, près de Bologne.

Lorsque, peu avant Noël dernier le président du Conseil prévint le maire du village de la possibilité d'une mise en liberté de Walter Reder avec six mois d'avance (celui-ci devait être libéré en juin prochain au terme de quarante ans de détention), les familles des victimes exprimèrent à une écrasante majorité leur opposition à une telle mesure.

Le conseil municipal de Marzabotto doit se réunir ce 25 janvier pour faire connaître sa désapprobation : « La raison d'Etat a prévalu ; mais de l'Etat, issu de la résistance, Marzabotto fait aussi partie », précise un communiqué.

En 1980 le tribunal militaire de Bari avait condamné à Reder la liberté conditionnelle. Il devait cependant être maintenu en prison pour cinq ans par mesure de sécurité. Légèrement, ces mesures de sécurité n'empêchaient pas qu'il soit remis aux autorités autrichiennes, comme celles-ci l'avaient demandé, à condition pourtant, que Reder demeure sous surveillance jusqu'au 15 juin 1985.

La décision de la présidence du conseil italien a été approuvée par les partis de la majorité et jugée favorablement par le Vatican. Elle a été prise, précise un communiqué, en conformité avec la Convention de Genève.

PHILIPPE PONS.

(1) Voir nos dernières éditions datées du vendredi 25 janvier.

## DIPLOMATIE

### AU COLLOQUE DE « LIBERTÉ SANS FRONTIÈRES »

#### Le débat sur le tiers-mondisme reste ouvert

La salle Médicis du Sénat ne pouvait contenir toutes les personnes venues assister au colloque sur le thème « Le tiers-mondisme en question », organisé les 23 et 24 janvier par la Fondation Liberté sans frontières (1), récemment créée (le Monde date 13-14 janvier 1985). On était en droit de s'attendre à quelques polémiques. Mais la contradiction fut surtout portée, avec ténacité, par René Dumont, dont les promoteurs du colloque avaient mis en cause le diagnostic « marqué par le catastrophisme ». Il qualifia cette initiative d'« opération politique d'une nouvelle droite masquée » et dénonça « l'amalgame de messages » qu'elle véhiculait, à son avis. Les débats eurent, pour le reste, un ton plutôt serein.

La Fondation avait réuni des personnalités (intellectuels, hommes de terrain, universitaires, économistes) pour faire la critique de ce qu'elle appelle le tiers-mondisme. Plusieurs (A. Bressand, J. Ziegler, J.-C. Guillebaud) s'étaient fait excuser. Mais il est tout de même notable que des économistes comme Gérard Chaliand (les Mythes révolutionnaires du tiers-monde), Pascal Bruckner (Les Sanglots de l'homme blanc), Jean-François Revel (dont le dernier livre porte le titre Comment les démocraties finissent) se soient engagés avec des scientifiques comme Le Roy Ladurie, Gilbert Etienne, Alfred Sauvy pour dénoncer ce qui leur paraît être une « idéologie dominante ».

« On dit que nous nous attaquons à un cadavre, mais le cadavre est bien vivant », devait dire le docteur Claude Malburet, président de la Fondation et directeur par ailleurs de Médecines sans frontières. Répondant aux critiques portées à cette entreprise, il ajouta : « Notre but est de réfléchir à ce qu'il faut faire pour aider les pays en développement. Il s'agit de la hausse des risques de réopération politique dans le contexte français actuel, mais se défend de vouloir faire une opération politique. « Entre le tiers-mondisme et le carterisme, il est urgent de créer un espace où puissent coexister généralité et rigueur dans une réflexion ouverte de prémisses idéologiques. Nous ne sommes ni les croisés du néo-libéralisme ni les agents d'un recentrage méditerranéen », devait-il déclarer.

Plusieurs participants ont expliqué, comme Ilios Yamalakakis, que la « vulgate tiers-mondiste » avait pris naissance dans le mouvement communiste international, puis avait trouvé un second souffle dans les années 60 auprès du courant chrétien. La nouvelle droite, a-t-il affirmé, est tiers-mondiste, anticapitaliste, gauchiste parfois. De son côté, Branko Lazitch, animateur de la revue Est-Ouest, a souligné que les pays communistes du tiers-monde étaient tous aux prises avec des difficultés.

Le Nicaragua apparaît à Pascal Bruckner la « dernière utopie tiers-mondiste », car, a-t-il dit, la « frivole essentielle » des tiers-mondistes « suit le mécanisme de la déception amoureuse » et va d'espoirs en espoirs, tandis que « notre sympathie

ne va qu'aux peuples souffrants ». Ce philosophe, auteur d'un livre très controversé, distingue aujourd'hui trois courants dans le tiers-mondisme : un tiers-mondisme « politique » qui se meurt, un tiers-mondisme « de solidarité » qui est vigoureux et un tiers-mondisme « de relativisme culturel », résidu de l'ethnologie, qui veut rendre aux cultures des peuples ce qui leur est dû.

Le tiers-monde apparaît cependant à Paul Thibault, directeur de la revue Esprit, comme une notion ayant « une certaine consistance », de même qu'il lui semble difficile de nier l'existence de rapports dominants-dominés entre pays occidentaux du Nord et pays du Sud.

#### Notre égoïsme ? Non...

Parlant de « la pénurie dans les pays les moins avancés », ni injuste ni fatalité », Jacques Gali, auteur du livre Le Sahel demain : catastrophes ou renaissance, a expliqué que les systèmes économiques et sociaux de ces pays n'étaient pas en mesure de remédier aux conséquences de leurs déficiences ou de catastrophes comme la sécheresse, « mais que leur situation n'est pas due à notre égoïsme ». Un certain nombre de conditions leur développement ne sont pas réunies, a-t-il ajouté. Jacques Klatzmann a repris les thèmes de son ouvrage Nourrir dix milliards d'hommes selon lesquelles on ne peut attendre une augmentation de la production agricole dans le tiers-monde de l'extension des terres cultivées, mais de la hausse des rendements. Gilbert Etienne, auteur de nombreuses publications sur le développement rural en Asie, a, dans le même esprit, souligné que l'insuffisance des terres à distribuer et les rapports de forces laissent, à son avis, peu de chances à des réformes agraires. Il a une nouvelle fois plaidé pour la « révolution verte » s'appuyant sur la trilogie eau, semences améliorées, engrais, qui a permis le développement d'un nouveau mode de production en Asie. Mais, pour toute la partie orientale du bassin du Gange, il ne voit de possibilité de recul de la pauvreté que par « grignotage », lequel, a répondu René Dumont, qui publie un livre sur cette région, sera absorbé par l'accroissement démographique.

Les promoteurs du colloque voulaient montrer quelques exemples « réussis ». Spécialiste de l'Indonésie, J.-L. Maurer a mis, ainsi, en relief le « pragmatisme » des militaires au pouvoir dans ce pays « sans toutefois passer sous silence les entraves aux droits de l'homme et l'occupation de Timor » parce qu'ils ont d'abord fondé leur politique de développement sur l'agriculture. Cela, a-t-il assuré, a permis au pays d'être quasi autosuffisant, et il a pu avoir réussi son décollage économique. M. Fouquin, économiste au CERI, a retracé l'histoire du décollage de la nouvelle Asie industrielle, soulignant, au terme de son exposé, à la fois la qualité de l'information

économique, à Taiwan et en Corée du Sud, et le « caractère peu démocratique, dogmatique » de ces pays. La possibilité d'appliquer ce modèle de développement à la Chine continentale apparaît, limitée au singulier L.L. Domenech, selon lequel « les effets pédagogiques de la nouvelle Asie industrielle ne sauraient être surévalués ».

#### Affrontement sur l'aide publique

A l'insalubre adversaire de l'aide publique au développement Peter T. Bauer, Pierre Uri a fait remarquer qu'elle ne représentait, en 1984, tous pays donateurs confondus, que 10 dollars par habitant, « de quoi vivre pendant trois jours », et que les capitaux privés ne pouvaient partout la remplacer et faire décoller les pays à partir de zéro.

Le débat sur les « controverses démographiques » visait à dénoncer le discours apocalyptique comme le discours optimiste sur la relation entre population et production vivrière, et la publication, notamment, par les agences spécialisées des Nations unies (FAO, UNICEF), de données alarmantes : le « catastrophisme ». Selon Alfred Sauvy, on devrait plutôt parler d'« implacable » que d'« explosion » démographique dans le tiers-monde. Et le père de cette expression ne serait pas de prédire qu'il y aura d'importantes migrations du sud vers le nord de la Méditerranée, dans vingt à quarante ans. Jacques Dupont a relevé que le nombre d'enfants qui meurent ne s'élève pas de 30 millions par an, il était pas de 30 millions par an, il vient cependant de démontrer ailleurs, qu'on assiste à une « contre-offensive de la mortalité », qu'il n'attribue pas seulement à des raisons alimentaires.

Enfin, à la question qui est au centre des préoccupations de la Fondation : « La démocratie est-elle bonne ou non pour le développement ? », on ne sera pas surpris que J.-F. Revel ait répondu que les facteurs politiques — les décisions des gouvernements — devaient également être pris en compte — et pas seulement les raisons économiques et techniques — dans la responsabilité de certains échecs. « On ne peut pas oublier par qui l'Éthiopie est gouvernée. Lorsque les pays latino-américains prennent la voie démocratique, ils choisissent des modèles de centre gauche ou droit », a-t-il déclaré. En revanche, la notion de démocratie est « insupportable », a condamné Castiglioni, car elle signifie pour lui « capitalisme libéral », et celui-ci n'est pas exportable. Cela n'autorise pas, a-t-il ajouté, les Occidentaux à soutenir « les gouvernements les plus aberrants du tiers-monde ». Somme toute, le débat reste ouvert.

GERARD VINATTE.

(1) 68, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris, tél. 535-65-56.

Depuis ISTH 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
**PREPA SCPO**  
EXAMEN D'ENTRÉE EN AP  
SESSIONS SEMESTRIELLES  
Janvier à Juin ou Février à Juin  
TESTS D'ADMISSION  
AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry  
75016 Paris - Tél. : 224.10.72  
TOLBIAC 33, Av. d'Italie - 75013 Paris  
Tél. : 585.59.35

## Postes à pourvoir...

Dès lundi, ces Entreprises  
vous donnent rendez-vous  
dans les pages  
"Annonces Classées"  
du Monde.

A.F.M.E. - AJCR - BERNARD KRIEF  
CONSULTANTS - BSN - CABINET  
ALPHA CDI - CABINET ETAP  
CABINET BERNARD - JULHIET  
PSYCOM - CABINET PA - CAM  
CISGRAPH - COFROR  
COGINTEL - COMPAGNIE  
GENERALE DES EAUX  
CONTROL DATA - CONSTRUCTION  
RECRUTEMENTS - CREDIT  
MUTUEL - DASSAULT - DIGITAL  
EQUIPMENT FRANCE - DIGITAL  
VALBONNE - DU PONT DE  
NEUMOURS - EGOR - EQUIPES ET  
ENTREPRISES - ELECTRONIQUE  
SERGE DAUSSAULT - FERNAND  
NATHAN - FLONIC - IBM FRANCE  
ITEP - JEAN LEFEBVRE - JEUMONT  
SCHNEIDER - MJB - MORENO  
CONSULTANTS - OCBF - ORION  
POSTEL - PFIZER - ROUSSEL  
UCLAF - SIGMA CONSEIL - SG2  
SIRCA - SLIGOS SNECMA  
SOCIETE GENERALE  
TELESYSTEME - THOMSON CGR  
THOMSON CSF/BES.

Le Monde s'efforce pour vous

Ne  
jamais la te  
n'a atte  
de  
Une voiture  
nouve vraiment  
Les nouvelles  
l'espace au sil  
sécurité, la puis  
Ce sont des  
technologie d'a  
nomique, leur r

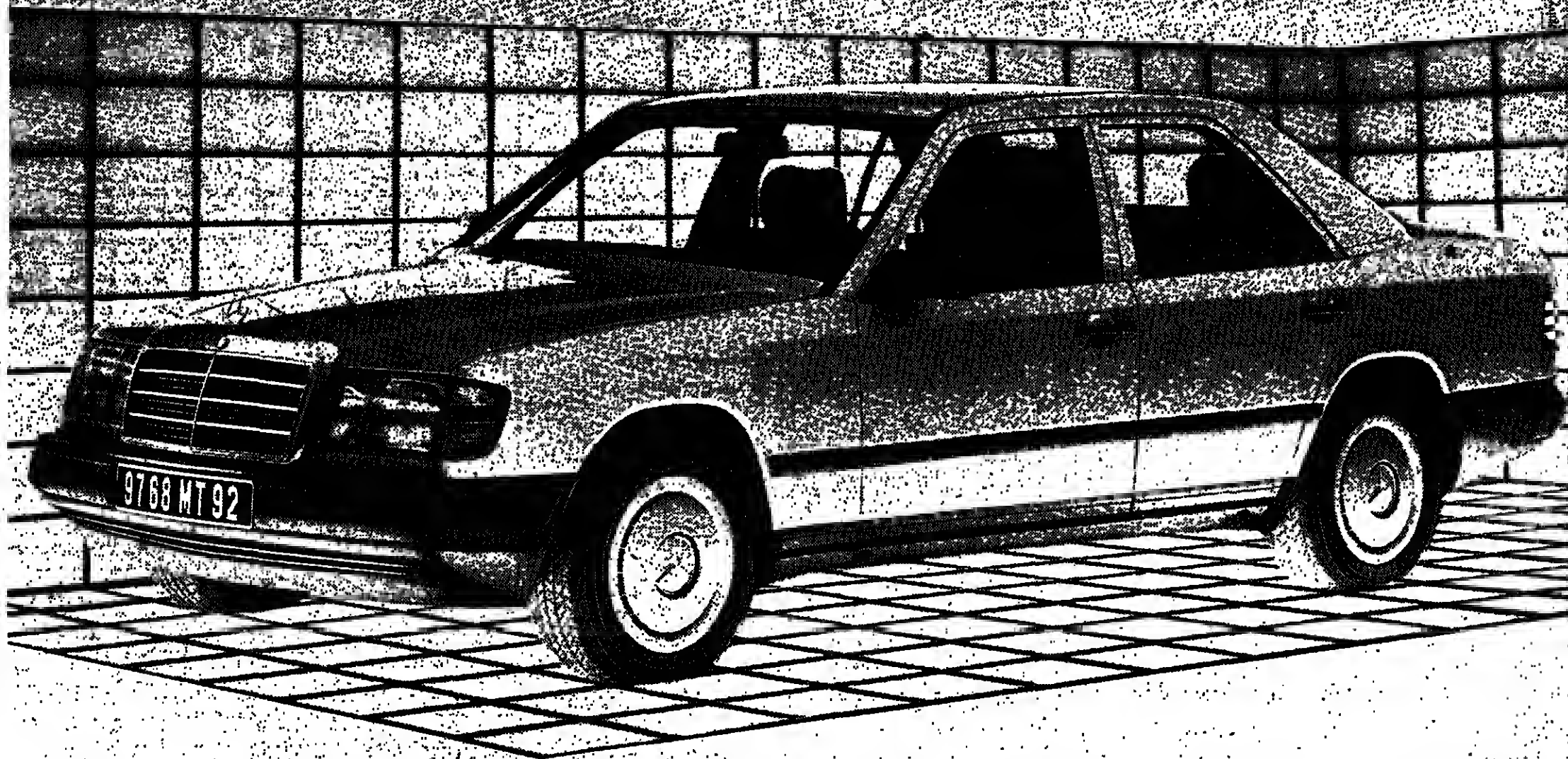


**IE**

**MORTI SANS FRONTIERES**  
**mondiale reste ouvert**

Le monde est ouvert à la mort. C'est la conclusion d'une enquête internationale menée par des chercheurs de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'enquête a porté sur la mortalité dans 100 pays, répartis dans 10 régions du monde. Les résultats montrent que la mortalité est plus élevée dans les pays en développement que dans les pays développés. La mortalité est également plus élevée chez les hommes que chez les femmes. La mortalité est également plus élevée chez les personnes âgées que chez les personnes jeunes. La mortalité est également plus élevée chez les personnes vivant dans des zones urbaines que chez les personnes vivant dans des zones rurales. La mortalité est également plus élevée chez les personnes vivant dans des zones de conflit que chez les personnes vivant dans des zones de paix.

# Nouvelle gamme Mercedes 200/300 E



## Nous avons tout fait pour vous mériter.

**Jamais la technologie Mercedes  
n'a atteint un tel niveau  
de perfection.**

Une voiture est éblouissante quand elle innove vraiment.

Les nouvelles Mercedes 200/300 E allient l'espace au silence, les performances à la sécurité, la puissance à l'intelligence.

Ce sont des voitures éblouissantes par leur technologie d'avant-garde, leur ligne aérodynamique, leur remarquable CX (0,29).

Ce sont des voitures éblouissantes qui ne connaissent pas la corrosion, ont la passion des longues distances et le confort pour raison d'être.

Les Mercedes 200/300 E vous offrent plusieurs motorisations au choix : 4 modèles essence et 3 diesel. De 109 à 190 ch DIN.

Elles ont en plus le sens de la répartie. La 230 E grimpe de 0 à 100 km/h en 10,5". La 200 roule à 187 km/h. La 300 E à 230 km/h (sur circuit).

Si nous avons tout fait pour vous mériter, nous avons aussi tout fait pour vous étonner.

- Mercedes 200 BV5 - consommation normes UTAC : 6,1 l à 90 km/h - 7,7 l à 120 km/h - 11,2 l en parcours urbain.  
 - Mercedes 230 E BV5 - consommation normes UTAC : 6,2 l à 90 km/h - 7,7 l à 120 km/h - 11,1 l en parcours urbain.  
 - Mercedes 300 E BV5 - consommation normes UTAC : 6,5 l à 90 km/h - 8,3 l à 120 km/h - 12,1 l en parcours urbain.  
 Mercedes-Benz financement : un financement personnalisé - crédit, location, location avec promesse de vente.



**Mercedes-Benz**

هكذا من الأصل







# PROCHE-ORIENT

39

## Israël

### Les syndicats acceptent un nouveau contrat social

De notre correspondant

Jérusalem. — Dix jours avant l'expiration de l'accord tripartite sur les prix et salaires en vigueur depuis bientôt trois mois, le gouvernement israélien a remporté un succès, jeudi 24 janvier, en concluant avec le patronat et la centrale syndicale Histadrout un nouveau contrat social valable pour les huit prochains mois. Tout en organisant une sortie « en douceur » du gel des prix, cet accord global bis permettrait au pouvoir de poursuivre sa lutte acharnée contre l'hyperinflation.

(Le Monde du 25 janvier).

Cet accord est plus ambitieux que le précédent, dans la mesure où il révisait la plupart des principaux paramètres économiques : prix, salaires, impôts, taux d'intérêt, épargne. Cela a donné l'occasion au premier ministre, M. Shimon Peres, d'y voir un véritable « plan d'ensemble », révisé notamment par Washington en contrepartie d'un accroissement de son aide annuelle à Israël. L'accord sera en vigueur jusqu'au début d'octobre mais pourra être révisé dès juillet à la demande de l'un des partenaires.

Le Trésor a obtenu gain de cause, en imposant une réduction drastique des subventions sur les produits de base, voire une suppression totale dans le cas des carburants. Le gouvernement table sur une inflation de 20 à 25 % pour le prochain trimestre. La spectaculaire chute de l'inflation enregistrée en décembre — 3,7 % contre 19 % le mois précédent — était purement administrative. Le nouvel accord va permettre de mieux « cadrer » cette déflation.

En libérant un peu les prix, l'État permet aux entreprises de respirer. Celles-ci absorberont tout de même en partie la hausse des coûts de production. La suppression des subventions et le contrôle des salaires représentent de sérieux sacrifices pour l'homme de la rue. Le pouvoir d'achat du salaire moyen sera rogné de 7,5 % pendant le prochain trimestre.

Pour faire passer la pilule, le Trésor accordera une ristourne fiscale aux familles les plus pauvres. Et une prime sera versée à tous dès la fin du mois. La Histadrout s'est toutefois réservée le droit de réclamer une hausse des salaires dès juillet. Un

autre volet de l'accord concerne les taux d'intérêt. Ceux-ci seront très nettement réduits.

Grâce à ce nouvel accord global, le gouvernement espère prolonger la stabilisation de l'économie. Il ne gâchera toutefois pas l'occasion de montrer l'exemple en appliquant réellement les économies budgétaires prévues pour l'année à venir (environ 1 milliard de dollars). Le ministre de la défense, M. Rabin a fait un effort jeudi en acceptant de réduire son budget de 100 millions de dollars supplémentaires.

La conclusion de l'accord bis représente une incontestable victoire pour M. Peres et pour le Parti travailliste. Pour la première fois, les Israéliens ont le sentiment d'avoir un premier ministre qui s'intéresse à l'économie et qui a décidé de « monter au créneau » pour forcer la main des partenaires sociaux et permettre à terme un retour de la croissance. Malgré les sacrifices consentis, le gel des prix et des salaires s'est avéré une mesure populaire. Les Israéliens ont pu enfin voir un peu clair et ont retrouvé une certaine confiance dans leur monnaie. Cet aspect psychologique n'est pas le moindre dans la bataille contre l'inflation.

J.-P. LANGELIER.

## Egypte

### Les limites du « dégel » avec Jérusalem

Correspondance

Le Caire. — Réunir Israéliens et Palestiniens à la même enseigne : telle est la gageure tenue par les organisateurs de la 17<sup>e</sup> Foire internationale du livre du Caire. Ce pari, qui aurait été inimaginable il y a juste un an, a été gagné grâce à l'amélioration des relations entre l'Égypte et les pays arabes, et notamment la direction de l'O.L.P.

En effet, Israël, qui participait régulièrement à la foire du livre du Caire depuis la signature du traité de paix, s'était vu refuser l'accès des deux dernières expositions du livre du Caire. Assurés cette année que les Palestiniens ne boycotteraient pas la manifestation en cas de participation israélienne, les organisateurs égyptiens ont donc donné le feu vert aux exposants de Tel-Aviv. Toutefois, des mesures ont été prises pour rendre la participation israélienne aussi discrète que possible. Alors que les quelque mille deux cents éditeurs représentant quarante-huit pays exposent leurs douze millions de titres au rez-de-chaussée de l'édifice consacré à la foire, le stand israélien, lui, se trouve isolé au premier étage. Cet exil du livre israélien est non seulement dû à des préoccupations de sécurité (le service d'ordre filtre d'urgence les visiteurs du premier étage), mais aussi à la volonté politique de l'Égypte de laisser entendre à

Israël que sa participation ne signifiait pas une relance de la « normalisation » des relations entre les deux pays. Le premier ministre égyptien, lors de l'inauguration officielle de la foire le 22 janvier, l'a souligné en déclarant aux journalistes que « le respect du traité de paix égypto-israélien n'empêche pas le gel de la normalisation entre les deux pays, en raison de l'attitude de l'État hébreu au Liban, dans les territoires occupés et à Tabá » (enclave d'un kilomètre-carré au nord du golfe d'Akaba, revendiquée par l'Égypte).

On estime au Caire que c'est justement la relance des négociations sur l'enclave litigieuse, qui doivent reprendre le 27 janvier à Beersheba, en Israël, parallèlement à l'annonce du retrait de l'armée de l'État hébreu de Tel-Aviv de trouver au caspale libre à la foire du livre du Caire.

Toutefois, les responsables égyptiens ont tenu à marquer les limites de ce « dégel ». Le chef du gouvernement égyptien, le général Kamel Hassan Ali, s'est longuement arrêté au pavillon palestinien où il s'est laissé enlacer par le keffiyeh, l'écharpe rouge, blanche et noire portée par les membres de l'O.L.P. Il a été accueilli par M. Nabil Chawch, conseiller du chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat qui, interrogé sur les raisons de la participation palestinienne malgré la présence du stand de l'État hébreu, a déclaré : « Nous sommes les invités du gouvernement et du peuple égyptiens et nous avons décidé de ne pas nous retirer devant Israël où que ce soit ».

Le gouvernement égyptien, devant le boycottage de la majorité des éditeurs arabes, a limité la durée de la foire — initialement prévue pour quinze jours — à une semaine, dont quatre jours seulement pour le public et le reste pour les éditeurs munis d'invitations. Les exposants arabes, et notamment libanais, qui boycottent la foire, ont, de leur côté, organisé une mini-manifestation dans une salle de l'Ordre des avocats au Caire, réunissant cinq stands, en signe de protestation contre la participation israélienne.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

## Liban

### L'ÉVACUATION DU SUD PAR LES ISRAÉLIENS

#### Les négociations de Nakoura s'enlisent à nouveau

Nakoura (Liban du Sud) (AFP). — Les négociations libanaises et israéliennes se sont séparées, jeudi 24 janvier à Nakoura, sans arriver à un accord sur la coordination du retrait israélien de la région de Saïda, dont la date limite a été fixée par Israël au 18 février.

A l'issue de la quatorzième session des négociations de Nakoura sous l'égide des Nations unies, le porte-parole de la FINUL a indiqué que les deux délégations se sont séparées sans fixer de date pour la prochaine session. Une source bien informée a indiqué qu'il y avait « peu de chances » que les deux délégations se retrouvent avant l'application de la première étape du retrait israélien.

Lors de l'ouverture de la session de jeudi, le chef de la délégation libanaise, le général Mohamed Al Hajj, avait indiqué que son pays « réclamerait à nouveau un calendrier-programme pour le retrait israélien du Liban ». En cas de réponse positive, « le Liban serait alors prêt à élargir le rôle des Nations unies », avait-il ajouté.

Le porte-parole de la délégation israélienne a précisé n'avoir pas présenté de calendrier parce que les

dates des deux prochaines étapes sont du seul ressort de son gouvernement. « Nous avons précisé que la deuxième phase aurait probablement lieu au printemps et la dernière à l'automne ».

#### Un « casque bleu » fidjien tué

Un « casque bleu » fidjien de la FINUL a été tué et deux autres de la même nationalité ont été blessés jeudi soir 24 janvier au Liban du Sud par des tirs d'éléments armés non identifiés, a indiqué le porte-parole de la FINUL, M. Timour Goksel.

La fille de M. Moustapha Saad, âgée de douze ans, est morte jeudi soir des suites des blessures occasionnées par l'explosion d'une voiture piégée contre le domicile de son père, lundi dernier à Saïda. Lors de cet attentat, une personne avait été tuée et trente-cinq autres blessées, dont M. Moustapha Saad, chef de l'Organisation populaire nationale et l'un des dirigeants les plus influents de Saïda, sa femme et ses trois enfants. M. Saad a subi une très longue opération des yeux à l'hôpital de Boston (Etats-Unis).

# A TRAVERS LE MONDE

## Espagne

ENTRETIEN GONZALEZ-DE LA MADRID A PALMA-DE-MAJORQUE. — Le président mexicain Miguel de La Madrid s'est entretenu le mercredi 23 janvier à Palma-de-Majorque des conflits d'Amérique centrale avec M. Felipe Gonzalez, chef du gouvernement espagnol. M. de La Madrid doit se rendre encore en Yougoslavie et en Inde. — (Reuters.)

## Etats-Unis

M. REAGAN N'IRA PAS A DACHAU. — M. Reagan a décidé de ne pas se rendre à l'ancien camp de concentration de Dachau, lors de sa visite en Europe pour le quarantième anniversaire de la défaite de l'Allemagne nazi, le 8 mai, a annoncé la Maison Blanche, le jeudi 24 janvier. Les consultations se poursuivent avec Bonn, a encore indiqué le porte-parole, pour préciser le programme du chef d'Etat après le sommet des pays industrialisés qui aura lieu du 2 au 4 mai dans la capitale allemande. Le président semble s'être ainsi rendu aux raisons du gouvernement du chancelier Kohl : la Maison Blanche a déclaré que les cérémonies de cet prochain célébreront la réconciliation et la solidarité des alliés atlantiques plutôt que le souvenir de la défaite allemande. — (AFP, AP.)

## Ethiopie

LA GUERRE EN ÉRYTHREE. — Trois mouvements de libération érythréens ont annoncé, jeudi 24 janvier à Kharoum, leur fusion et la formation d'un nouveau « Front de libération érythréen-Organisation unifiée ». Il s'agit du Front de libération-Forces de libération révolutionnaires (M. Osman Saleh Sabbea), du Front de libération-Council révolutionnaire (M. Abdallah Idris) et du Front de libération-Comité révolutionnaire (M. Abdel-Gadir El Gallani). Le principal mouvement insurgé, le FPPL (Front populaire de libération)

tion de l'Erythrée) est demeuré à l'écart de ce regroupement. — (AP, Reuters.)

## Maroc

LIBÉRATION D'UN OPPOSANT. — Un militant socialiste, M. Balouk Habib, a été libéré la semaine dernière après près de treize ans de détention sans jugement, a annoncé, jeudi 24 janvier, le quotidien marocain *Al Itihad Al Ichiraki*. L'organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition) assure que M. Balouk, arrêté en mars 1973, était détenu dans un endroit gardé secret. — (Reuters.)

## Ouganda

ARRESTATIONS. — Dix-huit membres du Parti démocratique (principale formation de l'opposition) ont été arrêtés dans l'est du pays pour avoir, selon les autorités, collecté des fonds destinés aux dissidents anti-gouvernementaux, a annoncé, jeudi 24 janvier, le quotidien catholique *Munna*. D'autre part, quatre journalistes, détenus depuis plusieurs mois, ont été libérés mercredi à Kampala. Six de leurs collègues, arrêtés il y a deux mois, demeurent cependant incarcérés. — (AFP, Reuters.)

## Suisse

LE PETIT-FILS D'AXEL SPRINGER AVAIT BIEN ÉTÉ ENLEVÉ. — La police du canton des Grisons (Suisse) a confirmé, le jeudi 24 janvier, que Sven Axel Springer, dix-neuf ans, petit-fils du magnat de la presse ouest-allemande Axel Springer, avait bien été enlevé, dans la nuit du 19 au 20 janvier, de l'intérieur de Zuoz, près de Saint-Moritz, où il fait ses études. Lorsque le jeune homme est réapparu, le 23, à l'aéroport de Zurich, les policiers ont d'abord pensé qu'il pouvait s'agir d'une fugue. Après une journée consacrée à l'audition de Sven Axel, la thèse de l'enlèvement a, cependant, été retenue. Plusieurs mandats d'arrêt internationaux ont été lancés. — (AFP, AP.)

# MAÎTRISE de L'ÉNERGIE

## RECHERCHE les clés de la maîtrise

Un numéro spécial dans « Le Monde » du 29 janvier daté 30

■ Entretien avec Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie  
■ Les recherches en cours : les échangeurs de chaleur, la biotechnologie, le stockage électrochimique, la géothermie profonde, les céramiques, le verre peu émissif.

CETTE SEMAINE DANS

LE NOUVEL

# Observateur

# RENAULT BRULE-T-IL?

Ce qui s'est vraiment passé depuis deux ans.  
Ce que Georges Besse, nouveau P.D.G., veut faire.  
Ses chances de sauver la Régie.  
L'avenir de la Supercing, une bonne voiture pour le moment mal vendue.  
Le gouvernement joue-t-il son avenir sur le redressement de Renault ?

## DANS LE MÊME NUMÉRO :

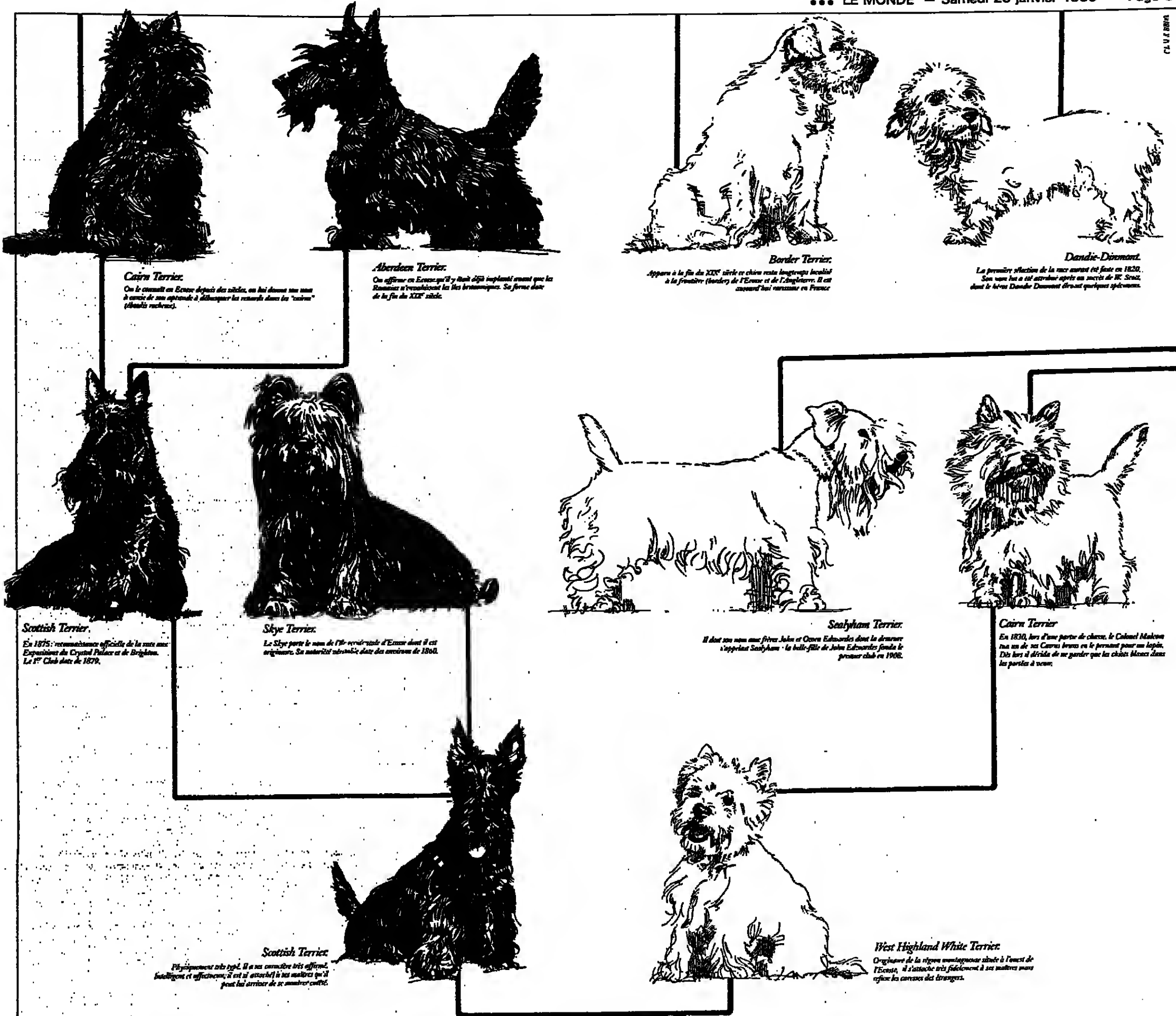
Etudiants : comment l'industrie choisit ses cadres.  
Les universités en hausse par rapport aux grandes écoles.  
Cette semaine dans LE NOUVEL OBSERVATEUR, les réponses aux questions que vous vous posez.

هكذا من الأصل









Il faut attendre plusieurs générations pour qu'une race atteigne la perfection.



**Black & White 12 Ans d'âge.**



Il est possible que le whisky arrivant tout juste d'Ecosse ne se trouve pas dans votre magasin. Dans ce cas ne perdez pas votre contenance, réclamez-le avec insistance et courtoisie. Lorsque vous aurez enfin mis la main sur une bouteille de ce délicieux 12 ans d'âge, sachez apprécier et consommer avec modération.

هكذا من الأصل







URBANISME

MONTMARTRE, PLACE D'ITALIE, GARE DE REUILLY

Les grands travaux du maire de Paris

L'amour-propre de M. Jacques Chirac a-t-il été piqué par l'éclat des grands travaux menés par M. François Mitterrand dans la capitale ? Le maire de Paris, à son tour, lance simultanément trois projets ambitieux qui vont, eux aussi, transformer et embellir une métropole décidément comblée : une dalle sur le faisceau de voies de la gare Montparnasse, un nouveau quartier d'Italie et un nouveau quartier dans le douzième arrondissement.

Le premier est la concrétisation d'un rêve ébauché il y a déjà vingt ans par les conseillers de Paris : la couverture par une dalle du faisceau des voies de la gare Montparnasse (le Monde du 16 décembre 1964). Il y a là, au pied d'immenses et sévères immeubles, un tronçonnage de 3,5 hectares au fond duquel vont et viennent les voyageurs. En 1989, lorsque les premières rames de la TGV Atlantique entreront en gare, ils seront entre cent cinquante mille et deux cent mille par jour.

L'occasion, la volonté politique et les ressources financières que l'on attendait depuis deux décennies se trouvent enfin réunies. L'occasion, c'est la nécessité pour la SNCF d'avoir une nouvelle gare permettant d'accéder au milieu des convois TGV longs de 500 mètres.

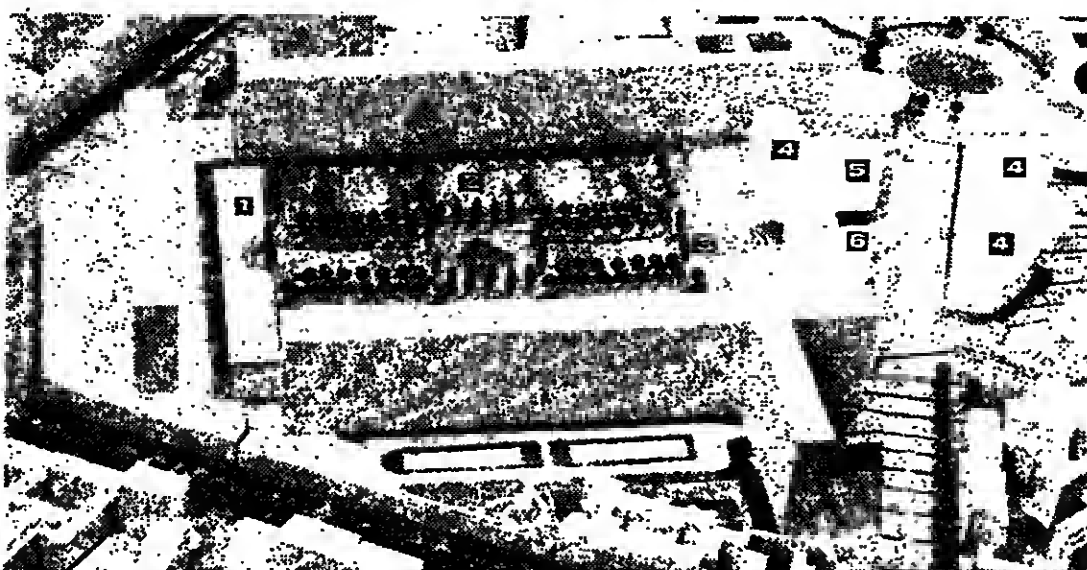
La volonté politique, c'est celle de Jacques Chirac qui veut fermer cette place béante au milieu d'un vaste quartier en pleine modernisation. L'argent (400 millions de francs), on le trouvera en édifant des bureaux sur la dalle.

Celle-ci supportera donc un jardin, des tennis et un mail bordé d'arbres de hautes tiges. Dans l'épaisseur de la terrasse on logera un parc de stationnement pour sept cents voitures. Le pont des Cinq-Martyrs, l'un des plus beaux d'Europe, sera suspendu sur laquelle donneront de part et d'autre la nouvelle gare de la TGV et des magasins, que surplomberont des immeubles offrant cinquante mille mètres carrés de bureaux.

L'ensemble sera dessiné par un grand architecte que Jacques Chirac choisira lui-même, à l'étranger s'il le faut. Le chantier commencera celui du TGV, permis de construire en 1986, travaux à partir de 1987, achèvement en 1989.

Un architecte de premier plan, c'est justement ce qui manque à cette malheureuse place d'Italie, minuscule par l'écrou de la tour Agnès, que Valéry Giscard d'Estaing, de son droit présidentiel, raya des plans en 1975 (1). Comme une dent cassée, un vide demeurait donc.

M. Jacques Chirac, au cours d'un de ses déplacements au Japon et au



Voici, tel qu'on devrait le voir en 1989, le cœur du nouveau Montparnasse : 3 hectares et demi de verdure et de béton au-dessus des voies de la TGV Atlantique.

1) Equipements sociaux et commerces sur dalle ;

2) Jardin, mail et tennis sur dalle ;

3) Parking sous dalle : sept cents places ;

4) Bureau ;

5) Nouvelle gare de la TGV ;

6) Commerces sur le pont des Cinq-Martyrs.

Moyen-Orient, a rencontré le maître de l'architecture japonaise, l'honorable Kenzo Tange, soixante-trois ans, patron d'une importante agence de Tokyo. M. Tange a signé les plans de la nouvelle Hiroshima, de l'exposition d'Osaka, du stade des JO de Tokyo, de l'aéroport de Koweït et du palais royal de Djeddah en Arabie saoudite. Il a même été consulté par François Boiesguies - un ami du maire de Paris - pour le siège social de la firme.

M. Jacques Chirac offre donc à M. Tange le demi-hectare de terrain que la ville vient d'acheter place d'Italie pour trente-trois millions de francs. Mission : y édifier un « monument » contenant une salle de concert de mille places (la seule du sud-est parisien), 15 000 mètres carrés de bureaux et une cinquantaine de logements. Voilà qui remplacera la célèbre tour aux figures du peintre Jean Dubuffet, que Jacques Toubon aurait volontiers accueillie sur le rond-point central de la place si les anciens combattants ne s'y étaient opposés (le Monde du 28 décembre 1984).

Pour la troisième opération lancée par la ville - un nouveau quartier d'habitation à l'emplacement de la gare de Reuilly - il n'y a pas encore d'architecte désigné. Mais cette fois, Jacques Chirac n'aura pas la partie facile. Le maire du douzième arrondissement, M. Paul Perrin, et son

conseil, veulent avoir leur mot à dire.

Juste en face de la mairie cachée derrière de tristes barres « élevées durant les années 60 » s'étendent les dix hectares de la gare de Reuilly : de vieux entrepôts, des voies routières, une vermine en plein Paris mais un terrain comme on n'en trouve plus et que la SNCF, après dix ans de résistance, a fini par céder.

Après la gare de Lyon, le palais des sports, le nouveau ministère des finances, l'Opéra Bastille et plusieurs ZAC en cours (Châteaufort, Montempoivre, Bercy) voici l'un des nouveaux chantiers du douzième. L'arrondissement qui fait peu envier. Que va-t-on y construire ?

D'abord un jardin de 15 000 mètres carrés prolongé par un mail planté d'arbres. Ce sera le premier tronçon de la fameuse coulée verte Bastille-Vincennes promise depuis si longtemps. Sur 600 mètres carrés passeront une piste cyclable et un chemin piéton. De part et d'autre les promeneurs découvriront un gymnase, une salle des fêtes de mille deux cents places, un hall d'exposition remplaçant celui de la Bastille et la vieille gare-musée de Reuilly pieusement conservée au milieu des fleurs. Un endroit de charme dans ces quartiers qui en manquent tant.

Alentour, on construira des immeubles pour huit cents loge-

ments, une école élémentaire, une crèche, un centre de police, 65 000 mètres carrés de bureaux et 10 000 mètres carrés d'ateliers et d'entrepôts. N'est-ce pas trop pour un terrain déjà encadré par des falaises de béton de trente mètres de haut ?

Les conseillers du secteur, en tout cas, ne veulent pas d'un quelconque architecte. Cinq mille habitants résident ou résideront dans ce nouveau quartier. L'un des derniers de cette importance à être remodelé. Une chance à ne pas gâcher. Début des démolitions en 1986. Fin des constructions en 1992.

Montparnasse, Italie, Reuilly, ces grands projets vont modifier trois secteurs de la capitale très différents. Avec les ventes ensemble qui s'édifient sur les ex-terrains Citroën (15<sup>e</sup> arrondissement), sur les hauteurs de Belleville (20<sup>e</sup> arrondissement) dans le dix-huitième et en maints autres points, Paris va encore beaucoup changer dans les prochaines années, sous l'impulsion de deux grands bâtisseurs et d'un maire soudain mordu d'architecture, la capitale aura vécu, au cours des deux dernières décennies du siècle, l'une des périodes urbanistiques les plus brillantes de son histoire.

MARC AMBROISE-RENOU.

(1) L'Etat a dû verser aux promoteurs 300 millions d'indemnités.

MÉDECINE

D'APRÈS LES STATISTIQUES DE L'OMS

Les Japonais ont la plus grande espérance de vie

C'est au pays industriel des Toyota, du Nikon et de l'Ashihara que l'espérance de vie est la plus élevée du monde : 74,5 ans pour les Japonais et 80,2 ans pour les Japonaises. L'annuaire des statistiques sanitaires mondiales (1984) publié par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) en ce qui concerne les femmes c'est Hong-kong qui occupe le deuxième rang (79,9 ans), suivi de la Norvège (79,8 ans), les Pays-Bas (79,7), et la Suède (79,6 ans). Pour les hommes, on trouve la Grèce (73,6 ans), Hong-kong (73,5 ans), la Suède (73,5 ans) et les Pays-Bas (72,8 ans). L'espérance de vie des Françaises est de 79,1 ans, celle des Français de 70,9 ans.

La plupart de ces pays détiennent également les taux les plus faibles de mortalité infantile. En Finlande, en Suède et en Islande, il y a 7 décès d'enfants avant l'âge de 1 an pour 1 000 naissances. Ce chiffre est de 8 pour 1 000 en France.

Handicapés dans la vie, dévalorisés face à la mort, les pays en voie de développement accusent toujours des taux de mortalité extrêmement élevés (plus de 100 pour 1 000) dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie, même si au cours des dix dernières années ces taux ont baissé significativement.

On ne meurt pas des mêmes maladies dans les pays industrialisés et dans les pays en voie de développement : cancers, maladies de cœur sont dans les premiers ; épidémies de rougeole, de tuberculose ou de coqueluche dans les seconds.

Bien qu'il soit impossible de chiffrer avec exactitude le nombre de décès dus aux maladies infectieuses et parasitaires dans les régions en développement, l'annuaire de l'O.M.S. montre que la rougeole y est de loin la maladie la plus répandue et la plus meurtrière. Viennent ensuite la tuberculose, la coqueluche, le tétanos, la diphtérie, la polio et le tétanos néonatal.

Dans les pays industrialisés, l'Ecosse décline de tristes records pour les maladies cardiaques et les cancers. Sur 100 000 décès, 300 sont dus à

des crises cardiaques (Irlande et Finlande, 280 ; Tchécoslovaquie, 270 ; Nouvelle-Zélande, 267 et en France 75 seulement).

En Ecosse, le taux de mortalité dû au cancer sous toutes ses formes est de 238 pour 100 000. Ce taux est de 256 au Luxembourg et de 244 en Hongrie. Le cancer du poumon est le plus fréquent (70 pour 100 000 décès en Ecosse, 57 en Angleterre, au Pays de Galles et aux Pays-Bas).

La France figure au troisième rang des décès dus à une cirrhose du foie (28,2 pour 100 000). L'Italie et la Hongrie la devançant avec des taux de 39 et de 31,7.

L'Autriche et la Yougoslavie tiennent la quatrième et la cinquième place. La Yougoslavie enregistre le taux le plus élevé du monde de morts par accidents : 23,4 pour 100 000 décès (Autriche 23,1, États-Unis 21,4, Australie 21,3... France 19,7). C'est chez les Suédois qu'on compte le moins d'accidents mortels (8,8).

CH. CH.

(1) Annuaire des statistiques sanitaires mondiales 1984, Organisation mondiale de la santé, Librairie, 2, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris (385 pages, 40 F).

L'ARMÉE AMÉRICAINE ACHÈTE DES « ANTENNES » CHIRURGICALES A LA FRANCE

Les « marines » américains ont acheté à la France trois antennes chirurgicales parachutables, permettant chacune d'effectuer une quinzaine d'interventions majeures par jour. Le ministère de la Défense indique que cette commande est le résultat d'une démonstration effectuée par le service de santé de la 11<sup>e</sup> division parachutiste en septembre dernier aux États-Unis.

Chaque antenne se compose d'un bloc chirurgical de cinquante lits d'hospitalisation et de l'infrastructure pour lui permettre de fonctionner d'une façon autonome en temps de guerre pendant sept jours. Elle peut être déployée en service opérationnel une demi-heure après son parachutage.

La France a mis à profit ses interventions lointaines, au cours des dernières années, pour mettre au point des techniques élaborées d'aérolargage et de mise en œuvre de structures légères et souples. Ce matériel est déjà en dotation au sein de la 11<sup>e</sup> division parachutiste dans le Sud-Ouest.

LE SEUL FABRICANT FRANÇAIS DE SERINGUES DÉPOSE SON BILAN

La société Implex, seul fabricant français de seringues à usage unique a déposé son bilan. Cette entreprise de Ponchoin, près de Noailles (Oise) compte deux cent trente salariés. Elle avait, en 1982, reçu le soutien actif de M. Jack Ralhe, alors ministre de la Santé.

Le ministre communiste entendait alors faire de la société le symbole d'une « opération de reconquête du marché intérieur ». Cette P.M.I. nous avait déclaré M. Ralhe (le Monde du 2 octobre 1982), a reconquis un important marché hospitalier en France et a procédé à des embauches qui se chiffrent et se chiffrent par dizaines, de décembre 1981 à janvier 1983.

ÉDUCATION

CRÉATION D'UNE LICENCE DE CINÉMA ET D'AUDIOVISUEL

Une licence et une maîtrise d'études cinématographiques et audiovisuelles à valeur nationale seront créées à compter de la prochaine rentrée universitaire. L'arrêté de création, paru jeudi 24 janvier au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale, précise le programme de ces nouveaux diplômes. La licence comporte un minimum de quatre cents heures d'enseignement théorique (esthétique, histoire, sociologie et économie du cinéma et de l'audiovisuel) et pratique (scénarios, dialogues) ; la maîtrise comprend la réalisation d'un travail d'études et de recherches.

Plusieurs universités, dont Paris-VIII (Vincennes, à Saint-Denis), proposent déjà ce type d'enseignement mais ne pouvaient jusqu'à présent délivrer dans le second cycle que des diplômes d'université non reconnus au niveau national.

Lisez LE MONDE diplomatique

UN PLAN « INFORMATIQUE POUR TOUS »

Tous les établissements scolaires disposeront de micro-ordinateurs dès cette année

M. Laurent Fabius devait présenter, vendredi 25 janvier, un plan « informatique pour tous » destiné notamment à équiper les établissements scolaires. Ce plan prévoit l'installation d'un ordinateur dans chaque école à la fin de l'année 1985 et de 100 000 micro-ordinateurs, dans les universités, les lycées, les collèges et les écoles primaires.

Au total, les établissements scolaires compteront 11 000 ordinateurs d'initiation à l'informatique (sept micro-ordinateurs au minimum). Parmi eux, les universités et les lycées seront équipés essentiellement de matériel semi-professionnel, tandis que les collèges et écoles disposeront surtout de micro-ordinateurs familiaux, auxquels pourra être adjoint un appareil de type semi-professionnel. Outre ces « jours », tous les établissements scolaires seront équipés de matériel informatique.

Le plan coûtera 2 milliards de francs, dont 1,7 milliard consacré à l'équipement, fourni en majeure partie par des industriels français. Le reste servira à la formation des enseignants : 100 000 d'entre eux devraient suivre un stage d'une

dizaine de jours. Ces stages, qui auront lieu pendant les vacances, débuteront lors des congés scolaires de printemps. Les stagiaires seront indemnisés de leurs frais et pourraient en outre bénéficier d'une prime incitative.

Enfin, pour tenter de remédier à la faiblesse - tant qualitative que quantitative - des logiciels pédagogiques, le premier ministre a décidé de créer un groupement d'intérêt public (GIP) réunissant des particuliers publics et privés. D'ici le mois de mai, 400 logiciels devraient être écrits, et l'on en prévoit plus d'un million pour la rentrée de septembre.

Le directeur général du GIP sera M. Pierre Larroze, ancien chef de cabinet de M. Savary.

Les centres d'initiation ainsi mis en place seront accessibles aux adultes. L'ouverture des locaux en dehors des heures scolaires fera l'objet de conventions signées entre l'Etat et les collectivités locales. Il pourrait, à cette occasion, être fait appel à des jeunes engagés dans des T.O.C.

L'opération sera dirigée par M. Gilbert Trigano, PDG du Club Méditerranée et délégué auprès du premier ministre, chargé des formations nouvelles. Il travaillera en relation avec M. Xavier Grefre, professeur d'université, futur responsable de la mission des technologies nouvelles qui doit être créé au ministère de l'Éducation nationale.

L'ambition du premier ministre est de faciliter la rencontre entre l'ensemble des Français - jeunes et moins jeunes - et l'ordinateur, de façon à les préparer à l'utilisation de la « seconde langue nouvelle » que doit devenir, selon lui, l'informatique. Il a donc décidé d'accroître la mise en œuvre du D.E. Plan, qui prévoyait 100 000 micro-ordinateurs dans les établissements scolaires en 1988. Ces objectifs seront devancés dans le temps et dépassés en quantité puisque le parc informatique des établissements de l'éducation nationale devrait atteindre fin 1985 quelque 120 000 appareils.

La décision de passer très vite à la vitesse supérieure avait été prise par le président de la République en décembre dernier à la suite d'une initiative de M.M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président de centre mondial informatique, et Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire. Toutefois, l'opération qu'ils avaient imaginée a été totalement réorientée, pour s'adresser en priorité aux jeunes scolaires et non plus d'abord au grand public et pour privilégier le matériel français et non plus américain. C'est d'autre part le ministère de l'Éducation nationale qui a repris les négociations avec les syndicats d'enseignants.

En-dehors de cette opération, le ministre devra continuer à réfléchir sur la place et les objectifs précis de l'informatique à l'école. D'autre part, il existe actuellement en France peu de logiciels pédagogiques de qualité. L'enjeu est donc considérable culturellement et économiquement. Les risques ne le sont pas moins puisqu'il s'agit d'aller très vite.

CATHERINE ARDIT.

M. BERNARD CERQUIGLINI EST NOMMÉ DIRECTEUR DES ÉCOLES.

Le conseil des ministres du 23 janvier a nommé M. Bernard Cerquiglini, professeur de linguistique à l'université de Paris-VIII, directeur des écoles. Il remplace M. Jean-Marc Pavet.

(Né le 8 avril 1947, à Lyon, M. Bernard Cerquiglini est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Agrégé de lettres modernes en 1970, il est nommé assistant à l'université de Paris-VIII (Saint-Denis) en 1972. Après l'obtention d'une thèse sur « La représentation du discours dans les textes narratifs du Moyen-Âge français », il est nommé professeur en 1981. M. Cerquiglini a été Visiting Professor à l'université de Berkeley.)

Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures ! 4 semaines à mi-temps du 4 février au 1<sup>er</sup> mars... On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum. On croit rêver ! Vive le dialogue ! Avez-vous connaissance du numéro ?

**BERLITZ**  
les langues très vivantes.

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
12, rue Hauteville, 75006 PARIS - Tél. : 634-06-33

Faites donc le 6091510 (Boulogne), le 7204160 (Champs-Élysées), le 7736816 (La Défense), le 3711134 (Nation), le 7421339 (Opéra), le 6339877 (Panthéon), le 5222223 (St-Lazare), le 9737500 (St-Germain-en-Laye), le 9500870 (Versailles) et le 7429010 (Service Entreprise)...

**BERLITZ**  
les langues très vivantes.

هكذا من الأصل



# JUSTICE

L'ATTENTAT DU 8 MARS 1983 CONTRE LA SYNAGOGUE DE MARSEILLE

## M. Jean-Claude Gaudin : on m'a attribué une histoire de gangsters

La septième chambre correctionnelle de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, présidée par M. Deman, a examiné, jeudi 24 janvier, la plainte déposée le 22 juillet 1983 par M. Jean-Claude Gaudin, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, contre le préfet de police de Mar-

seille, M. Bernard Patault. M. Gaudin reprochait à M. Patault d'avoir géré sa candidature aux élections municipales à Marseille en mars 1983 par plusieurs déclarations tombant sous le coup de l'article L. 97 du code

électoral. Dans ses réquisitions, M<sup>me</sup> Marie Vangeli, substitut général, a rejeté la plupart des arguments de la partie civile, tout en laissant à la cour le soin d'apprécier la constitution du délit reproché à M. Patault. Le jugement a été mis en délibéré au 26 février.

### Un préfet de police en correctionnelle

De notre correspondant régional

Aix-en-Provence. - Les poursuites engagées par M. Gaudin ont pour origine des déclarations faites par M. Patault après l'explosion d'une bombe, rue du Dragon à Marseille, dans la nuit du 7 au 8 mars 1983, entre les deux tours des élections municipales. L'engin était transporté dans une voiture dont les deux occupants, les repris de justice Daniel Scattini et Jean Chieia, avaient été tués. L'explosion s'était produite à proximité de la grande synagogue de Marseille.

Dans le climat de tension qui régnait à l'époque, M. Patault, interrogé par des journalistes, avait déclaré : « Nous suivons une piste politique et raciste », ajoutant : « Les gens qui ont monté cette affaire étaient en relations relativement étroites avec des politiciens de droite dans la Vaucluse et à Marseille ». Il précisait enfin : « Plusieurs éléments nouveaux que nous avons recueillis confirment bien que c'était la synagogue qui était visée ».

Estimant qu'il était mis en cause par ces déclarations, M. Gaudin, tête de liste de l'opposition, avait assigné le préfet de police devant le tribunal correctionnel en invoquant l'article L. 97 du code électoral selon lequel : « Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou détourné des suffrages et déterminé un ou plusieurs électeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et de 360 à 20 000 francs d'amende ».

Le 11 août 1983, le tribunal correctionnel s'était déclaré incompétent. M. Patault, en sa qualité de préfet de police, bénéficiant du privilège de juridiction (1) prévu par les articles 679 et suivants du code de procédure pénale. Le jugement avait cependant été réformé le 28 juin 1984 par la cour d'appel

d'Aix-en-Provence, en vertu d'un autre article du code électoral (L. 115) qui exclut l'application des dispositions relatives au privilège de juridiction, dans le cas de crimes ou délits « commis afin de favoriser ou de combattre une candidature, de quelque nature que ce soit ». La cour d'appel considérait que M. Patault ne pouvait pas avoir conscience que ses déclarations auraient pour résultat nécessaire de combattre la candidature de M. Gaudin et que « ce mobile ne pouvait pas ne pas exister dans son esprit ». Dans un arrêt rendu le 20 décembre 1984, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait confirmé cette décision, en rejetant le pourvoi formé par le préfet de police de Marseille.

### Des informations inédites

Dans une longue déposition, M. Patault, défendu par le bâtonnier Raymond Guy, a évoqué sa bonne foi en faisant notamment état de certaines informations jusqu'alors inédites que lui avaient fournies les services des renseignements généraux. Le préfet de police a ainsi expliqué que le bar Le Kilt, où étaient partis les auteurs de bombe, était placé sous surveillance depuis le milieu de l'été 1982.

« L'établissement », a déclaré M. Patault, était fréquenté par les milieux d'extrême droite. Parmi les clients habituels, l'un d'eux avait été appréhendé pour avoir tracé des slogans antisémites sur les murs de la synagogue de Marseille. Un autre, repris de justice, néonazi, avait été inculpé d'homicide volontaire et un dernier avait trouvé en possession d'une barre de fer à un meeting de l'extrême droite lors des élections présidentielles et législa-

tives de 1981. « Selon lui, le bar, « était le rendez-vous des colporteurs d'affiches du PR ». « Tous ces renseignements m'ont été donnés, a-t-il ajouté, le 8 mars et ont été confirmés par l'enquête judiciaire. En disant que la piste suivie était politique et raciste, et que l'affaire avait un lien avec des politiciens de droite, je ne faisais ainsi qu'exprimer une stricte vérité ».

M. Patault s'est aussi attaché à démontrer que « tout désignait la synagogue comme la cible visée ». « Mes propos, a conclu le préfet de police, ne visaient pas les candidats de l'opposition. Deux tentatives d'attentats avaient été perpétrées dans les semaines précédentes. Il régnait à Marseille un climat de violence raciste, je me devais de mettre en garde ceux qui auraient été tentés d'imiter les auteurs de bombe et d'informer l'opinion que la police était en mesure de situer rapidement ces individus ».

M. Gaudin est venu affirmer, lui, qu'il « ne poursuivait aucune vengeance personnelle ». « Ce qui m'importe, a-t-il déclaré, c'est que la vérité soit établie. On m'a attribué une histoire de gangsters pour me nuire, alors que j'avais toutes les chances d'être élu. Le jugement, quel qu'il soit, ne me rendra pas la mairie de Marseille, mais je réclame au moins l'honneur que l'on a essayé de me priver pendant cette période des élections. Nul n'est au-dessus des lois, ni les élus ni les fonctionnaires ».

Pour l'avocat de M. Gaudin, M. Bernard Jacquier, « rien dans le dossier ne vient attester que la synagogue ait été effectivement visée, et l'enquête de police a formellement démenti l'hypothèse d'un attentat raciste ». Selon l'avocat, M. Patault « a menti » en « utilisant des

moyens frauduleux », et ses propos ont bien eu pour conséquence de fausser le résultat du scrutin, comme il l'a admis lui-même dans une déclaration faite au journal le *Méridional* le 18 avril 1983 : « Je ne dis pas que cela n'a pas déplacé une seule voix ».

« Cette affaire, a estimé le substitut général, pose des questions juridiques très complexes ». Selon le magistrat qui a jugé « critiquables » les déclarations de M. Patault, on ne saurait retenir les notions de « bruits calomnieux » et de « manœuvres frauduleuses », mais, en ce qui concerne les fausses nouvelles, le doute est permis pour l'une des déclarations de M. Patault dans laquelle il affirme que « des éléments nous confirment que c'était la synagogue qui était visée ». Sur l'intention prêtée à M. Patault, la cour d'appel s'est déjà prononcée, et « il n'existe pas de motif pour qu'elle modifie sa position ». Le préfet a-t-il influencé les résultats du scrutin ? « Le vote étant secret, a fait remarquer M<sup>me</sup> Vangeli, la preuve objective de l'infraction est difficile à administrer ». « La question est de savoir, a conclu le substitut général, si la cour peut se livrer à une recherche subjective des conséquences qu'aurait pu avoir les propos de M. Patault ».

GUY PORTE.

(1) Les articles 679 et suivants du code de procédure pénale fixent la procédure à suivre en cas de crimes et délits commis par des magistrats et certains fonctionnaires des préfets. Ils disent que, dans ces cas, le procureur de la République sais de l'affaire doit, lorsque ces fonctionnaires sont « susceptibles d'être inculpés », présenter une requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui désigne la juridiction chargée de l'instruction et éventuellement du jugement.

## AU TRIBUNAL DE PARIS

### Le prix de l'identité

Trante-neuf ans de sage et paisible besogne à la préfecture de police de Paris, un avancement tranquille jusqu'à cette fonction de secrétaire administratif, chef du département des cartes nationales d'identité, titre plus fastueux que son traitement mensuel de 7 000 francs, et, pour finir, une comparaison, à soixante-deux ans, devant la septième chambre correctionnelle de Paris pour y répondre du double délit de délivrance de faux documents administratifs et de corruption, voilà une bien rude épreuve. Avec son visage de rond-de-cuir qu'exaltait sa réputation de *bon vivant*, M. Roger Comme semble dire : « A-t-il vraiment la tête d'un faussaire et d'un corrompu ? »

Ses malheurs ont commencé en juin 1982 lorsque l'on trouva, sur un Malgache qui ne parlait pas un mot de français, une carte nationale d'identité, française. Elle venait du service de M. Comme. Enquête de 1983, ouverture d'une information judiciaire, découverte de l'existence d'autres cartes - cent trente-quatre entre 1978 et 1982 - arrestation de certains intermédiaires, affirmation, par certains de ceux-ci que le fonctionnaire de la préfecture de police avait été payé pour ses services des sommes de 600 francs à 900 francs, voilà le secrétaire administratif inculpé, écorché, ses complices aussi. Reste à savoir si ce qu'on a tenu, à l'origine, pour un scandale est tout bien ou non.

Car la défense de M. Comme n'est pas défendable. A-t-il délivré de faux documents ? Il ne le pense pas. Il fait observer que ceux qui en ont bénéficié étaient tous ressortissants de pays ayant accédé à l'indépendance et dont les parents avaient, à leur naissance, été et bien le nationalité française. Il a voulu leur préserver du risque d'être des apatrides et des sans-papiers en une période de contrôle d'identité rigoureuse.

Dans cette entreprise, il s'est fondé sur le code de la nationalité. Un ouvrage complexe, sans cesse retouché, et précédemment depuis la décolonisation, les situations nouvelles d'identité qui en résultaient. Dans ce code, on peut, semble-t-il, trouver ce que l'on veut. Et M. Comme s'est assuré d'être substitué quel que soit le juge d'instance, avec son modestes certificat d'études, mais c'était dans un unique souci d'humanité.

Souci d'humanité ? Pour qui, alors, certains bénéficiaires des cartes ont-ils affirmé que les intermédiaires - comme M. Nassar Anvalary, Malgache lui aussi, - se faisaient remettre 15 000 francs ? Et pourquoi M. Anvalary maintient-il aujourd'hui, comme M. Lelouch, une restauration d'origine tunisienne, qu'il faisait bien payer M. Comme et qu'il le payait ? Mais M. Lelouch, qui assure durant l'instruction qu'elle remettrait elle-même les enveloppes à M. Comme, dit aujourd'hui que cet argent était versé non par elle mais directement par le bénéficiaire. Pourquoi M. Anvalary, dont les accords disent qu'il avait versé 15 000 francs, veut-il réduire ce chiffre à 15 000 francs ?

### Service gratuit

M. Philippe Lemaire, qui défend M. Comme avec M. Gilles Favigny, affirme que M. Anvalary a, au nom de sa femme, un très bon compte en banque. M. Comme, lui, n'a pas de compte, une bien modeste bourse dont il avait hérité d'une belle femme et une voiture d'occasion achetée à crédit.

La défense de M. Comme a un autre argument. La septième chambre correctionnelle est accusée de corruption uniquement dans les affaires où les bénéficiaires des cartes d'identité, passaient par des intermédiaires. Or il a offert aussi une quarantaine de cartes à des Mauriciens venus directement à lui. Aucun de ceux-ci ne lui a versé la moindre centime. Rien, une autre « filière », celle de M. Goulomboussan, un Malgache lui aussi, d'origine indienne. C'est lui qui assure l'attention de M. Comme sur la situation de certains de ses compatriotes qui, après l'indépendance de Madagascar, ne pouvaient rester dans l'île pour y avoir obtenu leur carte d'identité française. Il a voulu leur préserver du risque d'être des apatrides et des sans-papiers en une période de contrôle d'identité rigoureuse.

Le représentant du ministère public, M. Philippe Favigny, a paru très embarrassé. Il a, alors, laissé au tribunal le soin de choisir. Celui-ci ne le fera qu'après avoir écouté, le 31 janvier, la défense de M. Lelouch qui, lui, ne pouvait plaider à l'audience du 25.

JEAN-MARC THÉOLYRE.

## INCULPÉ DANS L'ASSASSINAT DE GRÉGORIE VILLEMEN

### M. Bernard Laroche porte plainte contre les gendarmes

Dans l'enquête sur le meurtre de Grégoire Villemén, quatre ans et demi, dont le corps a été repêché dans une rivière à Dacelles (Voges) le 16 octobre dernier, l'accusé - M. Bernard Laroche, inculpé d'assassinat et écroué depuis le 5 novembre, a porté plainte, jeudi 24 janvier, contre les gendarmes pour faux, usage de faux et subornation de témoin. La plainte vise les conditions dans lesquelles le témoignage a été recueilli par Muriel, belle-sœur de l'inculpé, avait été recueilli par les gendarmes. Ceux-ci s'étaient prévus d'une autorisation du juge d'instruction permettant la prolongation de la garde à vue de l'adolescente. Or cette pièce ne figure pas dans le dossier de l'instruction.

Cette riposte des avocats de l'inculpé a été connue le jour même où le juge, M. Jean-Michel Lambert, se rendait à la prison Charles III à Nancy pour soumettre M. Bernard Laroche à une nouvelle épreuve de dictée. Une dizaine de personnes, dont M<sup>me</sup> Marie-Ange Laroche, la femme de Bernard, M. Jean-Marie et M<sup>me</sup> Christine Villemén, les parents de Grégoire, et M. Jacky Villemén, demi-frère de Jean-Marie, ont subi elles aussi à nouveau le test de la dictée destinée à démasquer le « corbea » qui avait menacé les Villemén dans des lettres anonymes et revendiqué l'assassinat.

Au début de l'enquête, une centaine de personnes avaient déjà été soumises à une dictée, mais la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy avait annulé, à la mi-décembre, l'ensemble des expertises.

**Lisez**  
Le Monde de  
**L'Éducation**

## SOUPÇONNÉS D'APPARTENIR AU « GANG DES LYONNAIS »

### Dix-huit malfaiteurs ont été arrêtés à Lyon et dans la région d'Alicante

Les arrestations quasi-simultanées, dans les premiers jours de cette semaine, de onze repris de justice à Lyon et de sept autres malfaiteurs, interpellés dans la région d'Alicante (Espagne) par la police espagnole, devraient permettre à la justice de porter un coup aux activités du « nouveau gang des Lyonnais ». Elles permettront aussi, probablement, de faire la lumière sur les assassinats, en 1984, de deux truands, Raymond Vaccarizi et Georges Manoukian, et du meurtre du général de gendarmerie Guy Delfosse, tué dans une banque lyonnaise lors d'un hold-up, le 27 mars 1984.

Deux juges d'instruction de Lyon, MM. Jacques Pin et Jacques Hamy, ont déjà entendu, jeudi 24 janvier, vingt-trois personnes, toutes précédentes membres du « gang des Lyonnais », ou du rapport direct avec celui-ci. Il s'agit notamment, de René-Paul Nivola, trente-sept ans, considéré comme le « successeur » de Vaccarizi à la tête du réseau de proxénétisme contrôlé par celui-ci ; ses frères, Roger, trente-cinq ans et Georges, quarante-cinq ans ; Georges-Albert Colin, trente-cinq ans, qui serait le « cerveau » de la bande ; Alain-René Chardon, trente-deux ans ; Ghislain-Paul Allaga, trente-deux ans ; Roxana Andriov, vingt-neuf ans ; René Spénato, quarante-trois ans ; Julian Balader Garcia et Gérard Montreuil, trente-quatre ans, qui aurait déjà avoué être l'assassin de Vaccarizi.

Ce dernier avait été tué, le 14 juillet 1984, de deux balles explosives, par un tireur embusqué sur une terrasse, alors qu'il parlait, de la fenêtre de sa cellule de la prison Modelo - où il attendait d'être extradé vers la France - avec sa femme qui se trouvait dans la rue longeant la prison. Georges « chafu » Manoukian, lui, ancien lieutenant de « Monmon » (Raymond) Vidal, avait été tué au volant de sa voiture, le 18 septembre 1984, à Villeurbanne (Rhône), deux mois après être sorti de prison.

L'enquête ouverte lors de l'assassinat de Vaccarizi, qui s'était traduite par la mise sous surveillance étroite d'une quarantaine de personnes, tant en France qu'en Espagne, avait pris un tour nouveau lors de l'assassinat de Manoukian. Des policiers du SRPJ de Lyon, agissant sur commissions rogatoires délivrées par les juges Hamy et Pin, s'étaient rendus à plusieurs reprises en Catalogne, lieu de « retraite » habituelle de nombreux truands lyonnais.

Outre les présumptions concernant ces trois assassinats, les malfaiteurs pourraient avoir à répondre, indique-t-on de source judiciaire lyonnaise, de proxénétisme, de trafic de voitures volées entre la France et l'Espagne et de trafic de drogue en Espagne.

ont déjà entendu, jeudi 24 janvier, vingt-trois personnes, toutes précédentes membres du « gang des Lyonnais », ou du rapport direct avec celui-ci. Il s'agit notamment, de René-Paul Nivola, trente-sept ans, considéré comme le « successeur » de Vaccarizi à la tête du réseau de proxénétisme contrôlé par celui-ci ; ses frères, Roger, trente-cinq ans et Georges, quarante-cinq ans ; Georges-Albert Colin, trente-cinq ans, qui serait le « cerveau » de la bande ; Alain-René Chardon, trente-deux ans ; Ghislain-Paul Allaga, trente-deux ans ; Roxana Andriov, vingt-neuf ans ; René Spénato, quarante-trois ans ; Julian Balader Garcia et Gérard Montreuil, trente-quatre ans, qui aurait déjà avoué être l'assassin de Vaccarizi.

Ce dernier avait été tué, le 14 juillet 1984, de deux balles explosives, par un tireur embusqué sur une terrasse, alors qu'il parlait, de la fenêtre de sa cellule de la prison Modelo - où il attendait d'être extradé vers la France - avec sa femme qui se trouvait dans la rue longeant la prison. Georges « chafu » Manoukian, lui, ancien lieutenant de « Monmon » (Raymond) Vidal, avait été tué au volant de sa voiture, le 18 septembre 1984, à Villeurbanne (Rhône), deux mois après être sorti de prison.

L'enquête ouverte lors de l'assassinat de Vaccarizi, qui s'était traduite par la mise sous surveillance étroite d'une quarantaine de personnes, tant en France qu'en Espagne, avait pris un tour nouveau lors de l'assassinat de Manoukian. Des policiers du SRPJ de Lyon, agissant sur commissions rogatoires délivrées par les juges Hamy et Pin, s'étaient rendus à plusieurs reprises en Catalogne, lieu de « retraite » habituelle de nombreux truands lyonnais.

Outre les présumptions concernant ces trois assassinats, les malfaiteurs pourraient avoir à répondre, indique-t-on de source judiciaire lyonnaise, de proxénétisme, de trafic de voitures volées entre la France et l'Espagne et de trafic de drogue en Espagne.

## FAITS ET JUGEMENTS

● **Peines de prison pour trois Basques français.** - Trois des quatre Basques français qui avaient été jugés le 14 janvier par le tribunal correctionnel de Bayonne pour l'assassinat, le 1<sup>er</sup> août 1983, d'une villa d'Ascan louée à des touristes ont été condamnés à cinq ans d'emprisonnement ferme. Il s'agit de Gabriel Mousca et de Jean-Paul Hiribarren, qui ont revendiqué, durant l'audience, leur appartenance au groupe *Iparreturak* - tout en niant les faits - ainsi que de Joseph Echeveste, en fuite actuellement. Le quatrième inculpé, Philippe Bider, relâché au bénéfice du doute, a été aussi jugé par défaut. Il fait aujourd'hui l'objet de deux mandats d'arrêt pour trois homicides volontaires de membres de forces de l'ordre. (Corr.)

● **L'inculpation de Christian David.** - Christian David a été inculpé peu après son arrivée, jeudi 24 janvier, à Paris. Le trafiquant français, extradé mercredi soir par la justice américaine, a été remis, jeudi matin à la justice française (le Monde du 25 janvier). Après lui avoir signalé son inculpation d'homicide volontaire et de tentative d'homicides volontaires sur agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions, M. Pierre Bismang, juge d'instruction à Paris, l'a fait écrouer à la prison de Fresnes (Val-de-Marne).

Christian David, surnommé « le beau Serge », est accusé du meurtre du commissaire de police Maurice Galbra, le 2 février 1966, devant un bar rue d'Armand (Paris 17<sup>e</sup>). Il a choisi d'être défendu par une gynécate de barreau de Toulouse, M<sup>me</sup> Marie-Cristine Etelin.

● **Condamnation d'un inconnu à quinze mois d'emprisonnement.** - M. Patrick Aguiar, un infirmier âgé de vingt-cinq ans qui avait refusé tout service national, qu'il soit de nature civile ou militaire, a été condamné, mercredi 23 janvier par la dixième chambre correctionnelle de Paris, à quinze mois d'emprisonnement pour refus d'obéissance. Le prévenu a fait état, durant son procès, de « ses convictions pacifistes et antimilitaristes » qui l'avaient conduit à ce refus.

● **Mise en liberté de l'hôtelier meurtrier de Montpellier.** - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier, a ordonné, jeudi 24 janvier, la mise en liberté de M. Louis Dacrocq, soixante ans, hôtelier à Montpellier, qui avait été emprisonné le 14 janvier sous l'inculpation de meurtre.

Dans la soirée du 12 janvier, M. Dacrocq avait été blessé mortellement avec un pistolet de défense à grenaille au *Algarine*, Rabah Saadi, trente-cinq ans, qui s'était introduit dans l'hôtel en brisant une vitre, avait menacé l'épouse de l'hôtelier, puis pris ce dernier à partie (le Monde du 16 janvier). C'est après avoir constaté un vice de forme dans la procédure que la chambre d'accusation a pris sa décision.

● **Meurtre de Raymond Vaccarizi, cinq Français appréhendés en Espagne.** - La police espagnole a arrêté, à Alicante (Espagne), cinq Français qui pourraient être impliqués dans l'assassinat de Raymond Vaccarizi, un proxénète lyonnais, trente-cinq ans, avait été tué dans la prison Modelo de Barcelone, le 14 juillet 1984, vers 23 heures après avoir été attiré à la fenêtre de sa cellule - où il attendait son extradition vers la France - par des appels de son épouse. C'est alors qu'un tireur embusqué sur une terrasse avait fait feu à l'aide d'un fusil à lunette (le Monde du 17 juillet 1984).

● **Agent de sécurité contre clients dans un supermarché trois blessés.** - M. Lucien Valet, agent de sécurité dans un magasin à grande surface de Saint-Jean-de-Ruelle (Loiret), a blessé par balles, le 23 janvier, le mari d'une cliente soupçonnée de vol. Ce dernier a été touché à l'abdomen et au bras. Deux autres personnes présentes sur le lieu de l'hécatombe ont aussi été blessées plus légèrement. M. Lucien Valet, se disant agrippé par un groupe, avait fait usage d'un pistolet qui s'était posé une arme de service. Enligné et gardé à vue au commissariat d'Orléans, il devait être présenté, le 24 janvier dans l'après-midi, au parquet.

## POSITIONS

### LA GALERIE

#### Front-garde en

Le monde de la peinture est en ébullition. Les artistes de la Front-garde en France ont décidé de se réunir pour la première fois. Ils ont choisi pour leur lieu de rendez-vous la galerie de la rue de la Harpe. Les artistes de la Front-garde en France ont décidé de se réunir pour la première fois. Ils ont choisi pour leur lieu de rendez-vous la galerie de la rue de la Harpe.

## MUSIQUE

### II. - Deux

Les deux albums de la Front-garde en France ont été publiés par la galerie de la rue de la Harpe. Les artistes de la Front-garde en France ont décidé de se réunir pour la première fois. Ils ont choisi pour leur lieu de rendez-vous la galerie de la rue de la Harpe.

## La chanson fran

Les artistes de la Front-garde en France ont décidé de se réunir pour la première fois. Ils ont choisi pour leur lieu de rendez-vous la galerie de la rue de la Harpe.



# culture

## EXPOSITIONS

### A LA GALERIE FRANKA BERNDT

#### L'avant-garde en Hongrie : 1910-1930

Dans une Europe centrale en pleine effervescence créatrice au cours des années charnières du siècle, quelques hommes ont été les ferment d'explosion de la vie culturelle magyar. Ils ont laissé, outre chose, qu'un chapitre, plus ou moins occulté, de l'histoire de l'art. Des œuvres. En voici un choix convenant à la galerie Franka Berndt, qui présente à l'avant-garde en Hongrie, de 1910 à 1930. Son témoignage, chef de file, Lajos Kassak, peintre, écrivain, théoricien, peintre (on se rend compte ici de la puissance de son talent, à la fois sensoriel et cérébral) fondé en 1915 la revue *A Tis (l'Action)* qui est interdite l'année suivante.

Il révéla en 1918 avec *Ma (aujourd'hui)* ouverte à tous les courants : cubisme, futurisme, simultanéisme, constructivisme, et plus tard, dadaïsme et surréalisme. Le point culminant de l'activisme (Aktivizmus) révolutionnaire, dans tous les domaines, qui n'écoula ni le politique, ni le social, se situe pendant la Commune de Budapest. Après la chute de Béla Kun, chassé par l'armée royale roumaine en 1919, le groupe s'exila à Vienne, où il poursuivit son action jusqu'en 1926. Il nous des rapports étroits avec la galerie Der Sturm, de Berlin, qui expose ses peintures, et, pour ce qui est de la sculpture, avec le Bauhaus de Weimar. Le peintre de Chicago, Moholy-Nagy, a exposé.

Rue de l'Echauffé, les compagnons de Kassak figurent à ses côtés : Joseph Nemes-Lampérth, marquis, lors d'un séjour à Paris, par Cézanne et Picasso ; le sculpteur János Mattis Teusch ; Laszlo Perli et ses collages et

reliefs constructivistes ; Sándor Bórnayk, l'un des fondateurs du groupe Ma, tenté lui aussi par le constructivisme ; Béla Kadar, plus expressionniste (*Le Réveil*). Tous sont généralement abstraits, sauf Hugo Schellner, représenté par la *Ville futuriste* et de nombreux et excellents portraits, dont le sien.

En marge de ces activistes militants, prennent place notamment Henrik Neugeboren, dit Henri Neugebauer, ou Bauhaus, profité de l'enseignement de Klee et de Kandinsky ; Alfred Forst et Farkas Molnar (deux architectes formés par Gropius ; le graveur Gabos Petardi *La Mort, médiane*, d'un expressionnisme surréaliste), venu rejoindre à Paris en 1928 Anton Prinner, qui venait de s'y fixer, Prinner, figure légendaire de Montparnasse (il est mort l'été 1933), graveur et sculpteur dont on finira bien par reconnaître l'immense talent : voyez entre autres le bronze hiératique du *Sacrifice du coq*.

Enfin on ne pouvait omettre le sculpteur Etienne Bóthly (1897-1961), qui fut un des fondateurs d'Abstraction-Création en 1931, du Salon des réalités nouvelles en 1935 et qui a vu avoir son musée à Montroque. Ses formes pures, rythmiques, souvent animées d'un mouvement hiératique, le mettent au premier plan de la sculpture contemporaine. Les compositions vives et abstraites de sa femme Anna Bóthly-Steiner lui ont été associées.

JEAN-MARIE DUNOYER.  
\* Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Echauffé. Jusqu'au 29 janvier.

## THÉÂTRE

### « CHAPITRE II », de Neil Simon

#### Entre amours et souvenirs

Chapitre II raconte l'histoire d'un homme, George Schneider qui, depuis la mort de sa femme, Barbara, vit avec ses souvenirs. Sa douleur s'est levée pour toujours dans son cœur. Il la porte sans pleurs ni grincements de dents, refusant les fausses ombres qui lui présente Léo, son frère. George n'a pas envie de se laisser distraire. Dans son appartement, où il écrit des romans, il ne veut pas exister sans Barbara, vivante ou morte.

De l'autre côté de la scène, à l'autre bout de New-York, chez Jennie Malone, tout est blanc et gris avec quelques touches de couleurs. Son salon est moderne, propre et net. Jennie vient de divorcer. Son but n'est pas de rattraper le temps perdu mais de vivre en veillant en attendant que son cœur s'apaise. Son existence est planifiée comme sa tristesse. Jennie fait partie de ces femmes qui donnent l'impression de n'être jamais prises au dépourvu.

Ces deux personnages, si différents l'un de l'autre et qui pourtant se ressemblent quelque part au fond de leur cœur, vont être réunis par un coup de téléphone. Merveilleuse scène de théâtre où Jean Plaf fait patte de velours, redoutable séducteur à la fois curieux et galant, qui dissimule avec humour sa timidité et sa gaucherie. Jennie l'écoute en souriant, déjà plus douce, plus tendre, plus dévouée. Mireille Darc joue en glissant sur les effets. Elle attire George, sans minauderies, pudique et retenue. George et Jennie vont s'aimer, se marier en quinze jours. Mais pour un être sincère, un nouvel amour ressemble toujours au précédent. Et George, durant le voyage de nocces ne peut supporter de redire à Jennie tous les mots qu'il disait autrefois à Barbara. Le passé ressurgit avec sa cohorte de regrets, de remords, de comparaisons blessantes exacerbées par un sentiment de culpabilité insupportable. De retour à New-York, George est odieux,

ignoble, lâche et grossier. Sa cruauté est sans nuances. Il aime et il hait avec la même violence, avec la même passion, tandis que Jennie lui oppose sa patience, son amour et une confiance en leur vie commune, qui achève d'exaspérer George. Le scène de leur querelle est le pendant de celle au téléphone. Le versant noir de leur amour.

Pierre Mondy a eu raison de laisser Mireille Darc et Jean Plaf aller jusqu'au bout de leur personnage. Sa mise en scène est rapide, bien que certains passages — ceux qui relatent la brève aventure entre Léo et Carol Medwick (Florence Giordani), la meilleure amie de Jennie — soient trop longs. Cette histoire d'adultère, plus ou moins utile, dans

l'ensemble de la pièce, permet en revanche d'admirer Jean-Jacques Moreau en impresario dragueur, macho et pressé.

Adaptée par Pierre Barillet et Jean-Pierre Gredy, *Chapitre II* est une comédie drôle, pleine d'humour, de charme et de gaieté, dont les thèmes sont graves. La vie, la mort, les souvenirs ou l'amour, le passé ou le présent que Jennie nomme l'avenir. Antagonisme d'autant mieux exprimé que Neil Simon a vécu une histoire semblable à celle de son héros. Et, comme le dit Beaumarchais, n'est-il pas préférable de « rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer ».

CAROLINE DE BARONCELLI.  
\* Théâtre Edouard-VII. 20 h 30.

## LETTRES

### LE PRIX UNIQUE DU LIVRE

#### Les grands éditeurs n'approvisionnent plus les centres Leclerc en infraction

Les principaux éditeurs ont décidé, le jeudi 24 janvier, de ne plus livrer les centres Leclerc en infraction avec la loi Lang, à la suite de l'arrêt rendu le 10 janvier par la Cour de justice européenne. Selon cet arrêt, la loi sur le prix unique du livre, qui limite les rabais à 5 %, est compatible avec le traité de Rome, seule des dispositions sur l'importation devenant caduques. Malgré la légitimité européenne reconnue ainsi à la loi Lang, MM. Michel et Edouard Leclerc ont entamé dans la presse une campagne publicitaire de 20 millions de francs, qui annonce des rabais de 28 % dans cinq centres de la région parisienne. Comme pour donner raison à ceux qui repro-

chent aux « discounters » de priver les librairies des livres de vente facile, alors qu'ils entretiennent un fonds d'ouvrages à rotation lente et moins rentables, la publicité Leclerc propose des rabais sur la plupart des best-sellers du moment.

La campagne de MM. Leclerc, qui viserait à entraîner l'ensemble des grandes surfaces à relancer les rabais « sauvages », a été ressentie comme une nouvelle provocation par la plupart des éditeurs. La rumeur selon laquelle la FNAC s'apprêtait, à son tour, à pratiquer des rabais de 20 % sur tous les livres si la situation n'évoluait pas, aurait incité ces éditeurs à agir.

Ils indiquent dans un communiqué commun que, avec leur filiales de distribution, ils ne satisfaisent plus « aux demandes de livraison qui leur seraient faites » par les centres Leclerc en infraction « et tous organismes qui, directement ou indirectement, collaboreraient à ces violations ». Le Syndicat national de l'édition, qui figure parmi les signataires, confirme qu'il « interviendra aux côtés de ses membres impliqués, en action ou en défense, dans des actions judiciaires » pour assurer le respect de la loi (1).

Dans la partie de bras-fer ainsi engagée, les pouvoirs publics réagissent vivement. Le parquet a engagé des poursuites contre cinq centres Leclerc de la région parisienne (plus de cinq cents infractions ont été relevées dans l'un d'eux). Des conventions ont été dressées dans deux centres à Brest, trois à Angers, un à Tarbes. La plupart des autres grandes surfaces paraissent avoir adopté une position plus conforme à la loi.

Les poursuites suspendues dans l'attente de l'arrêt de la Cour de justice du Luxembourg, ont été reprises. Au total, plusieurs dizaines d'actions sont en cours.

Les pouvoirs publics s'emploient, d'autre part, à colmater la brèche ouverte par la Cour de justice qui a supprimé deux clauses sur les importations. C'est ainsi que la direction des douanes a donné à ses services des instructions très détaillées pour empêcher les « flux illicites » de livres visant à contourner la loi française. Une seconde réunion interministérielle devait se tenir, ce vendredi, pour modifier l'article 4 du décret, révisant l'importation. L'objectif est d'assurer un même prix de détail pour les livres importés ou non, la concurrence jouant alors au niveau des éditeurs étrangers et français.

Le ministère de la culture proposera un « toilettage » de la loi Lang au Parlement, dès la session de printemps. Mais il entend aussi convaincre les partenaires de la France dans la CEE de négocier une directive réglementant la circulation des livres dans la Communauté, après la Conférence du livre européen annoncée pour le printemps, et qui réunira des professionnels, des écrivains et des représentants des gouvernements.

Mais l'enjeu ne concerne plus seulement aujourd'hui les professionnels du livre : des éditeurs européens de journaux et de magazines, dont les publications sont aussi vendues à un prix fixe en détail, ont senti le vent du boulet. Si les systèmes de prix imposés s'effondraient, le « discount », par un effet « boule de neige », pourrait aussi se porter sur les journaux dont la diffusion serait alors menacée par la disparition de milliers de petits points de vente.

BERNARD ALLIOT.

(1) Les signataires sont : Albin Michel, Denoël, Flammarion, Gallimard, Hachette, Robert Laffont, Minuit, Presse de la Cité, le Seuil. Avec les filiales et les maisons distribuées par ces groupes, cela représente entre 2/3 et 3/4 de l'édition de littérature générale.

### L'interdiction de « Je vous salue Marie »

Je vous salue Marie, de Jean-Luc Godard, interdit de projection dans la commune de Versailles par la municipalité (le Monde du 25 janvier), a été défendu par M. Jack Lang, ministre de la culture : « Seules les scènes de violence peuvent justifier ce genre de décision, si elles bouleversent la sensibilité de jeunes ou d'enfants ». Il faut cesser de recourir à l'ordre moral que tout le monde refuse, a déclaré en substance M. Lang. D'autre part, Jean-Luc Godard, répondant aux questions d'Antenne 2, jeudi soir 24 janvier, a demandé aux censeurs éventuels de revoir d'abord le film et de venir en discuter démocratiquement avec lui.

### La nuit des césars

Le film de Bertrand Tavernier, *Un dimanche à la campagne*, arrive en tête des nominations dans la course aux Césars, suivi de peu par *Carmen*, de Francesco Rosi. Parmi les autres favoris, on note *L'Amour à mort*, d'Alain Resnais, les *Ripoux*, de Claude Zidi, et *Les Nuits de la pleine lune*, d'Éric Rohmer. Contrairement aux années précédentes, aucun film ou acteur ne se dérobe nettement. Le jury, présidé par Simone Signoret, se prononcera le 2 mars.

### Grand Prix du cinéma français

Un dimanche à la campagne, le film de Bertrand Tavernier, déjà couronné plusieurs fois en France et à l'étranger, vient de remporter le Grand Prix du cinéma français. Créé en 1934, ce prix, sans avoir le prestige du prix Louis-Delluc, peut se flatter d'avoir remarqué, au cours des ans, des films aussi importants que *La Kermesse héroïque*, de Jacques Feyder, *Avant-guerre*, et après 1945 *La Vérité*, d'Henri-Georges Clouzot, et *La nuit est un roman*, d'Alain Resnais. Parmi les jurés, on relève la présence de Maurice Bessy, président-fondateur du prix Louis-Delluc, et Robert Chabal, président du Syndicat français de la critique de cinéma.

### Retour de Theodorakis

Depuis six ans, Mikis Theodorakis avait abandonné la chanson. Après la présentation du *Canto General* (inspiré par Pablo Neruda) un peu retourné à son monde, il est retourné à ses racines, la musique byzantine, et il a composé un requiem pour l'Église orthodoxe sur des paroles anonymes retrouvées dans une liturgie du treizième siècle. C'est en décembre dernier, dans les studios d'enregistrement d'Athènes, qu'il est revenu à la chanson avec deux suites de ballades d'ivresse, d'amour mais aussi d'ironie sur la Grèce d'aujourd'hui. Ce vendredi 25 janvier, au Palais des congrès, Mikis Theodorakis prend le départ d'une tournée européenne en présentant des extraits de ces deux derniers albums et aussi des chansons écrites autrefois avec des poètes de Rinos et de Garcia Lorca.

\* Palais des congrès, 21 heures.

### Les fouilles de la cour Carrée

Beaucoup de monde se presse dans le hall exigü de la mairie du premier arrondissement pour voir... peu d'objets, mais beaucoup de photographies en noir et blanc des diverses étapes des fouilles et les reproductions de gravures anciennes retraçant les aventures du Louvre, des Carolingiens à nos jours. Si la présentation n'est pas exaltante, elle révèle cependant ce qui s'est passé sur le chantier dont l'accès était interdit au public.

Elle permet par ailleurs de comprendre comment ont été conduites les fouilles, et pourquoi les endroits les moins nobles sont souvent les plus riches en vestiges révélateurs des mœurs de l'Ancien Régime. Témoins, les latrines et autres débris qui regorgent de poteries. Les fouilles, et donc l'exposition, sont une conséquence indirecte du projet du Grand Louvre, confié à l'architecte américain I. M. Pei (la pyramide). Au moment où l'architecte est attaqué avec virulence, notamment par l'association de M. Michel Guy (*le Monde* du 19 janvier), ce projet contribue paradoxalement à mettre en valeur le passé du vieux Louvre.

\* Mairie du premier arrondissement, 4, place du Louvre, de 9 h 30 à 18 h 30, jusqu'au 27 janvier.

## MUSIQUE

### Le show-biz à toute allure

#### II. - Deuxième souffle pour l'industrie phonographique

par Claude FLÉOUTER

Le père de la jeune fille de Louviers qui a gagné dix millions de francs au Loto il y a trois semaines, vient d'être licencié de l'usine de pressage Phonogram, en pleine restructuration. A Villeneuve, la firme française Vogue a déposé, au début de janvier, le bilan d'une de ses sociétés, la manufacture de production phonographique : les disques Vogue sont désormais pressés par des sous-traitants. La chute de vente des disques depuis 1980, en France et dans le monde, a contraint au regroupement plus ou moins étroit de certaines firmes discographiques, à des suppressions d'emploi. L'expansion formidable et continue des années 60 et 70 est bien loin.

C'est époque quelconque qui souhaitait écouter chez lui la bonne musique était obligé d'acheter un disque. C'était la condition sine qua non. En 1984, l'œuvre sa radio n'importe où, sur la bande FM, ou il achète une cassette vierge et il copie. D'un côté, les radios fabriquent des programmes à peu de frais en diffusant des disques, c'est-à-dire des produits finis, contrôlés sur le plan technique et artistique. De l'autre côté, chacun a la possibilité de disposer chez soi d'une bibliothèque musicale permanente sans avoir à payer un centime de droits à ceux qui ont conçu et réalisés vraiment le produit. On dirait ainsi, dit M. Frédéric Siclier, président du syndicat national de l'édition phonographique, à la situation étrange et aberrante de voir les artistes et les producteurs travailler gratuitement pour tout le monde. La France a été autrefois, sous l'impulsion des hommes de l'Élysée, le premier pays à légitimer le droit d'auteur. Aujourd'hui nous sommes les derniers. C'est déplorable. Ce

que l'ensemble d'une profession revendique, c'est la reconnaissance du fait que toute forme de consommation d'un produit mérite rémunération. La loi Lang, qui a été votée en première lecture par l'Assemblée nationale et dont nous attendons avec impatience l'application, est extrêmement moderne dans son esprit et envisage tous les cas de figure.

La protection des droits paraît essentielle à l'industrie phonographique avant que celle-ci puisse envisager toute forme de redéploiement à l'étranger. La France est en effet le seul pays industriel à ne pas avoir une firme discographique de dimension internationale. Est-ce un problème de langue ? La réponse est sans doute plus complexe. Cette situation consiste en tout cas une grande faiblesse, et implanter une société hors de l'Hexagone, est un rêve pour tout le monde. Mais, dit M. Frédéric Siclier, quels sont les droits que nous avons à défendre à l'étranger ?

Il y a deux ans, les nouvelles techniques sont venues au secours d'une situation économique difficile : le groupe Polygram a lancé le disque compact. Vingt-cinq mille appareils lecteurs ont été achetés en France la première année et quarante mille en 1984. En Allemagne, il faut multiplier les chiffres par trois. Aux États-Unis, le procédé vient juste d'être mis sur le marché.

Il y a actuellement à la disposition du public deux mille cinq cents disques compacts tous genres confondus (milieu classiques, mille variétés sans large du terme, cinq cents jazz). Un million d'unités ont été vendus en France l'année dernière et des appareils lecteurs sont

dans le commerce à des prix abordables. Le disque compact pourrait avoir, dans quatre ans, un chiffre d'affaires équivalent à celui du 33 tours avant de se substituer progressivement à celui-ci. Déjà l'usine Polygram de Hanovre fournit pour l'ensemble de l'Europe quinze millions d'unités l'an. Les Américains viennent de créer une usine sur leur territoire et une autre associée CBS et Sony. En France, MPO, créé avec les encouragements de l'État, a sorti quelques titres.

### « LE CONVIVE DE PIERRE », de Dargomijski

#### Au plus près de Pouchkine

Plus qu'une grande révélation, la création parisienne du *Convive de pierre* d'Alexandre Dargomijski (1813-1869) est une jolie curiosité qui mérite bien un petit tour (une heure trente-cinq tout compris, sans entracte) à l'Opéra-Comique. On y découvre le Don Juan de Pouchkine, mis en musique à la fin de sa vie par le second (après Glinka) des pères de l'opéra russe, sans en changer un mot et en calquant le plus possible la ligne vocale sur le rythme et l'accent de la langue parlée.

C'est la fusion en un seul art de deux arts qui se complètent l'un par l'autre, écrivait son ami César Cui. S'il semble ouvrir la voie à Moussorgski, dans les dialogues de Don Juan et Leporello par exemple, avec cette déclamation familière qui épouse le débit et le pittoresque des conversations prosaïques, il annonce aussi Tchaïkovski dans les débats passionnés entre Donna Anna et Don Juan, par ce retour mélodique qui tend à l'arioso sans toutefois déboucher réellement dans des airs. Dargomijski restant toujours proche de son modèle et échantonnant le drame « en temps réel », comme le Debussy de *Pelléas*. Et même si la musique paraît de ce fait un peu étriquée, elle n'en reste pas moins un exemple de rigueur et de liberté dans son adaptation si docile à un texte préexistant.

L'intrigue de Pouchkine est plus brève et simple que celle de Don Juan. Don Juan a tué le Commandeur. Revenu après un bref exil, il voit passer Donna Anna (femme du Commandeur) qui va prier sur la tombe de son père, et décide de la conquérir. En attendant, il se rend chez une de ses anciennes amies, Laura, l'amant de celle-ci et tombe dans ses bras. Au cinquième, il retrouve Anna, qui, chez elle, dans la joie, Don Juan invoque le Commandeur, le conviant à ce même rendez-vous. Le lendemain, Anna proteste de sa fidélité à son mari, mais finit par se laisser séduire. La

statue du Commandeur apparaît alors. Le bras de Don Juan est paralysé, et il meurt foudroyé. L'intérêt de la musique va crescendo. Simplement pittoresque au début, comme dans les deux chœurs espagnols de Laura, brève et dramatique pour le duel, elle devient lyrique, envoûtante et belle, épousant toutes les courbes du sentiment, dans les scènes entre Don Juan et Anna, avant le dénouement sinistre et rapide.

L'orchestre suit de très près les voix, les double parfois à l'unisson et s'exprime rarement seul, sinon dans une petite ouverture hétéroclite, le duel, l'entrée ou la sortie de tel personnage. Mais il est aussi précis et souple que la mélodie, changeant rapidement d'inflection, de mouvement et d'atmosphère (l'orchestre épousant toutes les courbes du sentiment, dans les scènes entre Don Juan et Anna, avant le dénouement sinistre et rapide).

La production de la Scala de Milan ne décevra pas l'enthousiasme : la mise en scène d'Ottomar Krejca a le mérite de la sobriété plutôt que de l'originalité, dans un décor unique, une « architecture funéraire » de Guy-Claude François, chapelle à coupole avec deux rangs de fenêtres donnant sur un mur gris. Ardente voix de soprano, très expressionniste, couleur noire, la manière slave, de Mariana Niculesco, Donna Anna aux gestes compassés genre Bolchoï, en face d'un Don Juan assez nuancé, nu charme un peu fat qui peu à peu se prend au jeu, avec de beaux chants (le ténor Allen Cathart). Une Laura au voix grise (Glenys Lino), un Leporello, retenu au timbre d'acier (Sergey Koptchak), John-Paul Bogart, Jean-Philippe Courais et Fernand Dumont complètent une honorable distribution, fort bien dirigée par Jean-Claude Casadesu, à la tête d'un orchestre précis, sans finesse particulière.

JACQUES LONCHAMPT.  
\* Prochaines représentations à l'Opéra-Comique, les 26, 28, 30 janvier, 1<sup>re</sup>, 4, 6 et 8 février (19 h 30).

### La chanson francophone menacée

Les redevances perçues par la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) et la Société des droits de reproduction mécanique (SDRM) atteignent en 1984 respectivement un milliard et cinq cent millions de francs, soit une augmentation de 8 % par rapport à 1983.

Trois cents radios libres ont signé à ce jour un accord avec la SACEM. Cependant, M. Jean-Loup Tournier, directeur général de la Société des auteurs s'inquiète de la programmation anglo-saxonne de ces radios comme de l'absence d'un minimum de catar des charges.

La SACEM, dit M. Jean-Loup Tournier, organise en mai prochain quatre journées de ren-

contres avec les médias, les éditeurs, les producteurs, les artistes, pour mesurer l'étendue, la nature et les raisons de l'affaiblissement de la chanson francophone face aux produits étrangers. Nous souhaiterions faire au gouvernement des propositions fondées sur des données solides et non démagogiques.

J'ai toujours été très réticent à l'égard d'une défense à tout prix de la chanson française, mais le suis contraint de m'interroger depuis l'explosion des radios libres. Si on laisse s'implanter la télévision par satellite et la télévision privée avec une dominante anglo-saxonne, la chanson française, et la langue et l'identité du pays prendraient un coup sévère.

هكذا من الأصل























## REPÈRES

### Dollar : en net repli à 9,65 F.

Le dollar s'est nettement replié, vendredi 25 janvier, sur les marchés des changes, revenant à Francfort, de 3,17 DM à 3,1550 DM et, à Paris, de 9,70 F à 9,65 F. Ce repli, amorcé à New-York jeudi soir, est attribué aux craintes de nouvelles interventions des banques centrales et à la rumeur de ventes de dollars par la Réserve fédérale des Etats-Unis.

### Pauvreté : 350 millions de francs dépensés en 1984.

Le ministère des affaires sociales a présenté, le 25 janvier, un bilan des mesures d'urgence d'aide aux pauvres. Les crédits de l'Etat aux départements (122 millions de francs) - 78 millions étant attribués aux grandes associations charitables - ont été doublés, en 1984, par les fonds versés par les collectivités locales. 30 % des crédits d'Etat ont été consacrés à l'hébergement d'urgence, 27,5 % aux aides alimentaires, 22,5 % au logement. 5 200 places d'hébergement d'urgence, généralement temporaires, s'ajoutant aux 28 000 places des centres permanents, ont permis d'abriter plus de 20 000 personnes pendant trois ou quatre jours. Plus de 300 000 personnes ont reçu une aide alimentaire. Des fonds d'urgence de loyers ont été créés dans 20 nouveaux départements - s'ajoutant aux 28 existants - et vont l'être dans 23 autres. Des mesures d'aide complémentaires pour les charges de logement ont été mises en place dans 20 départements.

### Pétrole : 300 000 tonnes produites dans la Marne.

Total va consacrer, en 1985, 250 000 F au développement du gisement pétrolier de Montmirail, dans la Marne. Total espère porter sa production, dans cette région, à 300 000 tonnes fin 1985 (10 % de l'extraction nationale), avec l'exploitation du gisement de Villeperdue, situé à quelques kilomètres de Montmirail. Cinquante puits auront été forés en deux ans dans la Marne.

## ÉNERGIE

### ESSENCE

### La pratique des « super-rabais » se généralise

Anticipant la décision attendue du gouvernement de libérer prochainement les prix des produits pétroliers en France (le Monde du 25 janvier), les grandes compagnies ont décidé de se lancer dans la guerre des prix. Dès le 23 janvier, les groupes Esso et Total ont commencé à appliquer dans plusieurs villes françaises des ristournes dépassant largement les rabais maximaux autorisés par la réglementation et allant jusqu'à 44 centimes par litre, de façon à s'aligner sur les tarifs pratiqués par les grandes surfaces. Les groupes Shell et Elf ont suivi, jeudi 24 janvier. « Il faut être pragmatique, a déclaré le même jour M. Pecqueur, président d'ELF. Il existe une réglementation qui n'est pas appliquée (...). On ne va pas rester l'arme au pied et se laisser manger la laine sur le dos pour une question de principe ».

C'est la première fois que les grandes compagnies cherchent de se mettre dans l'illégalité, seules les grandes surfaces (Leclerc, Carrefour, Auchan, etc.) ayant depuis deux ans pratiqué des rabais supérieurs au maximum autorisé (18 centimes par litre). Cette généralisation des « super-rabais » ayant même que la Cour de justice européenne ait statué sur la conformité de la réglementation française avec le traité de Rome, place les pouvoirs

publics dans une situation délicate puisque, comme l'ont rappelé dans un communiqué les services du premier ministre, la décision du gouvernement n'a pas encore été arrêtée. « La libération des prix n'est qu'une hypothèse de travail. Une décision ne sera prise qu'après consultation entre l'administration et les intéressés », souligne l'hôtel Matignon.

Tous les professionnels semblent cependant considérer que la libération des prix pétroliers est, quasiment acquise, ce dont ils se réjouissent. Les défauts structurels et l'application qui a été faite par les pouvoirs publics de la formule de calcul des prix des produits pétroliers ayant coûté à l'industrie du raffinage, l'an passé, 1,5 milliard de francs, comme l'a rappelé le 24 janvier, le président de l'UCSIP (Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole).

Au total, en 1984, le raffinage français a perdu 7 milliards de francs. L'industrie a ramené ses capacités de distillation à 110 millions de tonnes. L'UCSIP a en outre précisé que l'adaptation des raffineries à la production d'essence sans plomb - avec un indice d'octane de 94 - « limite l'usage de ce qui peut être envisagé », nécessitant un investissement de 5 milliards de francs.

## FAITS ET CHIFFRES

### CEE

Arrêt des importations de montres et de récepteurs radios asiatiques. Les autorités de Bruxelles ont autorisé la France à suspendre jusqu'au 30 juin les importations indirectes de montres à quartz en provenance de Chine et de Taïwan. Actuellement, les demandes d'importations transitant par d'autres pays de la CEE portent sur 1,87 million de montres dont 1,06 million en provenance de Taïwan. La CEE a également autorisé la France à interrompre durant six mois les importations de récepteurs radios asiatiques de Taïwan transitant par d'autres pays de la CEE. (AFP.)

### Social

Chaffoteaux et Maury : incidents à Saint-Brieuc. Des incidents entre manifestants et forces de l'ordre ont fait deux blessés, le 24 janvier, devant la préfecture des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc. Environ deux cents salariés de l'entreprise Chaffoteaux et Maury s'étaient rassemblés vers 17 heures devant la préfecture, et une délégation a demandé à être reçue. L'accord n'ayant pas pu se faire sur la composition de cette délégation, une vingtaine de manifestants ont escaladé les grilles et se sont heurtés aux CRS, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes. La manifestation a pris fin vers 19 heures. Elle avait pour but d'obtenir la réunion d'une « table ronde » où seraient représentés les pouvoirs publics, les

syndicats et la direction, afin que soient exposés les difficultés de l'entreprise.

Un militant de FO, responsable du Front national, élu de son fief de la région de Lyon, s'est vu retirer ses mandats syndicaux. Candidat aux prochaines élections cantonales à Givors (Rhône) sous l'étiquette du Front national, il avait fait état, assure l'union régionale des cheminots, de son appartenance à FO. Le candidat du Front national dénonce la « caractéristique politique » de cette décision, allant jusqu'à parler de « chasse aux sorcières ». M. Martin avait adhéré il y a trois ans, venant, ajoute FO, de la CFDT.

### Transports

Le TGV Est à l'étude. M. Claude Rattier, ingénieur général des ponts et chaussées, a été désigné par le secrétaire d'Etat aux transports pour présider le groupe de travail chargé d'étudier le projet de train à grande vitesse vers l'Allemagne via la Belgique. Il a été relayé au printemps 1984 par le président de la République afin d'apaiser les Lorrains dont la sidérurgie subit de profondes amputations.

## AFFAIRES

### Michelin s'apprête à supprimer 2 000 emplois en Italie

Les compressions d'effectifs se poursuivent chez Michelin. Après avoir pris, l'an dernier, la décision de supprimer 4 920 emplois en France (le Monde du 20 et 21 avril 1984) - l'opération est en cours - plus récemment 2 600 en Grande-Bretagne (le Monde du 10 janvier), le groupe s'apprête maintenant à tailler dans le personnel employé dans ses six usines italiennes (12 000 personnes).

Environ 2 000 postes de travail seraient supprimés, dont près de 1 500 dans les deux unités de Turin (Turin-Dora, Turin-Susa). Il ne s'agit pas de licenciements « secs ». Michelin aurait obtenu des autorités italiennes le bénéfice du régime de la Cassa Integrale (1), pour le plus grand nombre des personnes concernées.

Michelin ne pouvait pas renoncer à cette mesure (dont l'annonce se fait imminente). La conjonction sur le marché italien du pneumatique (environ 14 milliards de francs), que Michelin domine avec une part (tous produits confondus) de 40 % (Pirelli est deuxième avec 25 % et Goodyear troisième avec 10 % environ), est tout aussi stagnante que de ce côté des Alpes. Selon les industriels, les prix imposés sont trop bas de quelque 15 % en France, et d'un tiers 10 % en Italie, où les surcapacités, en outre, sont importantes (20 %).

Michelin a perdu beaucoup d'argent dans ce pays, surtout en 1983, moins l'an dernier. Le redressement est en cours avec des gains de productivité insuffisants, cependant, pour rétablir la situation en 1985 sans compression de la masse salariale.

Les licenciements envisagés sont avant tout destinés à rétablir l'équilibre des comptes de Michelin en Italie au 31 décembre prochain. Ces nouveaux licenciements, qui portent à plus de 16 500 le nombre des personnes débauchées dans le

groupe Michelin depuis 1981, seraient les derniers ? Il semblerait que la restructuration soit maintenant achevée. L'objectif de l'entreprise plus touchée par la crise que ses concurrents (Dunlop excepté) avec plus de 8 milliards de francs de déficit au cours des trois dernières années, était et reste toujours de rétablir l'équilibre à la fin de 1985. Le pari n'est pas encore gagné, mais, avec la réaffectation en cours de sa dette, les chances de réussite ne sont pas négligeables. Les mesures dracونيennes commencent à porter leurs fruits.

En 1984, le déficit de Michelin serait encore, comme l'année précédente, d'environ 2 milliards de francs. Décidé à faire une croix sur le passé, le groupe aurait décidé de comptabiliser la plus grande partie des charges sociales imposées par les réductions d'effectifs en France et en Grande-Bretagne sur l'exercice écoulé. En réalité, sa perte réelle atteindrait seulement 1 milliard de francs. Michelin n'aurait plus dès lors à régler que la seule facture restante, d'un coût bien moindre (de 100 à 200 millions de francs). Si la conjonction est bonne fille, le retour aux bénéfices sera pour 1986. Mais déjà, dès cette année, la filiale américaine (plus de 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires) devrait contribuer à l'assainissement en secrétant ses premiers profits. Malheureusement, elle aussi ces dernières années, elle n'aurait enregistré en 1984 qu'une perte légère de 50 millions de dollars.

ANDRÉ DESSOT.

(1) La Cassa Integrale se charge durant trois ans de verser des indemnités aux travailleurs licenciés à titre temporaire que l'entreprise concernée s'engage à reprendre ensuite. En principe, car l'expérience a démontré que les réintégrations étaient rares, la plupart des chômeurs ayant retrouvé du travail dans l'intervalle (« le Monde de l'Economie » du 22 janvier).

## AVEC 21 MILLIARDS DE FRANCS DE MARGE BRUTE

### ELF-Aquitaine craint de « faire trop envie »

Premier groupe français toutes catégories, deuxième mondial dans le secteur pétrolier, onzième dans la chimie, la société ELF-Aquitaine « a toutes chances de rester performante et compétitive dans l'avenir », a déclaré M. Michel Pecqueur, président du groupe, jeudi 24 janvier. Spectaculaire, les résultats du groupe en 1984 ne sont pas exceptionnels, puisqu'ils « résultent, selon son président, d'évolutions structurelles et non conjoncturelles et aléatoires ».

Avec une marge brute d'autofinancement (bénéfice avant impôts et amortissement) de 21 milliards de francs, en hausse de 26,5 % par rapport à 1983, un bénéfice net de 6,5 milliards de francs, en progression de 76 %, pour un chiffre d'affaires consolidé de 175 milliards de francs, soit 22 % de plus que l'année précédente, le groupe, il est vrai, n'a d'autre inquiétude que celle de « faire trop envie » et de s'attirer ainsi la sollicitude des pouvoirs publics.

Aussi, rappelant que, avec 70 milliards de francs de capitaux investis,

la rentabilité nette du groupe (10 %) n'était pas supérieure à celle de ses principaux concurrents internationaux, M. Pecqueur a insisté sur la nécessité pour ELF de préparer l'avenir, en renouvelant notamment son domaine minier.

### Meilleures performances aux Etats-Unis

Le redressement inespéré de la chimie dans une conjoncture mondiale défavorable, qui, grâce à une hausse de 14 % du son chiffre d'affaires, a dégrégé l'an passé une marge brute d'autofinancement positive de 750 millions de francs ; la diminution des pertes du raffinage et les meilleures performances de ses activités américaines (dont la marge brute d'autofinancement est passée de 109 millions à 175 millions de francs de 1983 à 1984), ont certes contribué à l'amélioration de ces résultats. Mais le groupe tire toujours l'essentiel de ses profits de la production d'hydrocarbures. Avec une production propre de 17 mil-

### Caméras Aaton : amende aux Etats-Unis dépôt de bilan à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — La société grenobloise Aaton — le nom du dieu-soleil (1) prôné d'un A supplémen-taire avait été choisi par l'entreprise afin de pouvoir figurer en tête des catalogues, — qui fabrique depuis 1971 des caméras de 16 millimètres, 35 millimètres et vidéo, vient d'être condamnée par un tribunal de New-York à verser à son principal concurrent, la firme allemande Arriflex, la somme de 1,3 million de dollars.

Cette somme pourrait être portée à 3 millions de dollars si la société était ultérieurement condamnée par la justice américaine à prendre en charge les condamnations infligées à sa filiale américaine et à son distributeur, tous deux mis en faillite.

Ce jugement met un terme à un procès qui opposait depuis sept ans les deux entreprises spécialisées dans la mise au point et la fabrication de caméras professionnelles.

### Concurrence

Le différend portait sur la vente aux Etats-Unis, par Aaton, de caméras à vision pivotant, une astuce mécanique brevetée en 1972 par Arriflex, qui permet d'utiliser la caméra reposant sur l'épaule gauche ou sur l'épaule droite. Aaton prétendait avoir, lui aussi, mis au point ce dispositif, mais n'avait pas jugé utile de le faire breveter.

La très forte condamnation infligée à Aaton par le juge new-yorkais a contraint la société à déposer son bilan le 10 janvier,

au moment où elle connaissait sa plus forte croissance. Son chiffre d'affaires dépassait, en effet, les 30 millions de francs, dont 75 % sont réalisés à l'exportation. Aaton emploie cinquante personnes, dont quatorze dans son bureau d'études.

Arriflex, qui, de son côté, emploie cinq cents salariés, est leader mondial sur le marché des caméras professionnelles, et était depuis plusieurs années talonnée, voire dépassée, au plan technologique par son concurrent français. Elle a donc utilisé tous les moyens commerciaux, puis juridiques pour « mettre à genoux » son petit, mais brillant, adversaire.

Arriflex pourrait être tenté de racheter l'entreprise et de mettre ainsi la main sur ses brevets. Aaton, qui travaille pour la défense nationale, pour l'aéronautique civile mais aussi pour le ministère de la culture dans le cadre d'un programme de conservation des films anciens, dispose, en effet, d'une dizaine de films des caméras (films et vidéos) d'une grande expérience.

La solution du dépôt de bilan adoptée par Aaton lui permettra peut-être de trouver un preneur français susceptible de conserver au sein du patrimoine industriel national l'un des fleurons de l'industrie cinématographique.

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Aton est un dieu égyptien antique représentant le disque solaire.

## Nominations

● Au Crédit lyonnais. M. BERNARD THIOLON, chargé de la direction centrale des affaires internationales et de la coopération, a été nommé directeur général, dans la perspective de succéder au directeur général en titre, M. Jacques Roche, qui part en retraite dans le courant de l'année prochaine. Né en 1929, licencié en droit, M. Tholon est diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, et a fait toute sa carrière dans le secteur international du Crédit lyonnais, tout comme le président actuel, M. Jean Delassieux.

● A la Compagnie Electro-financière, M. GEORGES FÉBEREAU, PDG du groupe nationalisé CGE, a été nommé président en remplacement de M. Jean-Pierre Brunat, atteint par la limite d'âge. La Compagnie Electro-financière est la société de portefeuille du groupe CGE et sa filiale à 79 %.

● A la Chambre syndicale des constructeurs de navires, M. GILBERT FOURNIER, a été désigné président. Agé de 67 ans, M. Fournier succède à M. René Regard, il est PDG des Ateliers et Chantiers réunis du Havre et de La Rochelle-Pallice.

● Au Conseil des régions d'Europe (CRE), M. GEORGES PIERRET a été nommé secrétaire général. M. Pierret est secrétaire général de la Conférence des régions périphériques maritimes de l'Europe. La CRE, présidée par M. Edgar Faure, a tenu sa première réunion à Strasbourg le 18 janvier.

● Volvo a déposé 7,7 milliards de francs de bénéfices. — Le groupe suédois Volvo a réalisé 7 milliards de couronnes de bénéfices (7,7 milliards de francs) en 1984 pour un chiffre d'affaires de 87,2 milliards de couronnes. M. Gyllenhammar, patron de Volvo, qui présentait ces résultats le 23 janvier, a confirmé la fusion des actifs de Clark et de Volvo dans les engins de travaux publics (formant ainsi la troisième société mondiale du secteur) et amorcé un investissement de 2,2 milliards de francs pour une nouvelle usine de montage d'automobiles.

● Nestlé achète une société américaine de café. — La firme multinationale suisse de Vevey, Nestlé, a pris le contrôle de Hills Brothers, société de café de San Francisco qui emploie mille personnes et dispose de quatre unités de production. Elle a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 350 millions de dollars. Nestlé avait lancé une option de rachat sur cette société en avril 1984. La firme suisse, qui vient de racheter le groupe alimentaire Carnation, poursuit ainsi son expansion aux Etats-Unis.







## ÉTRANGER

### LA VISITE DE M<sup>me</sup> CRESSON EN SUISSE

Un partenaire privilégié, mais quelques ombres...

De notre correspondant

Lausanne. — Malgré quelques ombres, la visite de vingt-quatre heures que M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre française du redéploiement industriel et du commerce extérieur, effectuée, ce 25 janvier en Suisse, est l'occasion de mettre en relief l'importance des relations économiques entre les deux pays. Au cours de ses entretiens, vendredi matin, avec M. Kurt Furgler, président en exercice de la Confédération, et chef du département fédéral de l'économie publique, M<sup>me</sup> Cresson a examiné plus particulièrement les possibilités de développer encore plus les échanges commerciaux, de promouvoir les investissements suisses en France, et de renforcer la coopération industrielle.

Même si l'Allemagne fédérale se taille la part du lion, la Suisse demeure un partenaire privilégié de la France. Absorbant 7,6 % de ses exportations, la Confédération est son septième client et son douzième fournisseur avec 2 % de ses importations. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont donc largement favorables à la France, qui en retire son excédent bilatéral le plus important.

En 1984, ce surplus s'est élevé à quelque 13,5 milliards de francs français. Arrivant en deuxième position derrière l'Allemagne fédérale, la France a cependant vu sa part des importations globales de la Suisse fléchir légèrement de 11,7 % à 11 % en raison, notamment, de la livraison d'un seul Airbus contre quatre en 1983.

La Suisse se situe également en bonne place pour le montant des investissements en France. Ceux-ci avaient régressé de 3,6 milliards en 1982 à 2,9 milliards de francs français en 1983. Toutefois, ils auraient amorcé un début de reprise l'année dernière.

A en croire une récente étude de la chambre de commerce franco-suisse, l'économie helvétique serait en tout cas de loin le plus important fournisseur de devises fortes de la France. En ajoutant les exportations des sociétés industrielles suisses en France (6,1 milliards de francs fran-

çais) et les salaires rapatriés par les frontaliers (5 milliards de francs français) au surplus de la balance commerciale, elle croit pouvoir affirmer que 1984 s'est soldé par un excédent d'environ 25 milliards de francs français en faveur de la France.

La chambre de commerce ne manque pas de tirer argument de ces chiffres pour déplorer certaines pratiques douanières et administratives qui, selon elle, « entravent toujours le bon déroulement des affaires et la confiance entre les deux pays ».

#### Crispation

Quelques signes de crispation ont en outre resurgi ces derniers temps. Malgré les recommandations du gouvernement helvétique, la Chambre basse a refusé de ratifier, en décembre 1984, la modification de la convention de double imposition avec la France.

Comme avec d'autres pays, des frottements sont ensuite apparus avec l'introduction en Suisse de nouvelles taxes routières. Conformément à une note du Quai d'Orsay et en se référant à la Convention de Vienne, les diplomates et agents consulaires français se refusent à payer la vignette antiroulette obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier en Suisse.

Si ces questions ne sont pas nécessairement abordées, la visite de M<sup>me</sup> Cresson permettra peut-être de dissiper certains malentendus. En tout cas, elle ouvre une série de contacts au plus haut niveau entre les deux pays. Ainsi M. Pierre Anbert, chef du Département fédéral des affaires étrangères, se rendra les 7 et 8 février, à l'invitation de M. Roland Dumas, ministre français des relations extérieures, à Paris où il devrait également être reçu par le président de la République. Enfin, le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, est attendu le 28 mars à Berne.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

### LE PROJET DE CONTRATS FORMATION-RECLASSEMENT

« Seule la concertation doit permettre d'esquisser un schéma définitif »

souligne M. Delebarre

M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a profité de la tenue à Paris, le 24 janvier, du premier forum de l'AFPEC (Association pour l'emploi des cadres, l'équivalent de l'ANPE), cunassé à l'emploi et aux mutations technologiques, pour annoncer officiellement son projet de « contrats formation-reclassement », qui avait été largement divulgué (le Monde du 24 janvier), avant même que tous les partenaires sociaux en aient pris connaissance. « Seule la concertation doit permettre d'esquisser un schéma définitif », devait indiquer le ministre, qui annonce que « dès la semaine prochaine » il recevra successivement chacune des organisations syndicales et patronales.

Face à une tribune où se trouvaient à nouveau rassemblés les principaux négociateurs du protocole du 16 décembre sur la flexibilité de l'emploi, aujourd'hui abandonné, M. Delebarre a défendu la position du gouvernement. Constatant que, face à la reconversion d'entreprises en difficulté, les salariés n'étaient pas tous soumis au même régime, il soulignait : « Il y a là un traitement inégal, un risque d'évolution à deux vitesses sur lequel la négociation sociale pourrait et devrait intervenir ».

Par la suite, le ministre devait donner, pour la première fois publiquement, son sentiment à propos de

l'échec des négociations sur la flexibilité. Rappelant le « souhait pressant » de voir « les partenaires sociaux reprendre le dialogue », M. Delebarre devait fermement indiquer qu'il n'interviendrait pas dans le débat, au nom du respect de la politique contractuelle. Il devait surtout souligner, pour ramener la discussion à son niveau réel, que, en l'état, on ne peut oublier « l'existence, d'ores et déjà, d'éléments de flexibilité des conditions d'emploi et d'organisation du travail trop ignorés ou peu utilisés ».

Ces propos se voulaient temporisateurs, mais, mécontents d'avoir été peu ou mal prévenus des intentions gouvernementales, les représentants des organisations syndicales et patronales qui participaient à ce colloque avaient auparavant fait connaître leurs réactions, parfois vives.

De fait, si le projet de M. Delebarre pouvait apparaître comme une tentative pour aider à la reprise des négociations sur la flexibilité, les syndicats — CGC, FO, CFTD et même CFTC — ne dissimulaient ni leur embarras ni leur perplexité devant la tournure prise par les événements.

S'agissant du contentieux sur la flexibilité, le débat public ne permet guère d'enregistrer des progrès significatifs. Aux explications un peu érudites de représentants syndicaux (à l'exception de M. Saurin qui, au nom de la CGT, rappelle son opposition définitive au texte), succèdent les effets de tribune de M. Brunet, pour la CGPMR, et de M. Chodard pour la CNPF. Seul nouveauté un peu provocatrice, le vice-président du CNPF proposa l'organisation d'un référendum dans les entreprises pour connaître le point de vue des salariés, au-delà de la base syndicale qui s'est exprimée par le refus.

Manifestement, chacun des partenaires sociaux en était encore à chercher la voie étroite d'une concilia-

tion à laquelle le ministre, pour sa part, se prêtait, et il n'entrerait dans les intentions de personne de décourager publiquement ces initiatives, pas plus qu'on ne souhaitait les confondre.

Toutefois, tandis que les syndicats répétaient à M. Delebarre qu'ils ne désiraient pas voir le gouvernement intervenir, le patronat, de son côté, réclamaient de nouveau « qu'il prenne ses responsabilités ».

Invité à s'exprimer lors du déjeuner, M. Jacques Chirac devait pour sa part faire connaître ce que serait son attitude. L'opposition, déclara le président du RPR : « préférait voir régler ce dossier par la négociation, mais, si celle-ci avait échoué et ne pouvait reprendre avec quelques chances de succès, à la différence du gouvernement actuel, convaincu sur le fond mais hésitant devant la décision, elle ne se déroberait pas à sa tâche ».

ALAIN LEBEAUX.

### Elections professionnelles

#### RECUL ET PROGRÈS DE LA CGT

● A Citroën-Ankemy, pour le comité d'établissement, après le vote des deuxième et troisième collèges (matricule et cadres), sur 6 209 inscrits et 4 338 suffrages exprimés, la CSL a recueilli 1 953 voix (31,44 %), et obtient 5 sièges (dont celui du deuxième collège). Elle devance la CGT, 1 623 voix (26,17 %) et 5 sièges (dans le collège ouvrier) la CFTC, 451 voix (soit 7,34 % et un siège), enfin la CGC, 144 voix (soit 2,31 %), qui emporte le siège du collège cadres. FO, avec 227 voix (3,72 %) et la CFTD avec 140 voix (2,26 %) n'ont aucun siège. La CGT en net recul dans le collège ouvrier (le Monde du 25 janvier) perd la majorité au comité d'établissement.

● Aux élections de délégués du personnel de Renault-Billancourt, la CGT, qui avait gagné 12 points dans le collège ouvrier, en a gagné 7 dans le deuxième collège (matricule et cadres), aux dépens surtout de la CGC. Sur 5 629 inscrits et 3 164 exprimés, elle recueille 40,04 % des voix (33,01 % en 1984), la CGC 24,93 % (28,54 % en 1984), la CFTD 15,86 % (contre 16,2 %), la CFTC 2,21 % (contre 2,19 %), la CFTD 1,35 % (contre 2,18 %).

● Pour les premières élections de délégués du personnel à la RATP, 26 500 salariés ont voté sur 39 000 inscrits, la CGC avait appelé au boycottage dans le collège cadres. La CGT arrive en tête dans les deux collèges, avec 41,2 % des voix, devant FO 24,2 %, le syndicat autonome 13,8 %, la CFTD 10,1 %, les indépendants 6,7 %, la CFTD 4 %. Mais 12 500 agents devaient voter à nouveau, le 18 février, le quorum n'ayant pas été atteint dans leurs établissements.

### CORRESPONDANCE

#### Seul compte le résultat

A la suite de l'article concernant le rachat de la Société Touron du groupe Boussac par un industriel de Hongkong (le Monde du 2 janvier), nous avons reçu de M. Michel Foussard, secrétaire général du comité d'expansion de l'Aisne, les précisions suivantes.

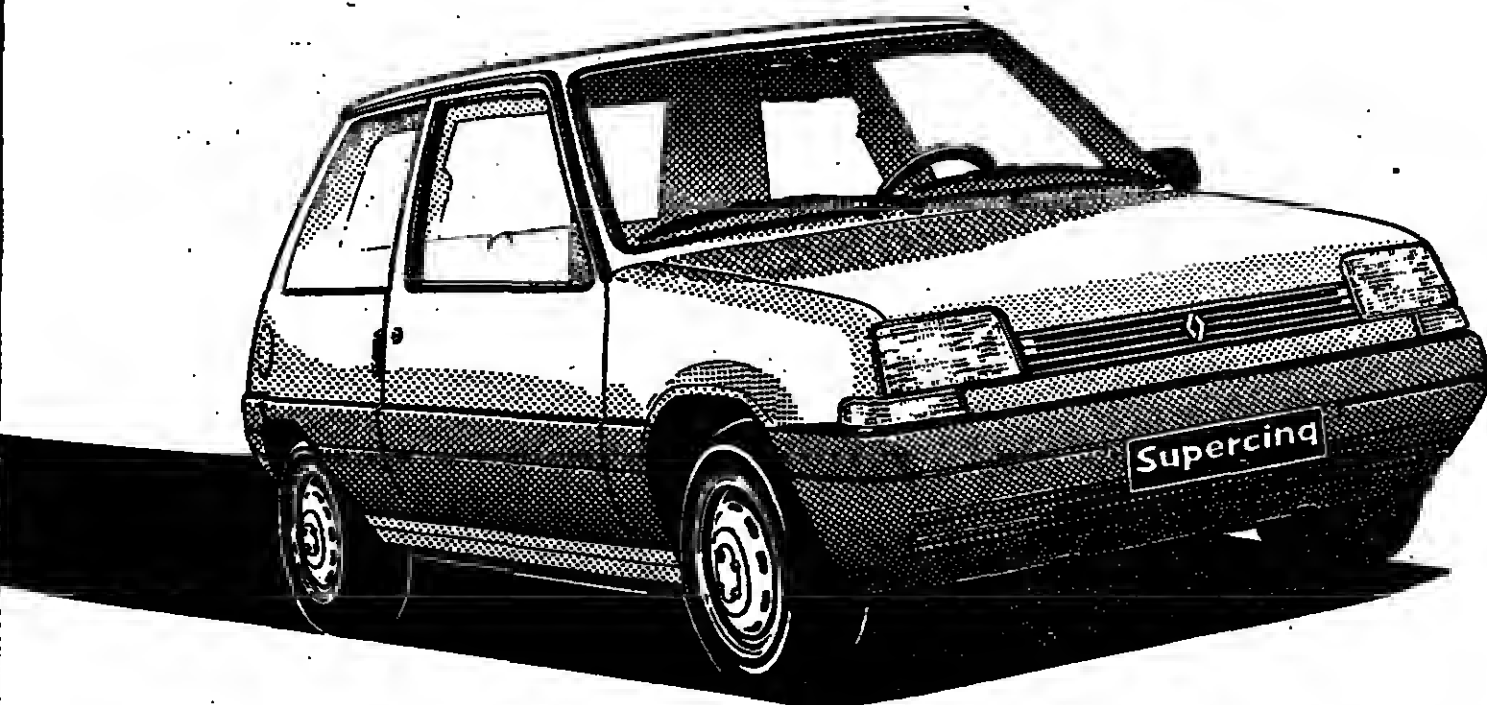
« Selon le comité d'expansion de l'Aisne, cette solution aura seulement évité une aggravation de la situation ».

« Ce ne serait déjà pas négligeable, mais j'aurais insisté sur le fait qu'on avait trop tendance à n'évaluer l'économie qu'en terme de chômage ou d'emploi et que, au-delà d'une simple compensation statistique avec les licenciements Touron et MBK, il fallait considérer la création de richesses locales, les importants investissements, la diminution des importations et les multiples retombées induites ».

« Signer un contrat avec M. Tang est-ce — ainsi que l'affirme le comité d'expansion — perdre confiance dans le dynamisme industriel français ? »

« Nous n'avons aucun état d'âme quant à l'origine des investisseurs. Seul compte le résultat en termes de développement économique. Quant à la perte de confiance dans le dynamisme industriel j'ai indiqué au contraire qu'il existe des entreprises performantes dans tous les secteurs même en déclin et que c'était particulièrement le cas, pourant difficile, du textile : la réussite dans le département de Delcort, le Bourget, Weill, Tréves, la broderie en général, pour ne citer que les principaux, étant là pour en témoigner ».

Pour **417<sup>F</sup>** par mois  
Supercinq je te veux!



RENAULT BAIL vous propose un bail avec option d'achat pendant 60 mois. Avec un dépôt de garantie initial de 11.670F égal à l'option d'achat finale, 12 loyers mensuels de 417F la première année, 630F la deuxième et 36 mensualités de 952F les 3 années suivantes. Coût total en cas d'acquisition 58.506F. Offre valable jusqu'au 28.02.85, sous réserve d'acceptation du dossier.

Modèle présenté: RENAULT 5 C. Prix clés en main Janvier 85: 38.900F. Millésime 85.

RENAULT BAIL S.A. au capital de 150.000.000 F, 51/53 Champs Elysées, 75008 PARIS. R.C. PARIS B 702 002 221.

RENAULT présente **elf**

**Renault Supercinq**

هكذا من الأصل



# MONNAIES

## Très vif succès pour le premier emprunt en ECU de la BEI sur le marché français

Le premier emprunt en ECU lancé par la Banque européenne d'investissement (BEI) sur le marché français a obtenu un très vif succès. Emis à 9,25 % sur dix ans pour un montant de 200 millions d'ECU, dont 160 millions pour la France (environ 1 milliard de francs) et 40 millions pour l'étranger, il a été placé, instantanément, auprès des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, caisses de retraite) et des organismes de placement collectifs (SICAV et Fonds communs de placement à court terme).

Bien que le taux nominal de cet emprunt s'inscrive nettement au-dessous de ceux du marché domestique français (un peu plus de 12 % actuellement), l'émission de la BEI a été recherchée d'abord parce qu'elle est libellée en ECU, l'unité monétaire européenne (6,80 F), ensuite parce que les souscripteurs ne doivent plus s'effectuer par le canal de la devise-titre, qui, normalement, impose un supplément variable: il a atteint 36 % pour revenir à 3 % et s'inscrive actuellement un peu au-dessus de 10 %.

En revanche, les particuliers sont peu intéressés par l'emprunt de la BEI, car son régime fiscal est pénalisant, notamment par l'absence de l'abattement de 5 000 F sur les revenus. Par ailleurs, les souscriptions ne peuvent guère, en principe, être effectuées à moins de 30 000 à 40 000 ECU (200 000 F à 300 000 F), ce qui limite leur accès pour les petits portefeuilles.

Une telle émission, patronnée par la BNP, et cotée à Paris comme à Luxembourg, était attendue depuis l'autorisation donnée, en novembre 1984, aux résidents français de souscrire à des emprunts libellés en ECU, avec l'assouplissement correspondant du contrôle des changes (exonération de la devise-titre). La France imitait ainsi le Danemark en 1983 et l'Italie en 1984, sans oublier la Suisse et les Etats-Unis, pays où le contrôle des changes n'existe pas.

F. R.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.-L.	9,6280	9,6280	+ 170	+ 180
\$ can.	7,2862	7,2862	+ 24	+ 42
Yen (100)	3,8046	3,8047	+ 124	+ 134
DM	3,8578	3,8592	+ 117	+ 125
Franc	2,7061	2,7073	+ 98	+ 104
F.B. (100)	15,2780	15,2840	- 57	- 17
F.S. (100)	3,6350	3,6375	+ 134	+ 140
L. (1 000)	4,9663	4,9674	- 177	- 307
E. (100)	16,2885	16,3113	- 157	- 358

### TAUX DES EUROMONNAIES

SE-L	8	1/8	8	1/4	8	5	1/16	8	3/16	8	5	1/8	8	1/4	8	1/2	8	5/8
DM	5	3/8	5	1/2	8	5	9/16	5	11/16	8	5	3/4	8	5	7/8	8	6	13/16
Franc	10	1/4	10	1/2	10	5	3/4	10	13/16	10	5	11/8	10	5	3/2	10	10	13/16
F.B. (100)	10	1/4	10	1/2	10	5	3/4	10	13/16	10	5	11/8	10	5	3/2	10	10	13/16
F.S. (100)	10	1/4	10	1/2	10	5	3/4	10	13/16	10	5	11/8	10	5	3/2	10	10	13/16
L (1000)	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2	14	1/2
E (100)	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4	12	1/4
F. franc	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4	10	1/4

# AGRICULTURE

### NOUVELLE QUERELLE SUR LE VEAU AUX HORMONES

La campagne lancée par l'Union fédérale des consommateurs sur le thème: « Le veau aux hormones est revenu n'en mangez plus » - après le vote, en juillet 1984, d'une loi autorisant les hormones dans l'élevage bovin - a soulevé une réaction de l'ensemble des organismes professionnels viés, public ou privé.

L'Office public des viandes (OFIVAL) déplore « l'irresponsabilité de cette initiative, qui met en cause tout un secteur économique », et a décidé, le 25 janvier, la mise en place d'un observatoire permanent chargé de suivre le marché du veau pour intervenir en cas de baisse sensible des achats à la consommation.

Quant au secrétaire d'Etat à l'Agriculture, M. René Souche, il a jugé l'action de l'UFC « tout à fait infondée et dangereuse ».

L'UFC par une campagne qui rappelle celle de 1980 - qui avait alors connu un réel succès - veut obtenir des pouvoirs publics l'information du consommateur au stade de la vente de détail de la viande bovine. Elle juge nécessaire d'être informé sur la race de l'animal, son sexe, son âge à l'abattage, la date d'abattage et le traitement ou non avec des antibiotiques.

En 1984, 381 000 tonnes de viande de veau ont été abattues en France où la consommation a été de 370 000 tonnes. L'excédent commercial dans ce secteur a atteint 2 milliards de francs.

### DÉBOIRES DANS LE WHISKY

Distillers, le principal fabricant écossais de whisky, a décidé de fermer dix de ses trente-quatre distilleries de malt. Johnnie Walker, Heig's, White Horse et Dewar's sont les marques les plus connues de Distillers.

Ces nouvelles fermetures - après une première vague il y a deux ans - s'expliquent par la crise que traversent les fabricants de whisky depuis quelques années. Beaucoup de petites distilleries familiales sont accusées à la fois en Ecosse, où le whisky était l'une des industries principales, employant jusqu'à vingt-cinq mille personnes.

La raison de ces déboires - qui font écho à la presse britannique - est que cette industrie est désormais « on the rocks » - est une chute de la consommation mondiale de plus de 10 %, tandis que les stocks sont très élevés. L'engouement pour le liquide embrié avait été soutenu jusqu'en 1978; grisé, les fabricants s'étaient suréquipés. La concurrence de la vodka et des boissons moins alcoolisées, comme le vin, les contraint au régime sec.

### Le Carnet des Entreprises

#### ● OGILVY & MATHER

M. Nicholas BAUM,

précédemment directeur général adjoint, est nommé vice-président. Nicholas Baum a commencé sa carrière chez Ogilvy & Mather Londres en 1968, avant de rejoindre Ogilvy & Mather Paris au moment de sa création, en 1972.

M. Daniel SICOURI,

actuellement directeur-conseil, est nommé directeur. Daniel Sicouri, diplômé des Hautes Etudes Commerciales, est entré chez Ogilvy & Mather Paris en 1978.

#### ● GROUPE ROWNTREE MACKINTOSH

depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985,

M. Jean GUÉRIN,

président-directeur général de la filiale française Rowntree Mackintosh SA, entre au conseil d'administration de Rowntree Mackintosh P.L.C., société mère du groupe alimentaire britannique et deviendra président de la zone Europe à compter du 31 mars 1985.

M. Jean GUÉRIN, quarante-neuf ans, a rejoint le groupe Rowntree Mackintosh en 1971. Ingénieur ENSCM, il est diplômé de l'Institut d'administration des entreprises de Paris et de la Harvard Business School.

M. Gordon NEAL,

trente-neuf ans, diplômé de l'université de Cambridge, directeur général adjoint, succèdera à M. Jean Guérin au 31 mars 1985 comme directeur général de Rowntree Mackintosh SA.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à: 770-26-33.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE ALTO	ALTEP	ACTIF A COURT TERME ALTO	ACTIF A COURT TERME ALTEP	ACTIF A COURT TERME ALTO	ACTIF A COURT TERME ALTEP	ACTIF A COURT TERME ALTO	ACTIF A COURT TERME ALTEP
Or et monnaies	4 879 437	1 299 220	68 469	58 721	2 841 646	2 841 646	2 841 646	2 841 646
Titres d'Etat en circulation	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Autres titres d'Etat	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS 45, Boulevard Haussmann 75009 Paris et dans ses diverses agences

#### IN INTERTECHNIQUE

Le conseil d'administration s'est réuni le 23 janvier 1985 et a pris connaissance des premiers résultats ayant trait à l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires hors taxes et hors filiales est de 963,3 millions contre 816,9 (plus 18 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 994,8 millions contre 806,3 (plus 23 %) en exportation directe.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes est de 428,1 millions contre 420,2 (plus 2 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 403,9 millions contre 380,2 (plus 6 %).

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes est de 535,2 millions contre 396,7 (plus 35 %), le montant hors taxes des commandes reçues est de 590,9 millions contre 426,1 (plus 39 %).

Le résultat de la société sera supérieur à celui de 1983.

#### Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 246-72-23, poste 2412

## Barclays Bank S.A.

L'Assemblée Générale des Actionnaires du 18 janvier 1985 a nommé Administrateur avec effet de la même date

M. Alain CHEVALIER  
Président de Moët Hennessy

Le Conseil d'Administration de Barclays Bank S.A. est composé dorénavant des membres suivants:

Président: M. Maurice PEROUSE

Vice-Président - Directeur Général: M. Pierre de LALANDE

Vice-Président: M. Henry LAMBERT

Administrateurs:

M. Jean-Claude AARON M. Jean-Noël BONGRAIN M. Pierre CAWSEY M. Alain CHEVALIER M. Laurence COCKBURN, DFC M. Cyril Hugh MANTON M. Nicholas MAXWELL, LAWFORD M. Jean-Louis PILLIARD M. Ambroise ROUX

This announcement appears as a matter of record only October, 1984

## DENISON-POTACAN POTASH COMPANY

CDN. \$325,000,000

Limited Recourse Financing for the DPPC Potash Project in New Brunswick, Canada

#### Lead Managers

Banque Indosuez

Deutsche Bank Aktiengesellschaft

The Royal Bank of Canada

#### Co-Lead Managers

Bank of Montreal

Canadian Imperial Bank of Commerce

#### Managers

Bank of America Canada

The Bank of Nova Scotia

The Bank of Tokyo Canada

Banque de la Société Financière Européenne (SFE Group)

Banque Nationale de Paris (Canada)

Citibank Canada

Commerzbank Aktiengesellschaft

Dresdner Bank Canada

Fuji Bank Canada

Morgan Bank of Canada

National Bank of Canada

The Toronto-Dominion Bank

Union Bank of Switzerland (Canada)

Westfalia Bank Aktiengesellschaft

#### Funds Provided by

Bank of America

Bank of Montreal

The Bank of Nova Scotia

The Bank of Tokyo Canada

Banque de la Société Financière Européenne (SFE Group)

Banque Indosuez

Banque Nationale de Paris

Banque Nationale de Paris (Canada)

Canadian Imperial Bank of Commerce

Citibank Canada

Commerzbank International Société Anonyme

Deutsche Bank (Canada)

Deutsche Bank Compagnie Financière Luxembourg

Dresdner Bank Canada

Fuji Bank Canada

Morgan Bank of Canada

National Bank of Canada

The Royal Bank of Canada

The Toronto-Dominion Bank

Union Bank of Switzerland (Canada)

Westfalia Bank International S.A.

#### Agent

The Royal Bank of Canada

## MARCHÉS

PARIS

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER

1985 1<sup>er</sup> JANVIER



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

24 janvier

### La hausse s'accroît

Tendement remarqué en début de semaine, puis amplifié les jours précédents, la hausse des cours s'est encore accrue jeudi à la Bourse de Paris. Une demi-heure après l'ouverture, l'indice de la cote officielle avait gagné 1,9 %, il a continué à progresser jusqu'à la clôture, ce qui n'est pas si fréquent.

C'est un très bon score. Les boursiers ne souhaitent pas que le marché s'emballe en ce premier jour de liquidation à fin février. Ils le craignent même car, dans la matinée, le papier, assurant-on, était introuvable. La nouvelle hausse de Wall Street, désormais en vue de son plus haut niveau de toujours, la forte réduction du déficit de la balance des paiements pour 1984, enfin et surtout l'abondance des liquidités expliquent pour l'essentiel cette nouvelle et sensible progression des cours. En l'espace de quatre jours, le marché a monté d'un peu plus de 3,2 %. Supposé à bien accroché les 270 F (+ 2,5 %). Mais l'indice s'est aussi porté sur les sociétés de portefeuille (Nord Est notamment) et sur le bâtiment (SCREG, Ciments français, Auxiliaire d'Entreprises, Lafarge), tandis que Michelin profitait encore d'un traitement favorable. Le taux des reports en fin de mois a été fixé à 10,5 % contre 11 1/2 % à fin décembre. Cette baisse, disant-on, serait surtout due à d'importantes positions vendeuses.

Quant à Creusot-Loire, c'est fini. L'action a été radiée. Dernier cours : 5,20 F le 23 janvier.

Le deviser a continué de sa rampe à la cote officielle, 10,68 F et 10,75 F contre 10,72 F le 23 janvier.

Alors, la veille au soir, l'or s'est très légèrement redressé à Londres : 301,90 dollars l'once (+ 1,65 dollar).

A Paris, le lingot a gagné 30 F à 94 500 F, mais le napoléon a cédé 3 F à 594 F.

Le volume des transactions a diminué : 7,27 millions de F contre 7,63 millions.

## NEW-YORK

24 janvier

### Ventes bénéficiaires

En vue de son plus haut niveau de toujours (1 287,20), Wall Street n'a pas fléchi, jeudi, à rejoindre ce sommet. Après la récente flambée des cours, des ventes bénéficiaires se sont produites. Elles ont cependant été assez bien absorbées, n'entraînant ainsi qu'une petite partie des gains accumulés ces derniers jours. A la clôture, l'indice des industrielles accusait un modeste repli de 4,31 points à 1 270,42. Le bilan de la journée est, pour sa part, resté positif. Sur 353 valeurs traitées, 202 ont monté, 73 ont baissé et 412 n'ont pas varié.

Cette forte résistance à la baisse faisait l'objet de commentaires très favorables autour du « Big Board ». Pour les professionnels, le marché a, désormais, acquis la conviction que la Réserve fédérale ne modifiera pas sa politique de crédit, même si l'expansion économique venait à s'accroître. Dans l'immédiat, selon les spécialistes, les investisseurs institutionnels sont un peu à court de liquidités, ce qui leur procure, ils ont vendu des actions d'entreprises de services, qui avaient bien monté en 1984, également des obligations. De l'avis général, la pause observée en Bourse pourrait se poursuivre quelques jours avant qu'une reprise ne s'annonce. Une très forte activité a régné, et 160,74 millions de titres ont été échangés, contre 144,40 millions la veille.

VALEURS	Cours de 23 jan.	Cours de 24 jan.
Alcoa	21 1/2	21 3/4
A.T.T.	21 1/2	21 3/4
Boeing	21 1/2	21 3/4
Chemical Bank	21 1/2	21 3/4
Du Pont de Nemours	21 1/2	21 3/4
Eastman Kodak	21 1/2	21 3/4
Exxon	21 1/2	21 3/4
Ford	21 1/2	21 3/4
General Electric	21 1/2	21 3/4
General Motors	21 1/2	21 3/4
IBM	21 1/2	21 3/4
ITT	21 1/2	21 3/4
Johnson & Johnson	21 1/2	21 3/4
McDonald's	21 1/2	21 3/4
Merck & Co.	21 1/2	21 3/4
U.S. Steel	21 1/2	21 3/4
Walt Disney	21 1/2	21 3/4
Xerox Corp.	21 1/2	21 3/4

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**EXXON.** - Le « numéro un » mondial du pétrole annonce, pour le quatrième trimestre de 1984, un bénéfice de 1,42 milliard de dollars, en baisse de 11,9 %. Le chiffre d'affaires a atteint 24,54 milliards (-1,1 %), contre 24,80 milliards. Pour l'exercice entier, le résultat net du groupe s'élève à 5,52 milliards de dollars (+ 11 %).

**COMPAGNIE FRANÇAISE DES FERRAILLES.** - Pour l'exercice clos le 30 septembre 1984, le bénéfice net de la société mère atteint 16,1 millions de francs (+ 60 %) pour un chiffre d'affaires accru de 32 %. Le résultat consolidé, pas encore arrêté, devrait montrer une sensible progression. L'exercice 1984 n'est pas encore terminé.

**UNION CARBIDE.** - Le groupe américain, qui pourrait être appelé à verser des dommages considérables du fait de la catastrophe de Bhopal (Inde), annonce un dividende de 85 cents par action pour le dernier trimestre 1984.

**PROCTER AND GAMBLE.** - Ce fabricant américain de produits chimiques et d'engrais annonce, pour le quatrième trimestre 1984, un bénéfice net de 1,42 milliard de dollars, en baisse de 11,9 %. Le chiffre d'affaires a atteint 24,54 milliards (-1,1 %), contre 24,80 milliards. Pour l'exercice entier, le résultat net du groupe s'élève à 5,52 milliards de dollars (+ 11 %).

**MONSANTO.** - Le bénéfice net du groupe pour 1984 s'élève à 439 millions de dollars, contre 402 millions pour le chiffre d'affaires de 4,69 milliards de dollars, contre 4,29 milliards.

**BIC.** - Le groupe multinational BIC annonce un chiffre d'affaires prévisionnel de 6,45 milliards de francs pour 1984, en hausse de 19 %, par rapport à l'année précédente. Les ventes de la branche BIC (stylos à bille, rasoirs jetables, etc.) se sont élevées à 4 milliards de francs (+ 19 %), celles de la branche BIC (collants) à 1,66 milliard de francs (+ 20 %) et celles de la branche Guy Laroche (prêt-à-porter de luxe) à 376 millions de francs (+ 22 %). Le chiffre d'affaires des crayons Conté est resté à 315 millions de francs, en hausse de 11 %.

Le volume d'exportation du groupe est resté à 74 % du chiffre d'affaires total, contre 71 % en 1983.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(NOSSE, base 100 : 26 jan. 1984)

Indice général : 24 jan. 1984 : 103,24  
Indice C.A. : 24 jan. 1984 : 103,24  
Indice D.A. : 24 jan. 1984 : 103,24

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effet 90 jours : 24 jan. 1984 : 10,38 %  
Effet 180 jours : 24 jan. 1984 : 10,38 %  
Effet 360 jours : 24 jan. 1984 : 10,38 %

**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
24 jan. 1984 : 164,3  
25 jan. 1984 : 164,3

**1 dollar (en yen) :** 24 jan. 1984 : 164,3  
25 jan. 1984 : 164,3

# BOURSE DE PARIS Comptant 24 JANVIER

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	27,30	0,963	Europe-Mont	600	291,20	302,60	SECONDE MARCHÉ				
5 %	44,44	1,455	Europe-Mont	600	291,20	302,60	A.S.P.-R.D.	1800		Altier	221
5 % amort. 45-54	71	1,455	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Colmar	350		B.G.I. (ex Sigeplast)	25
5 % 1973	74	1,455	Europe-Mont	600	291,20	302,60	C.M.E.	680		Bordeaux	285
5 % 1977	115,50	5,885	Europe-Mont	600	291,20	302,60	C.E.P. Elect.	285		Calsonic de France	51
5 % 1980	97,85	5,288	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Dalmeida	334		Cochery	12
5 % 1983	84,80	4,251	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
12,25 % 80/90	104,40	6,557	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
13,80 % 80/87	107	3,818	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
13,80 % 81/88	108,20	3,778	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
15,75 % 81/87	117,85	8,287	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
16,20 % 82/90	117,70	8,533	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
18 % 82/88	117,50	10,082	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
C.E.P. 7,25/81	148,62	16,500	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
C.E.P. 14,5/80-82	105,98	6,617	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 3 %	129,10	1,380	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 5 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 7 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 8 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 9 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 10 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 11 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 12 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 13 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 14 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 15 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 16 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 17 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 18 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 19 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 20 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 21 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 22 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 23 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 24 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 25 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 26 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 27 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 28 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 29 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 30 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 31 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 32 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 33 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 34 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 35 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 36 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 37 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 38 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 39 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 40 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 41 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 42 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 43 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 44 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 45 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 46 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 47 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 48 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 49 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 50 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 51 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 52 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 53 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 54 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 55 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 56 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 57 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 58 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 59 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 60 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 61 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 62 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 63 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	117
Ch. France 64 %	102,90	0,788	Europe-Mont	600	291,20	302,60	Deleury	334		Cofinor	11



UN JOUR  
DANS LE MONDE

## DÉBAT

2. LI : « La tentation social-démocrate », de Jean-Pierre Fourcade.  
- « La France et l'Afrique : une question de confiance », par Jacques Toubon.

## ÉTRANGER

- 3-4. EUROPE  
- POLOGNE : l'ancien responsable de Solidarité en France choisit de regagner son pays.  
4. DIPLOMATIE  
- Le débat sur la tige-montagne.  
5. AFRIQUE  
- AMÉRIQUES  
7. PROCHE-ORIENT

## POLITIQUE

- 8 à 10. La crise en Nouvelle-Calédonie.

## CULTURE

13. MUSIQUE : « Le show-biz à tous les étages », par Claude Filar.  
- ÉDITION : Les grands éditeurs ne tiennent plus les centres Leclerc en infériorité avec les Lang.  
15. COMMUNICATION

## Sur 89 FM

**M. Jacques Toubon**  
« face au Monde »  
M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, est, ce vendredi 25 janvier, à 19 h 20, l'invité de l'émission « Face au Monde », sur 89 FM à Paris. Matthieu Fantoni et Jean Le Bail mènent les débats.

## SOCIÉTÉ

11. URBANISME : les grands travaux du maire de Paris.  
- MÉDECINE  
- ÉDUCATION  
12. JUSTICE : la procès de M. Gaudin contre le préfet de police de Marseille.  
17. ÉCHOS

## ÉCONOMIE

19. AFFAIRES  
20-21. ÉTRANGER  
21. SOCIAL  
22. MONNAIES

## RADIO-TÉLÉVISION (16)

INFORMATIONS  
« SERVICES » (17) :  
- « Journal officiel » (17) : Bulletin d'enseignement ; météorologie ; Loto ; Week-end d'un chasseur.  
- Annonce classées (18) : Carnet (16) ; Mots croisés (XII) ; Travaux des spectacles (14-15) ; Marchés financiers (23).

## En Nouvelle-Calédonie

## SIX BLESSÉS

## DANS L'ÎLE DE MARÉ

Six membres d'une mission de travaux publics ont été blessés, vendredi 25 janvier, dans l'île de Maré (archipel des Loyautés), par un groupe de militants indépendantistes armés de gourindes. Le haut commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, qui a confirmé cet incident, a précisé que les six hommes, qui venaient de débarquer de l'avion en provenance de Nouméa et se rendaient sur le chantier d'un collège en construction, ont été agressés par une quarantaine de militants et hospitalisés à Nouméa. Soixante-quinze gendarmes ont été envoyés sur les lieux en renfort.

Le numéro de « Monde » daté 25 janvier 1985 a été tiré à 450 624 exemplaires.

## Point 1:

Nous n'admettons pas de compromis quant à la qualité de la marchandise que nous achetons et préparons.

**MÖVENPICK Restaurants**  
12, boulevard de la Madeleine  
75009 Paris, Tél. 01/742.47.93

A B C D E F G

## LE PS RÉUNIT SON COMITÉ DIRECTEUR

## M. Jospin croit à un retournement de l'opinion

Le PS réunit le samedi 26 janvier son comité directeur à Paris. La réunion, qui sera la dernière avant les élections cantonales, devrait être l'occasion de débattre des campagnes lancées par le parti et d'adopter un texte sur les élections cantonales, après examen de la situation politique.

Le PS vient de vivre une longue période de morosité, voire de fatalisme, liée à la perspective d'une défaite électorale en 1986. Aujourd'hui, certains socialistes croient distinguer comme l'esquisse d'un « retournement » à la fois dans le parti et dans l'opinion. Cette évolution est perçue par la direction comme par les élus sur le terrain, notamment à l'occasion des reprises des cartes, qui ont lieu en ce moment. « Les militants sont mobilisés et veulent se battre », affirme un parlementaire du Nord, tandis qu'une élue de la région parisienne souligne : « Les socialistes ont pris conscience qu'ils sont seuls contre tous. C'est une situation que nous connaissons bien, cela joue comme un ressort. »

Vis-à-vis de l'opinion, on commence à murmurer, au PS, que rien n'est irréversible. « Un retournement est possible », a estimé, dimanche 20 janvier, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, lors de la fête de la rose, à Bruz (Ille-et-Vilaine). Le mardi suivant, à Paris, après d'autres dirigeants socialistes, dont M. Louis Mermier, président de l'Assemblée nationale, M. Jospin se disait « retournement optimiste » sur l'état des élections de 1986.

A son tour, M. Jean Poprec, numéro deux du PS, affirmait jeudi 24 que les « réunions d'appartenance » - destinées aux non-socialistes et organisées dans le cadre de l'action campagne - « En direct avec vous », qui ont été prolongées à la bataille des cantonales, « sont incontestablement une réussite ». « Des gens, ajoutait M. Poprec, qui ne sont pas adhérents du PS ressentent combien nous avons les cartes en main. »

L'avenir dira si le répit relatif dont font état les socialistes s'appuie à la méthode Coué, n'est que l'annonce d'une faiblesse, ou s'il s'agit des prémices d'un retournement possible. Les socialistes estiment en tout cas qu'ils bénéficient d'une conjonction de facteurs économiques et politiques qui, pour une fois, leur seraient favorables.

Facteurs économiques d'abord. Hormis l'économie point noir du chômage, tout se passe comme si le PS voulait faire passer dans l'opinion le message suivant : les préoccupations tendent à « tourner » de l'économie et des entreprises françaises sont en voie d'inversion. Ils s'estiment aujourd'hui en mesure de prétendre, avec quelque vraisemblance, à l'image d'une gauche socialiste moderne et meilleure gestionnaire que la droite.

L'assurance tranquille avec laquelle MM. Dominique Strauss-Kahn et Gérard Fuchs, chargés du secteur des études au PS, ont présenté à la presse la version du PS du bilan économique à mi-exercice (le Monde du 24 janvier) est significative de cet état d'esprit.

Facteurs politiques ensuite. Après avoir frôlé la catastrophe, les socialistes ont le sentiment - exprimé par M. Gérard Delfan, président de l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) - que « la droite n'a pas réussi à imposer une hegémonie culturelle ». Plus prosaïquement, la direction du PS considère que, après avoir cru, à certains

moments difficiles, qu'elle pourrait renverser le pouvoir d'un coup d'épée, l'opposition de droite ne parvient pas vraiment à « accrocher » l'opinion, ni par son action ni par ses propositions.

Sur le dernier dossier politique en date, la Nouvelle-Calédonie, l'opposition ne parvient pas, si l'on en croit les sondages, à susciter une adhésion franche de l'opinion et à provoquer un mouvement anti-gouvernemental massif. Les dirigeants socialistes estiment qu'ils peuvent renforcer une convergence entre l'opinion et eux sur cette idée simple : éviter « l'aventure coloniale ». Sur cette base, M. Fabius accuse l'opposition d'irresponsabilité : « Au fond, lui a-t-il lancé mercredi à l'Assemblée nationale, peu vous importe la situation de la Nouvelle-Calédonie. Ce qui vous importe, c'est qu'elle crée des difficultés au gouvernement. »

Pour obtenir le retournement dont parle M. Jospin, les socialistes comptent toujours sur une stratégie à deux volets. Vis-à-vis de leur base électorale, il s'agit de faire rendre la détermination du « combat droite-gauche » ; et vis-à-vis des élites ou des hésitants, de montrer que « l'audace, la tolérance, la responsabilité », sont du côté de la gauche, car ces derniers « ont de quoi être inquiétés » des projets de la droite.

Il suffirait toutefois que l'affaire néo-calédonienne tourne mal pour que ce présumé - et fragile - regain se transforme en handicap supplémentaire et décisif. Le débat parlementaire houleux - selon toute probabilité - autour de la réforme de mode de scrutin pour 1986 devrait avoir lieu juste après des élections cantonales massives pour la gauche. Il peut avoir des effets assez déstabilisateurs que ceux obtenus par l'opposition lors des deux précédentes grandes batailles parlementaires (presse et enseignement privé).

D'autres difficultés ne seraient pas surprenantes à propos de la politique économique. En expliquant sans fard - comme ils l'ont fait mardi - qu'un point crucial de l'action économique des socialistes

est la reconstitution du taux de marge des entreprises au niveau atteint avant la crise, MM. Strauss-Kahn et Fuchs devançaient sans doute largement l'évaluation du noyau électoral de la gauche.

Combien de socialistes de base peuvent entendre sans surprendre leurs dirigeants expliquer que M. Raymond Barre a pu tout de même porter le poids du deuxième choc pétrolier sur les entreprises et non sur les ménages ? Combien d'entre eux peuvent comprendre que leurs économistes se félicitent d'avoir réajusté le partage de la valeur ajoutée dans les entreprises au détriment des salaires ? Au demeurant, les communistes, depuis un certain temps déjà, ont saisi l'occasion pour essayer de détacher du PS une partie de son électorat populaire transmutée par un chômage dont les socialistes savent qu'ils restent le plus déterminant du jugement de l'opinion.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

## Sur le vif

## Amour toujours

Imaginez - ça ne va pas être comode - une photo, celle d'un couple enlacé, allongé sur un lit. Nu jusqu'à la taille. On les voit de profil. Ils se regardent au fond des yeux. Ils se caressent. Et alors ? Pourquoi, c'est difficile ? On a déjà vu ça cinquante mille fois.

Attendez, je ne vous ai pas tout dit. Ce n'est pas un couple comme les autres. C'est un couple de personnes âgées. Très âgées. Cette photo, elle est superbe, j'aurais voulu vous la montrer, la reproduire en pleine page à ce journal. Savez-vous ce que c'est ? Une pub. Une pub placardée sur tous les murs d'Oslo par une compagnie d'assurances norvégienne. Assurez-vous sur la vie. Assurez-vous sur l'amour. L'amour ancien, l'amour toujours. L'amour, vieillissez. Jusqu'à ce que la mort vous sépare. Cette affiche a fait scandale. Oui, même dans les pays scandinaves, qui ne passent

pourant pas pour bégues, ont amour-là reste tabou. Ou on le fesse, bon, oui, peut-être. Ou on le montre, non, ça, pas question.

Ca vous choque, vous ? Moi, pas, au contraire. Ça me ramène, ça me touche, ça me donne de l'espoir. Question d'âge peut-être. A vingt ans, on panique à l'idée d'en avoir un jour cinquante. C'est vite arrivé pourtant. Si vite que dans notre for intérieur rien n'a eu le temps de changer. Notre être demeure intact. Avec ses dégoûts, ses craintes, ses refus. Avec quatre-vingt-dix ans ? Merçi bien, jamais ! Et quand on y est... Merçi !

Question d'âge et question d'époque. Vous verrez qu'en l'an 2000 cette affiche-là paraîtra si banale que pour attirer l'attention du passant il faudra l'accompagner d'un : demain on enlève le drap.

CLAUDE SARRAUTE.

## La grande halle de La Villette inaugurée par M. Mitterrand

La grande halle de La Villette, dont la structure métallique, construite en 1967 par Jules de Ménil, couvre près de 2 hectares au sol, a été réaménagée et devrait être inaugurée ce vendredi 25 janvier par M. Mitterrand.

Ouverte à tous les vents sur un sol pavé où des rigoles rappelaient l'usage antérieur d'abri pour les bœufs, cette magnifique bâtisse n'avait pas cessé, même après la fermeture des abattoirs en 1974, d'être utilisée pour rassembler des foules lors de meetings politiques ou de concerts, ou pour des expositions temporaires, comme les foires à la ferraille par exemple.

En adaptant l'édifice à des usages plus variés, les architectes Bernard Reichlin et Philippe Robert, devenus des spécialistes de la reprise des bâtiments de dis-servance abais-

(ils ont notamment installé des logements dans d'anciennes filatures à Roubaix et à Elbeuf), ont maintenu la « souplesse », d'utilisation de ce gigantesque parloir. Leur travail donne une idée de ce qui aurait pu être fait au centre de Paris si l'on n'avait pas démolé tous les pavillons de Balzac.

En moins de deux ans, pour un coût total de 250 millions de francs, l'espace de la grande halle a été isolé, aménagé, équipé, restauré : la structure métallique a été réparée et repeinte ; des glaces assurent une fermeture complète en retrait de la façade, ménageant ainsi une galerie extérieure protégée, tout en préservant au maximum l'espace particulier d'une architecture industrielle aujourd'hui très appréciée des muséologues et des passionnés de l'architecture. Le public de circuler à différents niveaux ; trois ponts suspendus serviront à adapter les surfaces intérieures, à les partager suivant l'usage que l'on veut faire du lieu.

Des locaux de service et une salle de conférences de trois cents places ont été construits en sous-sol. Enfin une salle de spectacles pour quatre mille personnes peut être isolée au nord de la nef principale. Au total seize mille personnes pourront être accueillies dans la halle.

La première manifestation importante sera dès le 21 mars l'installation de la traditionnelle Biennale de Paris qui est ouverte aux jeunes architectes et artistes des arts plastiques. Du 21 juin au 20 août seront organisés des jeux et des sports à l'intention des Parisiens ; un Salon international de la musique est prévu en septembre et d'octobre 1985 à février 1986 un important « carrefour des technologies » qui préfigure l'ouverture du musée lui-même.

Après la mise en service il y a un an de la salle de spectacles du Zénith l'ouverture de la grande halle va apporter un nouvel élément d'animation dans le « domaine » de 55 hectares des anciens abattoirs avant que le musée lui-même ne soit en grande partie ouvert au public en 1986.

NICHEL CHAMPENOIS.

ESSAYEZ GRATUITEMENT  
UNE LAMPE DE LECTURE CHEZ VOUS  
Adaptez la lumière à vos besoins  
intensité et hauteur  
réglables. Conseil et  
service après-vente  
de qualité.

READY  
MADE

20-40 RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL: 260.28.01

Reliable but  
never predictable.

WEST HON LONDON - ORCHY HANLEY - POOLY HANLEY - WORLD POLICE - CLINT  
AFFAIRS - INTERNATIONAL BUSINESS - FRANCE - KODAK - TOSHIBA - ECONO  
INDICATORS - BUSINESS AFFAIRS - COUNTRY AND INDUSTRY SURVEYS - BOOKS - LETTERS

Traduction de toutes les langues : « 24h », seule journal hebdomadaire

10<sup>e</sup> EXPO AVEC t1

10<sup>e</sup> CONGRÈS-EXPOSITION DE MICRO-INFORMATIQUE  
DU 16 AU 19 FÉVRIER 1985  
PALAIS DES CONGRÈS - CIP, PORTE MAILLOT - PARIS

Sur 7 000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition, tous les domaines de la micro-informatique (entrée 20 F).  
70 heures de conférences sur tous les thèmes d'actualité. Un passeport d'une valeur de 100 F permet l'accès permanent à l'exposition ainsi qu'à toutes les conférences.  
Catalogue détaillé sur demande à :  
SYREX, 6-8, impasse du Curé - 75018 PARIS.

Les meilleures marques  
**TRECA**  
**EPEDA**  
**SIMMONS**  
**PIRELLI**  
Les meilleurs prix

**CAPELOU** DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République - 75011 PARIS - Tél. 357.46.35  
Métro : PARMENTIER

**ARNYS**  
PARIS

**SOLDE**

**ARNYS** 14, rue de Sévres 7<sup>e</sup> - Tél. 548.76.99

مكتبة من الأصل



Amour toujours

[illegible]

• Halle de La Villette  
• par M. Mitterrand

[illegible]

The following is a list of the names of the persons who have been appointed to the various positions in the various departments of the Government of the State of New York, for the year ending June 30, 1901.

TRE  
EP  
SMA  
PIRE

# CAPÉLOU

**SOLDE**

1991



LE PHOTOGRAPHE JOHN GRIFFITHS, MEMBRE DE L'AGENCE MAGNUM, DONT LES IMAGES EN FONT UN DES GRANDS TÉMOINS DE LA GUERRE DU VIETNAM.

**Paris, capitale mondiale de la photographie de presse. Qui le savait ? Trois agences se taillent la part du lion ; toutes les trois ont profité du prestige de la célèbre entreprise Magnum fondée en 1947 par le non moins célèbre Cartier-Bresson. Cette suprématie ne devait sans doute pas suffire, car voici l'Agence France-Presse qui se lance aujourd'hui à l'attaque des bastions américains et étend ses services photos sur le monde entier, imitée par Reuter, mais déjà très en vue avec quelques très jolis coups. Patrons d'agences ou hommes de terrain ? Deux métiers difficiles dans l'âpre course à l'actualité que se livrent sans pitié ces grands chasseurs d'images dont les médias ne peuvent désormais plus se passer. (Page III.)**

Le Muséum national d'histoire naturelle  
abrite depuis le 22 janvier  
une exposition intitulée  
« Invention de la nature  
et innovation industrielle ».  
La nature a inventé d'innombrables solutions  
pour résoudre les problèmes de locomotion,  
de nourriture, de survie.  
Il s'agit d'expliquer au grand public  
comment l'industrie a copié les systèmes naturels  
pour mettre au point des machines performantes.  
Ainsi s'ouvre un nouveau chapitre du savoir,  
la « bionique ». (Page VIII.)

La bande dessinée est au rendez-vous d'Angoulême et devait recevoir, le samedi 26 janvier, un visiteur de marque en la personne du président de la République. Dans un marché qui s'est furieusement développé depuis dix ans, les préoccupations commerciales ont pris la pas sur les exigences de la création artistique : violence et pornographie s'imposent. Au point que quatre dessinatrices, parmi les plus célèbres, ont décidé de lancer un cri de colère contre les fâcheuses tendances d'un nouveau genre littéraire à succès. (Page XI.)

هكذا من الأصل



# Kiosque

## L'éprouvette de Jupiter

**E**T la famille, ça va ? Comme le reste : on n'est plus sûr de rien, les certitudes vacillent et les comportements chamboulent la morale. Cette chère vieille cellule de base de la société, ce refuge parmi les refuges, ce foyer où l'on devrait se réchauffer à la flamme des sentiments, l'ardeur des individus, elle est atteinte sur deux fronts.

Il y a la bataille de la norme et il y a l'offensive de la technique. La norme, c'est ce qui se fait, ce qui se vit, ce qui est convenable, moyen, normal en somme. Bien malin aujourd'hui qui pourrait nous la définir, cette norme ! Qui pourrait nous démontrer la cohérence globale, unique, des comportements ! Vous êtes marié ? Normal. Divorcé ? Normal. Concubin ? Normal. Homosexuel ? Normal.

La vie — ou plutôt le mort — vous a conduit au veuvage ? Fréquent. Vos enfants, à peine sortis de l'adolescence, vous ont abandonné pour cohabiter juvénilement ? Courant. Mère célibataire ? Pape solitaire ? Couple éphémère ? Union sans sanction ? Solitude sans remords ? Sexualité à spectre large ? Ni dieu, ni mermots ? Normal, normal, et encore normal.

Mais-Claire d'autres éléments afin d'alimenter leur refus. On y apprend que la vie conjugale peut être un enfer. Selon un sondage réalisé par la SOFRES, 16 % des Français vivent en couple reconnaissent se battre ou s'être battus avec leur compagnon ou leur compagne. Le partage des coups est assez équitable, si l'on en croit cette enquête, les hommes recevant autant qu'ils donnent. Marie-Claire affirme que les pugilats sont marqués par « une constante inattendue : ce sont les femmes qui commencent ». Les trappes interrogées ont toutes donné la même excuse : « Le mystère du compagnon, considéré comme le pire des violences. Pour le faire sortir de son silence, une seule solution : frapper. » Il ne faut pas confondre femmes battues et scènes de ménage. Une épouse qui pratique la boxe conjugale comme d'autres font du jogging témoigne : « Une fois, on a hébergé une copine qui a débarqué chez nous avec trois points de suture sur la pommette et un papier des flics pour le divorce. Son mari lui avait tapé dessus. On était outrés ! En aucun cas, je ne me sens battue. On se bat, c'est différent. »

Plaies et bosses en famille, l'institution elle-même malmenée par l'évolution de la société. Le tableau n'était déjà pas rose, mais voici que la science vient compliquer le célèbre jeu du papa et de la maman. Moins on a d'enfants, plus il y a de manières de les faire. Fécondations in vitro, inséminations artificielles avec ou sans donneur, paternités posthumes, locations d'utérus, dons d'ovules, congélations d'embryons : la liste s'allonge sans cesse et le mariage antérieur de procréer deviendra bientôt une technique délicate, n'ayant plus pour elle que son agrément passager.

Les moralistes ont le tournis. Dans la Vie José de Broucker écrit : « Tout le monde reconnaît que les progrès de la science et de la technique permettent de répondre à l'attente de nombreux couples stériles. Mais tout le monde a conscience également que c'est tout l'édifice de la famille, fondée sur la relation naturelle biologique, relationnelle et affective, qui est en jeu. On peut en être sûr, dès lors que les faits divers deviendront des faits normaux (...). Droits de l'enfant ? Droit à l'enfant ? Amour et procréation ? Procréation sans amour ? Dans le monde qui est le nôtre, maître de la vie sinon de la mort, la réponse chrétienne ne va pas de soi. »

« Les plus inquiets des progrès de la science », note l'Express, sont ses propres artisans. Mais l'hébergement déconstruit : « Pas de vaines illusions, on n'atteint pas le progrès. Tout au plus doit-on en maîtriser les excès. Au fil de son histoire, l'homme qui se dit Sapiens n'a jamais résisté à la tentation de l'indélicatesse. Ce qu'il pouvait, ce qu'il savait faire, il l'a toujours fait. »

Certes, mais à quel prix ! Ces enfants de la science, conçus en éprouvette, procréés en pipette et dont le premier bécot aura été la paillasse d'un labo, n'éprouveront-ils pas, un jour, en apprenant que la « scène primitive » qui les fit naître n'était qu'une « manip », comme un doute existentiel ? Désir d'enfant, désir technique ? La névrose, pourquoi pas, au bout du chemin. Les psychanalystes y songent. Dans l'Année, la magazine freudienne, Colette Soler nous invite à ne pas conclure hâtivement sur le destin psychique du bébé éprouvette : « En quoi l'éprouvette, dont on ne manquera pas de l'entretenir, empêcherait-elle, plus que les choux d'autrefois ou que le ventre - de - la - maman - où - a - poussé - la - petite - graine - de - papa, que le sujet s'imagine sorti de la cuisse de Jupiter ? (...) Inutile de parler pour les enfants de demain. Lendemains qui chantent ou catastrophes imminentes ne sont que nos rêveries : les sujets à venir restent imprévisibles. »

La famille de demain ? Une batterie d'éprouvettes, classées par rang de taille et dans l'ordre d'arrivée à la course des désirs.

BRUNO FRAPPAT.

## La « grande pauvreté » de la médecine scolaire

Un matin, l'infirmière attachée à mon établissement m'annonça tout de go que le médecin scolaire, atteint de l'âge fatidique de la retraite, ne serait pas remplacé. La surprise indignée que je ressentis alors m'incita à ouvrir une petite enquête dont les résultats sont pour le moins inquiétants.

Un bilan de la situation s'impose tout d'abord : le secteur scolaire de notre infirmière s'étend sur seize établissements, soit une population d'environ quatre mille élèves ; celui du médecin, sur vingt-six établissements, soit dix mille élèves, privés d'assistances sociales et d'infirmières-soignantes. Un seul poste de « secouriste-lingère » existe au lycée de Melun-Nord : deux mille élèves... De plus, depuis trois ans, les médecins scolaires partant à la retraite ne semblent pas devoir être remplacés.

Payés par le DDASS, ils dépendent du secrétariat d'Etat à la santé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, les assistantes sociales et les infirmières sont attachées à l'éducation nationale, mais les médecins restent à la santé, ce qui ne simplifie guère leurs statuts respectifs.

L'image que les parents se font du médecin scolaire est souvent fautive et de parti pris : c'est un « inutile » puisqu'on le médecin de famille (qui, surmené et appelé pour une grippe, ne déclenche pas forcément une déformation de la hanche), ou pire un « raté », incapable d'ouvrir un cabinet et relégué aux tâches obscures. Na souriez pas, je l'ai entendu dire. Les parents les plus hostiles sont aussi, hélas ! souvent les plus négligents : la médecine scolaire est préventive, ils ne tiennent pas compte de l'avis du médecin. On assiste ainsi, depuis quelques années, à une augmentation alarmante du nombre des scolioses.

Les priorités de service du médecin sont effarantes et ses domaines multiples : visites obligatoires — et nécessaires — de tous les élèves entrant au cours préparatoire, de tous les élèves passant de CM 2 en 6<sup>e</sup>, de tous les élèves de 5<sup>e</sup> attei-

gnant quatorze ans dans l'année scolaire et susceptibles d'être orientés en LEP afin de décaler toute anomalie contraire à l'exercice du métier choisi, visite de tous les élèves de troisième et enfin de ceux de l'Association sportive de l'établissement. Il ne lui est plus possible, on le comprend, de visiter les élèves de lycée, sauf pour accorder ou vérifier les dispenses d'EPS.

De plus, il doit assurer les visites « à la demande », par exemple dans les écoles primaires, lorsqu'il s'agit d'orienter les enfants vers une classe d'enseignement individualisé, une section de SES, une classe d'adaptation, ou bien lorsque les instituteurs vigilants découvrent un défaut de vision ou d'audition qui mettrait l'enfant en situation d'échec scolaire.

Il doit se pencher aussi sur les questions d'éducation de la santé, individuelle ou collective, en animant un « club » au sein de l'établissement. Il doit également avoir des contacts fréquents avec les enseignants, les psychologues, les chefs d'établissement, les orthophonistes, les conseillers d'orientation et les assistantes sociales.

Il doit enfin assurer le contrôle de l'hygiène générale et de l'amélioration du cadre de vie (cantine, locaux scolaires)... et tout ceci dans une semaine de travail de trente-neuf heures et demie.

On comprend mieux, dans ces conditions, que le rôle de l'infirmière se borne, à son grand regret, à un travail purement administratif : préparer les trente dossiers quotidiens pour le médecin, établir les convocations, dresser des listes, des récapitulatifs, adresser des rappels aux familles... C'est très grave : il est grand temps de dénoncer cet état de fait et de le faire remonter à son état de fait : on ne joue pas avec la santé de nos enfants. Demain, demain, ne doit pas être bossus.

N. FREYDOZ

Directrice adjointe du collège Jean-Vilar (Vers-Saint-Denis).



Boîte aux lettres portugaise pour voiture à traction animale (XIX<sup>e</sup> siècle).

## Hommes de banque contre robots

Le dossier « banques » : nouveau langage, nouvelles armes m'a vivement intéressé.

Il fait le point sur les systèmes Swift et Sagittaire, ainsi que sur la banque à domicile (vidéo-compte). Dans la profession bancaire, les nouvelles technologies avancent très vite (voir l'exemple de la carte à mémoire). Mais également le visage de la banque se transforme puisque des guichets entièrement équipés d'automates bancaires sont expérimentés, notamment au Crédit lyonnais de Rennes et de Marseille. Que de changements à venir ! Afin d'éviter d'éventuelles conséquences sociales négatives sur les salariés de la banque (face à ce nouveau type de travail), nous avons proposé d'en débattre avec les « décideurs ». C'est ainsi que, depuis juin 1984, un groupe de travail (patron et syndicalistes) se réunit

chaque mois au Crédit lyonnais pour examiner l'avenir de la banque. Notre intention étant de négocier l'emploi, la formation et le temps de travail, tout en tenant compte de la productivité et de la rentabilité de l'entreprise.

L'Association française des banques s'est inspirée de cette expérience pour innover dans le dialogue social en exposant les nouvelles technologies de la profession (mécanique, bureautique).

La profession bancaire tout entière se transforme. Il est important que toutes les parties en discutent si l'on veut éviter de « nouveaux Talbot ».

JEAN-PIERRE LESCOPI,  
délégué national CFDT  
Crédit lyonnais  
(Paris).

## Contre-pied.

# Temps libre, temps mou

**E**NJEU longuement pathétique de la lutte de classes, des vacances — inscrites en 1936, par le Front populaire, dans le droit social — sont devenues, au grand ton de l'économie de croissance, une cible privilégiée des désirs communs et un test de leur impatience. A 50 % Français, à peine, elles furent dévolues l'an dernier. Mais il en est de l'autre moitié comme des affamés du dix-neuvième siècle, hantés par les ripailles d'une minorité de nantis.

Le grand exode d'été est, à un moindre degré, celui vers les champs de ski cloués de l'imaginaire collectif au point que, pour un peu plus de vingt-cinq millions d'élans, ce poste de dépense coûte de près celui, traditionnellement prioritaire, des nourritures. Et ce n'est pas seulement en vue des congés solemnels que cette disposition des budgets familiaux s'aménage. Tout y conspire : les « ponts » de plus en plus fréquents jetés par les pouvoirs entre les jours ouvrables à la faveur des fêtes carillonnées ; le vendredi soir, le dépeuplement des villes, leurs habitants poursuivant, au prix d'indicibles tensions, les béatitudes chimériques d'un week-end hypothéqué par les embouteillages du retour.

Furie universelle des vacances déviées de leur finalité originelle quand la bourgeoisie, à la fin du dix-huitième siècle, y distingue un modèle d'homme, une façon de singer l'aristocratie ignorant les partages du calendrier, les séquences du labeur et du repos. Au duc d'Orléans, futur Philippe-Egalité, premier prince du sang, qui réalise une opération immobilière au Palais-Royal en y faisant lotir des commerces, Louis XVI, en 1784, méprisait, déclare : « Il paraît que vous tenez boutique, mon cousin ; ainsi on ne vous verra plus que le dimanche ! » En notre monde prétendu d'abondance, le loisir est un bien de

consommation courante, il se banalise. Le rituel de l'évasion, délesté de ses charges symboliques, énoncé en termes symétriques la présence et l'absence, le temps de contrainte et le temps libre.

Liberté sans aventure. Primitivement, au dix-neuvième siècle, les vacances en produisent l'illusion. Recherche de l'inconnu dans les lieux et dans les usages. L'hôtel ou la maison de villégiature assortissent le risque à la sécurité. Dans les espaces ratifiés par un consensus unanime, des comportements inédits jouent la comédie de l'innovation. Dramaturgie généralement rendue par Proust, démodée maintenant. De l'illuminante frénésie des départs résulte une monotonie pitoyable. Les vacances s'effectuent à un rythme obsessionnel qui les fige à l'unisson des besoins vulgaires. On échange de décor, pas d'existence. Passant d'un genre d'occupation à un autre, de l'usine ou du bureau aux jeux de plage ou aux sports d'hiver, on demeure tributaire d'une organisation rigoureuse.

Les agences, dont on connaît l'essor depuis la création, en 1950, du Club Méditerranée, n'ont pas seulement aliéné le voyage en objet mercantile, elles l'ont, en cadence de notre frénésie d'assistance, inséré dans un réseau assurantiel hypersophisticé. Pas d'imprévu, pas de hasard. Une sociabilité dirigée dont les touristes, toutes classes réunies, se délectent, des itinéraires minutieux, des explorations codifiées, le maternage permanent des voyageurs, la prise en charge de tous leurs besoins étiquant jusqu'à dans les pérégrinations les plus insolites le plus petit halo d'incertitude.

Les glaciers, les volcans, les mers tropicales, les oliviers de Delphes, les trésors des Mogols de l'Inde, les temples de Java, les canaux de Venise ou de Bangkok, les buildings de Manhattan ou de Dallas, compris pêle-mêle dans cette programmation tentaculaire, y sont déposés de leurs caractères spécifiques, projetés dans un tourbillon d'images, dépourvus de leurs contenus à mesure que ces images se multiplient dans le vertige des déplacements. Cependant, il n'est pas indispensable d'aller si loin, de se faire photographier à dos de chameau devant le Sphinx de Gizeh ; nos paysages, nos villes, nos terroirs, sont soumis à la même expropriation, débousoifés, interchangeables, mirages d'une réalité suspendue.

Le clou de cette plongée dans le vide, c'est le corps autour et à la gloire duquel s'exalte depuis trente ans le fantasme des vacances : corps bronzé, musclé, délivré de ses entraves, corps triomphant, corps d'amour. Non pas qu'il attende des mois de juillet et d'août, voire d'une quinzaine d'hiver, les moyens de faire valoir ses prétentions et ses grâces. Toute l'année, il est en quête de performances, le soleil, la neige, la nudité, l'eau, le vent lui fournissant des occasions sporadiques de dépassement. Mais corps anesthésié malgré l'apparence, pasteurisé, régi par les instances diététiques, médicales, hygiéniques, esthétiques, tantôt normalisatrices, tantôt répressives, de la civilisation improprement dénommée de jouissance. Corps voué à cultiver sa forme en évitant les excès, à s'« écarter » par des efforts douloureux, à contrôler ses appétits, à veiller scrupuleusement sur sa taille et ses rations de glucides et de lipides, corps promis aux exploits à raison d'une éthique qui ne relève pas du plaisir mais de l'ascèse.

Figures caricaturales ou mythiques du bonheur, les vacances ne seraient-elles pas un trompe-l'œil,

une expression déguisée de la peur de vivre ? La qualité de la vie qu'elles croient redécouvrir n'est pas inhérente à l'oisiveté. Celle-ci, chez les Grecs anciens, trouve son exercice le plus noble dans le travail intellectuel opposé à la triviale servitude du travail manuel. A la fin du vingtième siècle, les travailleurs se confondant dans l'indivisible dignité de leurs tâches, peut-être convient-il de se demander si, à l'oppression du métier, ne correspond pas l'affolement des loisirs ; si, à la réhabilitation de l'activité quotidienne, les réformateurs ne devraient pas appliquer leur soin pour l'arracher à l'ineptie et à l'inauthenticité de sa marche ordinaire ; et si, à la société en train de se forger avec la robotique, l'informatique, la télématique, un univers professionnel inédit, il n'est pas plus urgent d'offrir un sens qu'une prochaine semaine de congés payés.

JEAN-PAUL ARON.

## Rock en URSS

Apparus en 1980 au Festival de musique pop de Tbilissi, en Géorgie, les groupes de musique rock de la République d'Arménie ont pour objectif d'entraîner la création d'un véritable secteur privé de distribution de disques et de cassettes.

L'enquête sur cette « révolution culturelle » que les autorités soviétiques ont renoncé à enrayer et l'interview d'Alia Pugacheva, l'une des stars du mouvement, publiées dans le Monde Aujourd'hui daté 20-21 janvier, ont été réalisées par Claude-Marie Vadrot, dont la signature a malencontreusement été omise au bas de cette double page.

La photo parue à la une du Monde Aujourd'hui du dimanche 6-janvier 7 janvier, a été réalisée par Gilles Rigoulet.

Agence



Entraînement de jeunes

en noir et blanc de ce grand événement mondial. Gama, le respect du photographe devient journaliste. Le reporter prend souvent l'habitude de signer dans le journal ses photos. Tous les appartements sont à l'agence.

Enfin, également sa fonctionnement et pour le photographe la façon de travailler. Le reporter prend souvent l'habitude de signer dans le journal ses photos. Tous les appartements sont à l'agence.

Enfin, également sa fonctionnement et pour le photographe la façon de travailler. Le reporter prend souvent l'habitude de signer dans le journal ses photos. Tous les appartements sont à l'agence.



# Agences et photographes

## Paris plaque sensible

Sygma, Gamma, Sipa. Trois champions dans la capitale du photo-journalisme.

Le succès est exemplaire. Les Français aux trois premières places. Les Américains ? Battus sur toute la ligne. Les Japonais ? inexistant. Le phénomène est assez rare pour être signalé. Le marché mondial de la photographie de presse et de magazine est, de la tête et des épaules, dominé par des entreprises françaises : 1<sup>re</sup>, Sygma. 2<sup>e</sup>, Gamma. 3<sup>e</sup>, Sipa. Et, loin derrière, les deux plus grosses agences américaines sont dirigées par des Français.

Si Paris est la capitale mondiale de la photo, elle le doit à la vitalité de la presse française, ses clients. Il existe quinze mille journaux et magazines en France, le taux le plus élevé au monde par rapport au nombre d'habitants. Deuxième facteur, la situation géographique de Paris et des décalages horaires. Pour vendre les images de la catastrophe de Bophal, on de Caroline de Monaco, l'agence doit aller vite, arriver avant les concurrents. Paris est, à ce niveau, la plaque tournante de l'Europe où se trouve concentré, avec la RFA, l'Italie et l'Espagne, le plus gros marché du monde.

Dernier élément, le savoir-faire français. Voilà maintenant 40 ans, depuis la création de la célèbre agence Magnum en 1947, que les agences françaises sont les plus réputées, les plus novatrices et les plus dynamiques.

Après Magnum, il y a eu Rapbo, Dalmas, les Reporters associés, Apis, Gamma voit le jour en 1967. Une nouvelle génération brillante de photographes (Caron, Depardon), ramenant des reportages de légende : la guerre de six jours, le Vietnam, mai 68, le Biafra, l'Irlande du Nord, Prague, l'élection de Nixon.

1970 : Michel Laurent, de Gamma, est tué en 1973 à 30 kilomètres de Saigon.

Les photographes découvrent aussi les risques financiers. Ils ne sont plus salariés, mais au pourcentage, en « spéculation permanente ». L'agence et ses reporters partagent désormais à égalité les frais de reportage comme les ventes aux journaux.

« Ce système dynamise tout le monde, nous sommes sous pression sept jours sur sept, nous devons faire preuve, à tout moment, d'imagination et de rapidité », affirme Hubert Henrotte, patron de l'agence Sygma. « Rien à voir avec les photographes américains qui ne se lèvent que s'ils ont une commande et qui préfèrent gagner 300 dollars à coup sûr, plutôt que d'en risquer 3 000 dans un grand reportage. »

Les photographes, qui sont à l'origine des trois grandes agences françaises, ont voulu ce système. Il leur procure une grande liberté. Le reporter est libre de travailler quand il le veut, de partir où il le veut. Le système du pourcentage peut aussi rapporter rapidement des sommes confortables. « Mon premier grand reportage, je l'ai fait sur les Cubains en Angola », explique Michel Seiboun, qui a travaillé sept ans à Sipa. « A l'époque, je vivais de rien, j'étais orphelin. J'ai voulu aller là-bas ; ce coup m'a rapporté 1500 dollars, une petite fortune pour moi ! »

Même s'il est journaliste et possède, à ce titre, une carte de presse, le reporter, tout indépendant qu'il est, a besoin d'être guidé par son agence. « Je suis frappé par le manque de culture générale de nombreux photographes. Moi, je lis quatre quotidiens par

deux : je reçois des photos « chaudes » de Pologne. On n'a pas réfléchi, j'ai tout envoyé sous légende ou Figaro Magazine, car à dix minutes près on louait le bouclage. Le journal a publié une image d'un policier tirant sur la foule, avec pour titre : « Voilà la preuve que la police tire sur la foule. » Or, c'était un pistolet à gaz lacrymogènes ! »

Certains photographes n'hésitent pas à attaquer en justice les journaux qui manipulent les images. En 1982, le Figaro Magazine publie une photo de brasier humain au Nicaragua affirmant qu'il s'agit là d'un massacre d'Indiens miskitos par les sandinistes au pouvoir. Alexander Haig, le secrétaire d'Etat américain, utilise le « Fig Mag » pour dénoncer les sanguinaires marxistes. En fait, ce cliché, pris quatre ans auparavant, représente des Nicaraguayens de tous bords, brûlés par la Croix-rouge par mesure d'hygiène. L'auteur de la photo, Matthews Naythons, a reçu, du journal, 3 000 francs de dollars de dommages et intérêts pour « atteinte au droit moral ».

Cette histoire ne risque pas de se produire aux Etats-Unis où la presse est beaucoup plus scrupuleuse dans l'utilisation des clichés d'agence. Impossible de publier une photo représentant plusieurs personnalités s'il manque le nom et le prénom d'une seule. Même chose pour un conflit comme le Liban : si l'image date de plus d'une semaine. Des pratiques qui sont pourtant courantes en France.

La vente de la photo à la presse est un problème aussi crucial que le déclassement de l'appareil sur le terrain. « En France, on sait créer,



Daniel Cohn-Bendit face à la police. Ou Mai 68 parfaitement saisi par Gilles Caron.

per : des locaux superbes, première agence à avoir été informatisée, recherches en vidéo-matique, développement de la télévision. Sygma, c'est aussi 70 salariés à Paris, 15 à New-York, 4 à Los Angeles ; 50 photographes sous contrat (dont 30 à l'étranger) qui diffusent une vingtaine de reportages par jour. Chiffre d'affaires en 1984 : 70 millions de francs.

Plus le temps passe, plus le cliché d'actualité perd de la valeur. Seul un cliché de bonne qualité est amorti par le photographe sur plusieurs années par le biais des archives.

Le cas d'Henri Cartier-Bresson est unique. Voilà dix ans que le plus prestigieux des photographes français a mis son appareil au placard. Récemment, il a refusé de photographier Julio Iglesias pour un quotidien oatooal. Ses quarante-cinq ans de photographie sont en archives à l'agence Magnum. En 1983, sans « travailler », et avec du seul noir et blanc (beaucoup moins rentable que la couleur), il figurait encore en cinquième position des ventes sur la quarantaine de photographes que diffuse l'agence !

Cette organisation a permis à Gamma, à Sygma et à Sipa de se développer pour atteindre les sommets.

La réussite de Sygma, c'est avant tout la réussite d'un homme. Hubert Henrotte, cinquante ans, ancien photographe au Figaro, membre de l'équipe qui a créé Gamma et fondateur de Sygma en 1973. « Parce qu'une bonne entreprise de presse doit être dirigée par un seul homme. » C'est lui qui a eu l'idée, géniale, des sigles Gamma et Sygma, et qui ont été copiés par la suite (Viva, Sipa, etc.). Ce travailleur acharné (il passe quatorze heures tous les jours à l'agence) est considéré comme le plus grand gestionnaire de la presse photo : à la fois admiré et haï par certains de ses concurrents qui, pour expliquer son succès, affirment que « ce Citizen Kane de la photo mourro ou pied de son télex ».

Sygma est l'agence qui a le plus investi pour se dévelop-

ment vingt minutes d'images par jour à Canal Plus.

Une réussite aussi fulgurante (Sygma est devenu le numéro un mondial en deux ans) est quasiment impossible aujourd'hui tant la concurrence entre les agences est devenue sévère. Au début des années 70, il y avait Gamma et c'était tout. « Tout le monde a dans la tête ce fameux avion qui s'est écrasé dans le cordillère des Andes en 1972, rappelle Hubert Henrotte, les survivants ont dû manger de la chair humaine pour s'en sortir. Eh bien, Gamma était seule sur le coup, seule sur une histoire aussi énorme ! Aujourd'hui, c'est impossible ; il suffit qu'un ministre se promène en vélo ou bois de Boulogne pour qu'il y ait quinze agences. »

L'irrésistible ascension de l'agence Sipa montre l'apprentissage de la concurrence. Chiffre d'affaires en 1983 : 24 millions de francs. 1984 : 38 millions après avoir démarré doucement en 1973.

Le Henrotte de Sipa est un Turc de cinquante-sept ans qui s'appelle Goksin Sipahioğlu. Sipa, c'est l'agence qui découvre les talents. Impressionnant le nombre de photographes, vendeurs et rédacteurs qui sont passés dans cette « véritable école de photojournalisme », pour ensuite exercer leurs talents ailleurs.

Sipa ne possède pas encore l'organisation rationnelle et ultra-compétitive de Sygma. Mais avec un réseau impressionnant de pigistes et correspondants étrangers (1500 photographes sont répartis dans l'ordinateur), elle est partout présente, elle produit plus que les autres.

Sipa, c'est l'agence idéale pour le débutant « qui en veut », qui a des idées. Un exemple : John Gunston est un ancien officier anglais âgé de vingt-quatre ans qui a vendu à l'Express un reportage sur les avions soviétiques en Afghanistan. Dès qu'il a vu les photos, Goksin Sipahioğlu a contacté le jeune reporter qui depuis, est retourné deux fois en Afghanistan pour l'agence.

Goksin a aussi eu la judicieuse idée de créer un laboratoire photo ouvert sept jours sur sept au public et aux entreprises et qui réalise un chiffre d'affaires de 15 millions de francs par an. « Sipa est l'agence qui possède le labo le mieux équipé et le plus performant au monde », affirme son directeur.

MICHEL GUERRIN.

(Lire la suite page IV.)



Entraînement de jeunes soviétiques (18 ans) à l'école de l'armée Rouge d'Ostrov en 1968.

Un joli « scoop » de l'agence Sipa.

Gamma vit en noir et blanc au rythme des grands événements d'actualité. Gamma, c'est aussi le respect du photographe qui devient journaliste à part entière : son nom apparaît sur une signature, dans le journal, sous sa photo. Tous ses négatifs lui appartiennent, et non plus à l'agence.

Apparaît également un nouveau fonctionnement des agences et, pour le photographe, une nouvelle façon de travailler. Le reporter prend des risques, souvent inconsidérés, pour ramener la bonne image. David Seymour, de Magnum, est tué par une mitrailleuse égyptienne en 1956 sur le canal de Suez ; Gilles Caron disparaît à Phnom-Penh en

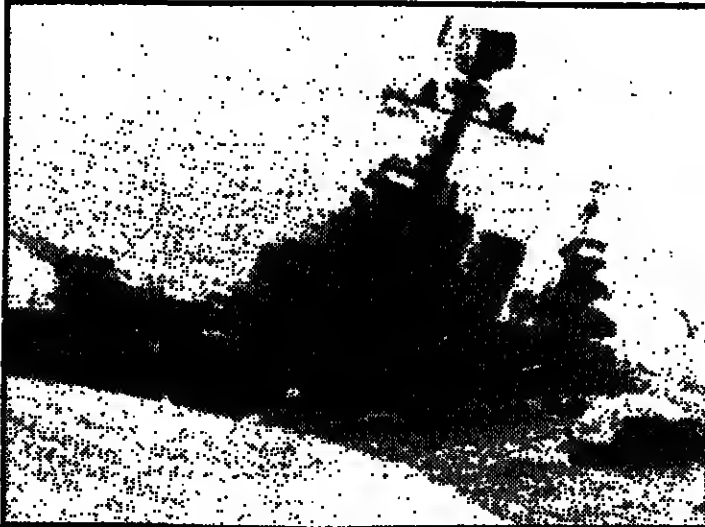
jour, c'est là que je trouve la plupart de mes sujets », explique Patrick Siccoli, ancien de Gamma.

Chaque agence comprend donc une rédaction qui envoie les reporters sur l'actualité quotidienne (conseil des ministres, grèves, faits divers, etc.) et cernent avec eux les grands sujets magazine.

La rédaction détient également la lourde responsabilité de rédiger les légendes qui accompagnent les photos. Gare aux contresens ! « Sur les six mille photos qui partent de nos bureaux tous les jours depuis dix ans, je n'ai eu qu'un seul incident : couse d'une légende », affirme Hubert Henrotte ; « c'était il y

mais on ne doit pas vendre », affirme-t-on. Là encore, les agences françaises échappent au stéréotype. « Une bonne photo est une photo qui se vend », affirme Hubert Henrotte. Photographier les rebelles afghans, c'est une chose. Acheminer le plus rapidement possible ses films à l'agence, choisir les bonnes images sur la douzaine de boîtes (travail de l'éditeur), négocier les prix avec les journaux intéressés, cela en est une autre.

Pour motiver ses vendeurs, l'agence n'a pas trouvé de meilleur système que de les payer au pourcentage. Comme les photographes. Les trois grandes agences françaises



Le croiseur argentin « Général-Belgrano » coulé en pleine guerre des Malouines. Cette médiocre photo, mais qui a valeur de document, a été récupérée par l'agence Gamma.







## Reuters et l'AFP dans la guerre des flashes

Deux nouveaux venus dans le club mondial de l'image d'actualité.

**C**A bouge dans le photo-journalisme. Deux géants de la presse mondiale, l'Agence France-Presse (AFP) et l'agence britannique Reuter viennent de lancer, en ce début de 1985, leur propre service photographique international et s'attaquent ainsi, chacun de leur côté, au monopole américain (le Monde du 3 janvier 1985).

De part et d'autre de la Manche, l'annonce fut discrète. Il est vrai que le club des quatre grandes agences de presse occidentales — AFP, Reuter et leurs deux concurrentes américaines, Associated Press et United Press International (UPI), — participe rarement, sinon jamais, au tantum « médiatique ». Pourtant, ensemble, elles fournissent près de 80 % des informations diffusées par les divers médias dans le monde.

Discretion traditionnelle donc qui a tendance à masquer l'importance des enjeux. L'entrée en scène de l'AFP et de Reuter sur le marché de la photo de presse quotidienne va en modifier les données. La concurrence sera rude, les moyens engagés considérables et les risques financiers importants.

Pourquoi l'AFP et Reuter, qui jouissent déjà d'une solide réputation dans le domaine de l'information écrite se lancent-elles dans une telle aventure ? Nous avons « vocation » à fournir des images pour compléter la gamme de nos services d'information, répondent les directions des deux agences. Au-delà de cette vocation commune et de la volonté de chacune des agences de tirer rapidement profit de leurs services de téléphoto, la réalité et les nécessités sont bien différentes pour l'une et l'autre.

Pour l'AFP, il s'agit de se maintenir au sein du club des quatre grandes mondiales. Voilà déjà deux ou trois ans, que la « vieille dame » de la place de la Bourse envisageait de diversifier ses produits, tout en poursuivant une modernisation (informatique et télécommunications) entamée dans les années 70. Depuis le printemps dernier, c'est chose faite. Un « plan de développement », qui vise à doter l'AFP, d'ici à 1989, de plusieurs nouveaux services (le Monde daté 27-28 novembre 1983), dont le plus important est la mise en place d'un service de téléphoto international à côté du service national déjà existant.

M. Henri Pigat, PDG de l'AFP, ne cache pas l'enjeu du plan de développement : « Si nous étions restés là où nous étions, l'AFP ne serait plus une agence mondiale ».

Le plan de développement coûte cher, très cher. L'AFP a obtenu la garantie de l'Etat sur plusieurs emprunts bancaires à taux avantageux. Au total, l'agence pourra disposer de 200 millions de francs pendant cinq ans, dont environ 30 % pour la photo.

Reuter, en revanche, vit une période de prospérité que lui

envient ses concurrents. Prospérité acquise grâce à ses multiples services d'informations économiques et financières transmises par un réseau de télécommunications impressionnant. Reuter est aujourd'hui la première agence de télécommunications privée dans le monde. Quelques chiffres donnent la mesure de son succès. De 1981 à 1982, ses bénéfices bruts d'exploitation sont passés de 16,37 millions de livres à 36,53 millions de livres, soit une progression spectaculaire de 120 %. En 1983, la progression ne fut pas aussi forte mais reste confortable : + 51 %.

En printemps dernier, l'AFP fut la première à annoncer son intention de créer de toute pièce un service de téléphoto international. Reuter s'empresse de faire de même. Et, en juin, l'agence britannique signe un contrat de dix ans avec UPI. Accord fort complexe, aux termes duquel Reuter prend, de fait, le contrôle et l'exploitation de l'ensemble du réseau de l'activité photo d'UPI en dehors des Etats-Unis. Coût de l'opération : 5,76 millions de dollars. Reuter n'en restera pas là.

Comme l'AFP, elle prévoit de gros investissements visant à réduire assez rapidement le temps de transmission et de traitement des photos. Mais, contrairement à l'AFP, Reuter refuse d'en révéler le montant.

Prudence, prudence. Habitué au succès, on a peur du faux pas chez Reuter. « Nous avions pensé à créer un service photo depuis plusieurs années », raconte John Stephens, le directeur de l'agence pour l'Europe occidentale, mais ce qui nous avait retenus, c'était l'ampleur des investissements à faire et la présence d'AP et UPI. » Maintenant, l'argent est là. Ce qui a permis non seulement de se doter immédiatement d'un réseau déjà existant qui a fait ses preuves, mais aussi d'écarter en partie UPI, un concurrent qui serait resté redoutable, malgré ses graves difficultés financières. Une opération qui réjouit les concurrents, en particulier l'AFP : « Si Reuter n'avait pas racheté UPI, nous aurions eu trois concurrents », souligne M. Gustin.

Reste maintenant aux deux agences européennes à faire leurs preuves dans un domaine qu'elles connaissent mal, sinon pas du tout pour ce qui concerne Reuter.

L'organisation générale des services photo de l'AFP et de Reuter est, grosso modo, la même. L'AFP a mis en place trois grands centres de production et de diffusion : Paris pour l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient ; Washington pour l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, et Tokyo pour l'Extrême-Orient et le Pacifique. Reuter a également trois centres couvrant les mêmes secteurs géographiques : un à Washington, le deuxième à Bruxelles, le troisième à Hongkong.

Cependant, aux Etats-Unis, l'accord UPI-Reuter donne un

avantage à cette dernière sur l'AFP. UPI, devenue une agence de photos purement américaine, a donné l'exclusivité de ses clichés à Reuter pour diffusion hors des Etats-Unis et transmet en contrepartie les photos de Reuter à ses clients américains (un millier de journaux). L'AFP devra donc affronter le « staff » proprement Reuter aux Etats-Unis et celui d'UPI et d'AP. Sans négliger le poids de cette concurrence, Philippe Gustin est assez confiant : « Au cours des trois mois d'essais qui ont précédé le lancement officiel de notre service (le 1<sup>er</sup> janvier 1985), nous avons fait plusieurs fois la « une » du New

York Times, y compris avec des photographies de Ronald Reagan ».

Un exemple. Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, l'AFP s'est taillé un beau succès avec une photo d'Indira Gandhi sur son lit de mort. Le premier ministre indien avait été assassiné la veille. Au service photo de l'AFP, l'angoisse gagne : « Nous n'avions personne à New-Delhi », raconte un des responsables. Comp de téléphone au centre de Tokyo :

« Connaissez-vous quelqu'un ? » Réponse : oui. Nouveau coup de téléphone au pigiste indien cette fois. La photo d'Indira arrive par ligne téléphonique le 31 octobre à 21 h 30 à Paris, qui répercute un quart d'heure après à Washington, à Tokyo et dans le reste du monde. Résultat : la photo AFP arrive chez les clients avec quatre heures

d'avance sur AP et UPI (Reuter n'était pas encore opérationnel) et figurera en bonne place dans de nombreux quotidiens nationaux et internationaux, notamment à la « une » du New-York Times. Il a fallu moins de quatre heures pour prendre la photo, la tirer et la transmettre au monde entier.

Pour améliorer la qualité de ses photos, l'AFP a recruté des reporters d'UPI et non des moindres. Reuter a fait de même et possède maintenant quatre-vingts permanents.

L'AFP dispose, elle, d'un « staff » de quelque soixante-dix personnes. Bien évidemment, ce personnel à temps

photos par l'intermédiaire du réseau de transmission de l'AFP, celle-ci fournissant en outre l'ensemble de son service extra-européen. M. Pigat fonde beaucoup d'espoirs sur l'EPA. « C'est la première fois, dit-il, que l'Europe est responsable de ses propres réseaux », abandonnés jusque-là aux Américains (AP et UPI).

Se défaire de l'hégémonie américaine en matière de photo, c'est aussi donner un angle différent au service de l'AFP et d'EPA, pour tout dire être moins « américain ». L'AFP a pris résolument ce parti et compte éviter une inflation photographique pour transmettre un service quotidien de photos, on est plus prudent. Certes, on peut déjà réduire de moitié le temps de transmission, mais la qualité du cliché est moindre.

Place de la Bourse, on travaille aussi à la mise en service dans les années à venir d'un système totalement informatisé avec chambres noires électroniques qui permettra des vitesses de transmission de l'ordre de trois minutes. Reste que les procédés d'impression analogiques ne disparaîtront pas rapidement. Tout dépendra des journaux. Auront-ils les moyens de remplacer leurs vieux récepteurs qui, pour l'instant, les satisfont, pour un matériel électronique beaucoup plus coûteux ?

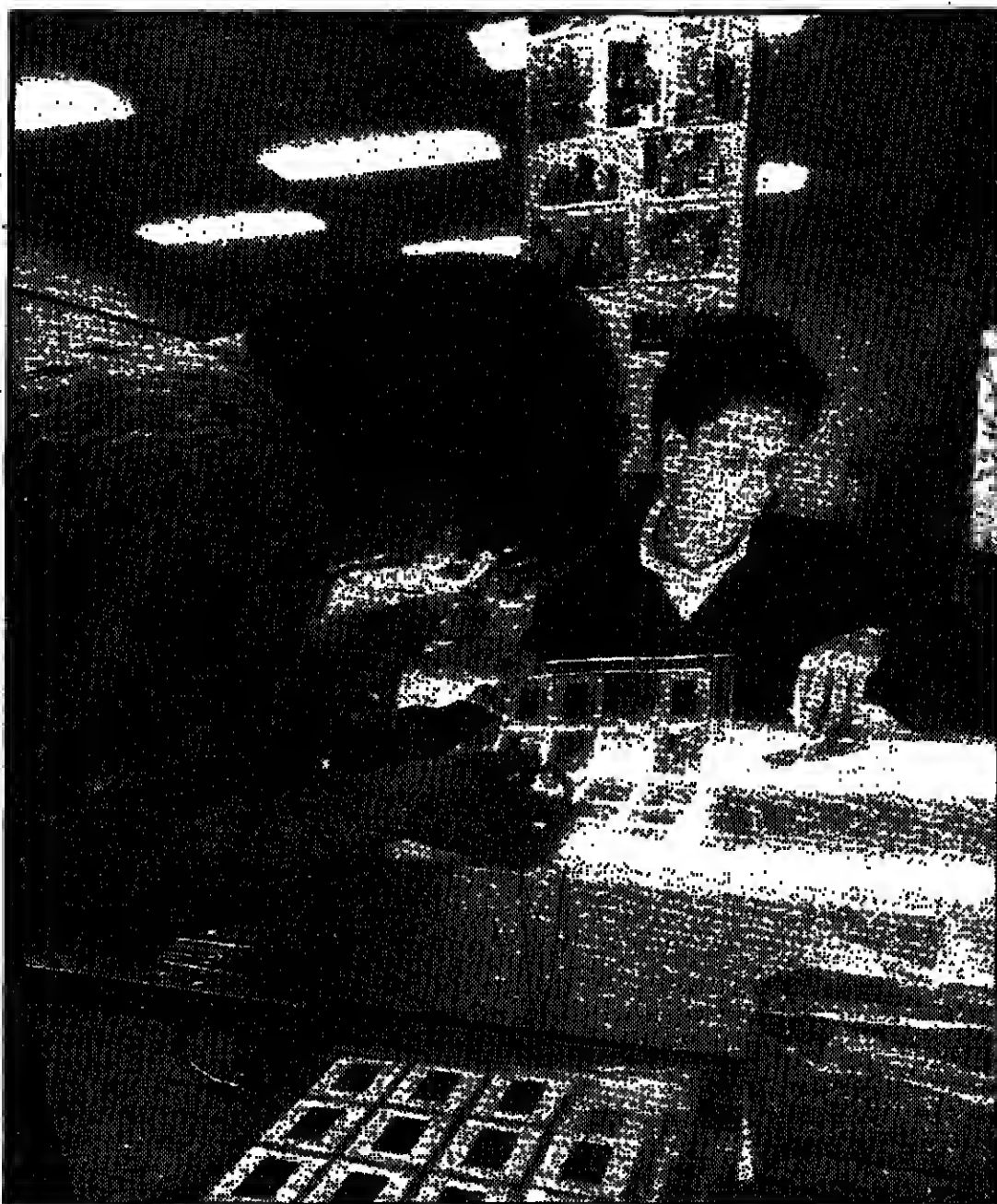
Les performances et la fiabilité des systèmes en gestation constitueront autant d'éléments déterminants dans le partage du marché. Les trois agences désormais en lice mettent en avant leurs atouts : toutes ont des chambres noires électroniques, l'AFP son brevet SITIN, Reuter son réseau de communications et AP sa vieille expérience dans le domaine de la photo de presse télégraphique.

Du côté d'AP, on reste serein. Son directeur parisien, M. Harry Dunphy, estime que Reuter représente a priori une menace plus grande pour son agence, celle-ci surveille néanmoins l'AFP de très près. Les récents succès de l'agence française dans les grands quotidiens américains appelle la vigilance, explique M. Dunphy.

Le potentiel technologique de ces trois grandes agences mondiales va-t-il bouleverser, dans les années à venir, le domaine très lucratif de la photo magazine que se partagent les trois agences françaises, Gamma, SIPA et Sygma ? Sûrement pas dans l'immédiat, répondent ces dernières. Les choses risquent de changer le jour où la belle photo couleur pourra être transmise en quelques minutes et non par avion comme cela est la règle actuellement. Notre force, dit-on à Sygma ou SIPA, c'est la qualité de nos photographes, de nos photos que nous achetent les grands hebdomadaires internationaux.

Rendez-vous dans quelques années...

RAOUL SACHS.



Sélection de diapositives au service photo de l'AFP.

York Times, y compris avec des photographies de Ronald Reagan ».

Un exemple. Le 1<sup>er</sup> novembre dernier, l'AFP s'est taillé un beau succès avec une photo d'Indira Gandhi sur son lit de mort. Le premier ministre indien avait été assassiné la veille. Au service photo de l'AFP, l'angoisse gagne : « Nous n'avions personne à New-Delhi », raconte un des responsables. Comp de téléphone au centre de Tokyo : « Connaissez-vous quelqu'un ? » Réponse : oui. Nouveau coup de téléphone au pigiste indien cette fois. La photo d'Indira arrive par ligne téléphonique le 31 octobre à 21 h 30 à Paris, qui répercute un quart d'heure après à Washington, à Tokyo et dans le reste du monde. Résultat : la photo AFP arrive chez les clients avec quatre heures

plein ne suffit pas à couvrir le monde. C'est pourquoi les deux agences développent un réseau de « pigistes » et passent des accords d'échanges avec les agences locales. Pour l'Asie, l'AFP est liée à l'agence japonaise Ji-Ji Press. Il arrive même qu'une même agence locale passe des contrats avec Reuter et l'AFP. C'est le cas de « Pross-Association » en Grande-Bretagne.

En Europe, l'AFP et l'agence allemande DPA sont à l'initiative d'une expérience originale. A l'automne dernier a été créée une agence de photos européenne, l'European Photo Press Agency (EPA), dont le siège est à Amsterdam et le centre opérationnel à Francfort. Elle regroupe pour l'instant neuf agences européennes, qui échangent leurs

dien plus réduit d'environ vingt à trente photos. Une attention particulière portée sur le tiers-monde et l'Europe.

Si l'EPA est aujourd'hui une réalité, certaines des agences adhérentes ont, par prudence, maintenu leurs contrats avec UPI, autrement dit avec Reuter.

Les cartes sont maintenant distribuées. Rien ne permet pour l'instant d'apprécier l'issue du jeu.

« Il y a place pour trois agences mondiales de téléphoto », estime M. Pigat. « Nous sommes déjà leader dans le domaine des informations économiques, nous le serons dans le domaine de la photo », dit-on un peu moins modestement à l'agence Reuter.

La réussite dépendra bien sûr de la qualité des photogra-



# Agences et photographes

## Les reporters victimes du reportage

Entretien avec François Hers, un ancien de la grande chasse à l'actualité.

**F**RANÇOIS HERS est né en 1943. Il interrompit ses études d'architecture pour se consacrer à la photographie, d'abord en tant qu'artiste, à travers des performances et des actions. A partir de 1972, il participe à la fondation de l'agence Viva et adopte une pratique professionnelle de reporter pour pouvoir poursuivre son travail personnel. C'est le corps humain son sujet et quand il auro besoin de cadavres, comme il le raconte, il ira proposer à Paris-Match un reportage sur la police. En 1976, il abandonne ce gagne-pain pour préparer, à compte d'auteur, un livre-manifeste de textes et de photos, *Récit*, publié simultanément en France aux éditions Herscher et en Angleterre chez Thomas and Hudson (1982). Il se dit maintenant photographe de paysages. Il a été nommé directeur technique et artistique de la mission photographique de la DATAR, dirigée par Bernard Latarget.

« Le reportage est fini pour la photographie, pense François Hers. Il a eu un tel succès qu'il s'est identifié à l'idée même de photographie, jusqu'à rendre obsolètes ses autres genres, les photos de paysages, les natures mortes, le portrait, le nu, les vues d'architecture. Le propos du reportage, et c'est comme ça que personnellement je l'ai pratiqué, est l'étude du comportement humain. Jusqu'à présent la photographie a toujours travaillé par étude, mais c'est le corps sa matière, le corps humain ou animal puisqu'on fait aussi des reportages sur des animaux.

« Kertész avait commencé avant, mais c'était au début des années 30, il y a donc cinquante ans, que le reportage est apparu comme un genre nouveau de la photographie. Il a reçu d'énormes moyens de production, presque autant que le cinéma, et en quelques décennies les reporters ont enrichi de manière incroyable, comme aucun autre art visuel ne l'aurait fait, notre vision du comportement humain. Et je ne crois pas qu'il y en ait un qui leur ait échappé, du plus cruel au plus paisible, sur toutes les latitudes, dans toutes les cultures, de la femme au foyer avec son enfant à la situation la plus atroce. Cette photographie a tout montré; puisque le vocabulaire visuel du comportement humain est limité elle en a fait le tour: un homme qui rit, un homme qui pleure, un homme qui fait des gestes dans tous les sens, elle les a tous relevés. Et il serait extrêmement passionnant de pouvoir relire toute la production du reportage dans le monde pour ce qu'il est vraiment, c'est-à-dire cette étude du comportement humain, et non pas comme le support d'un discours qui n'est pas propre à l'image.

« C'est là tout son malheur: le reportage n'a pas été pris comme moyen artistique, mais comme support documentaire, ce qu'est aussi *ipso facto* la photographie puisqu'elle enregistre tout. Et dans la presse, qui était son principal bailleur de fonds, il a toujours été le support d'un propos qui n'appartenait pas au photographe, qui n'a jamais été écrit par lui. Il faisait des images dont il ne pouvait pas déterminer lui-même l'usage. Il restait un adolescent. Il ne maîtrisait



François Hers

pas son discours. Au lieu de faire une recherche du comportement humain de manière délibérée, comme n'importe quel artiste l'aurait fait, il l'a fait d'une manière inconsciente, naïve, en se révoltant rarement contre les usages les plus abusifs qu'on a pu faire de ses images: tromperies manifestes dans leurs légendes ou dans les textes qui les accompagnaient.

« On touche là aux deux points principaux: manque de réelle autonomie, et épuisement. L'étude a épuisé sa matière dans le cadre qui lui était fixé. C'est pour ça que je pense que pour le reportage la photographie a « donné », elle a fait tout ce qu'elle a pu, à tous les prix, au risque de la vie du photographe.

« Historiquement ce manque d'autonomie est devenu insupportable pour les photographes les plus conscients, d'autant que dans le même temps la photographie a été reconnue comme un art à part entière. Depuis un certain nombre d'années, on répétait l'étude des mêmes comportements, et le traitement plastique de ces matériaux devenait de plus en plus maniériste et académique. Les reporters, au lieu de se demander ce qu'ils étaient en train de faire, ont fait une fuite en avant dans la recherche d'une perfection idéale. Et Cartier-Bresson a suivi ce chemin et a parfaitement illustré cette contradiction d'un artiste réaliste au sein d'une agence de presse.

« La situation était dramatique pour les photographes dans les années 50, au moment où Cartier-Bresson a créé Magnum: à l'époque Brandt, Kertész, Brassai, tous les grands du reportage d'avant-garde ont dû arrêter, la pratique artistique du reportage a été censurée. Brandt s'est mis à faire des portraits de nu, Kertész des photos de décoration pour des magazines américains, Brassai ses graffitis, Bernard Frank aussi s'est arrêté en disant qu'il n'avait plus rien à dire, et, venu plus tard au reportage, Klein l'a entrepris comme une révolte de son mode lui-même. Car dans l'esprit de tout le monde, dans les années 50, en pleine guerre froide, le photographe était devenu un missionnaire chargé de partir aux quatre points du monde pour réunir les grandes familles d'hommes. Cette exposition de 1955, *The Family of Man*, a été désastreuse pour la pratique du reportage. La photographie est devenue une pratique morale: l'intrusion du discours moral dans une pratique artistique, on sait ce que ça donne. Et la photographie est devenue à part entière une pratique professionnelle, en tant qu'art elle n'a plus pu s'exercer. Et c'est là où se situe la réponse de Cartier-Bresson à cette situation dramatique. A partir de ce moment l'essentiel de la création photographique s'est fait en trichant: on faisait semblant de se soumettre aux besoins du marché en ne poursuivant en fait qu'une œuvre personnelle.

« Après la guerre froide, les universités américaines ont été de vrais foyers de résistance intellectuelle d'où sont sortis la plupart des grands photographes américains (Diane Arbus). C'est là qu'a été soutenue et pratiquée l'idée que le photographe est un artiste à part entière, qu'il a une histoire et en est conscient. Cette idée nous est revenue des Etats-Unis après la guerre. Il n'est plus maintenant possible pour un photographe de jouer avec les confusions. Les années 70 ont été en France les années du clivage. La photographie vit actuellement sur tous les plans la période de rupture la plus importante de toute son histoire: la manière dont elle réalisera cette rupture est déterminante quant à sa survie. Il ne faut pas oublier le fait qu'elle peut disparaître comme pratique de création. La photographie a été, depuis ses débuts, une pratique marginale de l'art, même si elle est un des arts qui a le plus contribué, avec le cinéma, à l'âge moderne. Maintenant qu'elle quitte cette marginalité et son adolescence, qu'elle devient un art majeur, qu'elle est consciente de son histoire et de ses moyens, qu'elle a acquis son autonomie, que va-t-elle faire en tant que telle?

« Je crois que son véritable enjeu, dans cet automne de l'âge moderne, est le jeu de ses qualités propres: un retour en force des genres qui l'ont fondée historiquement, c'est-à-dire tous les types de paysages, urbains, naturels et industriels, le portrait, le nu, la nature morte. C'est là qu'on trouve actuellement les photographes les plus intéressants et c'est très net chez les jeunes types de vingt-cinq ans: le reportage, pour eux, c'est fini. Quand la photographie essaye de retrouver le dialogue avec la nature, et de le faire d'une manière qui soit fondée sur les sensations, elle ramène l'émotion dans les arts plastiques. Le photographe tente de recréer une nouvelle représentation du monde dans lequel il vit en se basant sur ses sensations. Parmi les autres arts plastiques, la photographie est la seule à avoir une telle maîtrise des émotions qu'elle peut créer ou ne pas créer. Elle répond par cela à une nécessité actuelle absolue: reprendre possession du monde, quitter ce rôle de voyeur, dans lequel est toute la société vis-à-vis de tout ce qui l'entoure.

« La pratique de ces genres a été largement inspirée par l'art conceptuel et minimaliste. Elle s'est faite à travers cet acquis, mais je crois qu'il faut dépasser ce stade pour réaffirmer une véritable reprise en main du monde. La distance que gardent encore certains photographes - dans des photos de paysage, par exemple: ironie sur les préceptes de l'art moderne, sur nos valeurs et leurs représentations - n'est plus de mise. On peut et on doit aller plus loin. Un des grands enjeux de la photographie moderne est de rendre caduques tous les préceptes qui ont fondé jusqu'à présent

les arts plastiques contemporains: gestion des déchets industriels, mise en dérision systématique, concepts plus importants que l'œuvre. Le photographe peut faire des propositions d'une autre nature. Il n'a pas à créer une nouvelle avant-garde parce que cet enchaînement de productions industrielles modernes, où l'on renouvelle constamment les modèles pour entretenir le désir de l'art comme celui d'une voiture, n'aboutit qu'au vide.

« Si l'on veut connaître l'état d'une civilisation, il suffit de regarder l'état de son territoire. Et l'on ne peut pas voir de manière plus claire les choix que, derrière tous les discours idéologiques et les clichés culturels, elle a faits. Voir parfaitement ce qui a été construit ou détruit, et être amené à reconnaître l'extraordinaire vide culturel qu'on a créé. Ce vide, toute une tendance de la photographie américaine et européenne, le montre délibérément. Mais je ne pense pas que ça suffise. Je crois qu'il faut combler ce vide, qu'aucune société ne peut vivre sur un tel vide sans danger pour elle. Au début de ce nouvel âge que nous savons inéluctable, il faut recréer de nouveaux ordres, comme la Renaissance a dû le faire. Et Dieu sait si la Renaissance est un âge moderne. D'ailleurs on trouve chez beaucoup de photographes, actuellement, cette attirance de l'homme de la Renaissance qui allait chercher ses modèles et son inspiration dans les vestiges et les monuments du passé. Pour, paradoxalement, trouver son âge moderne.

« Nous devons réinventer de nouvelles structures visuelles. Des structures qui puissent rendre compte sans la réduire de l'extraordinaire complexité de l'époque actuelle. On peut toujours en soustraire des pans entiers, mais la photographie est peut-être la seule à pouvoir faire une synthèse de toute cette complexité. Au moment où la peinture se demande ce qu'elle doit montrer, comment le montrer et sur quoi fonder cette nouvelle représentation, et avant qu'elle y parvienne, la photographie a une carte formidable à jouer, elle se trouve dans une situation historique exceptionnelle. C'est sans doute une des plus belles chances qu'elle n'a jamais eues. Y arrivera-t-elle? Je ne peux pas le savoir. Mais si elle n'y arrive pas, je crois qu'elle va disparaître, et que d'elle il ne subsistera plus que quelques très rares marginaux.

« Le fait qu'on désire tout à coup reprendre en compte l'état du territoire, non plus de manière technocratique ou écologique mais de manière vraiment approfondie comme seul l'art peut le faire, provoque une incroyable attente. Le paysage social était le grand thème de la littérature, puis le reportage l'a épuisé. Maintenant c'est la télévision et le cinéma qui en rendent compte, infiniment mieux que la photographie, qui eux peuvent en réduire la complexité sans le ramener à des clichés culturels, simplistes. La photographie tout à coup est prise pour ce qu'elle peut faire, de mieux: là où elle est plus forte que le cinéma et la télévision, c'est de pouvoir contempler de nouveau ce dans quoi nous vivons, et nous donner les moyens de le réimaginer.

Propos recueillis par  
HERVÉ GUIBERT



# Churchill, Roosevelt et la France

Lettres et télégrammes de juin 1940 à septembre 1944.

**L**A correspondance entre Churchill et Roosevelt (1 688 lettres ou télégrammes échangés en cinq ans), qui vient d'être éditée dans son intégralité aux États-Unis (1), permet de suivre au jour le jour une coopération amicale sans précédent entre deux puissants hommes d'Etat; elle ne contient pas de grandes révélations sur les faits; dans la plupart des cas, elle confirme les notions acquises; mais, étant données la confiance mutuelle des deux correspondants, leur volonté de n'agir que d'un commun accord, elle fait émerger au premier plan arrière-pensées et motivations réelles, en règle générale cachées; ainsi s'expliquent la genèse et la raison de la plupart des décisions.

La France occupe dans l'ensemble une place relativement importante (un document sur sept lui est consacré entre juin 1940 et septembre 1944), non en raison du rôle, désormais mineur, qu'elle peut jouer dans le conflit après la lourde défaite subie par ses armées, mais à cause des problèmes complexes que posent la division de ses territoires (métropole et empire) entre diverses autorités, l'incertitude qui règne sur l'engagement éventuel des quelques forces qui lui restent, et les antagonismes entre ses nouveaux leaders.

A l'origine, se situe la profonde déception causée en Angleterre et aux États-Unis par la rapidité et la globalité de la défaite d'une armée française qu'on se plaisait à croire invincible, ou du moins apte à réparer ses premiers revers par une nouvelle victoire de la Marne. Le 11 juin 1940 encore, Churchill écrivait à Roosevelt qu'il comptait bien pouvoir envoyer sur le continent une puissante armée britannique... en 1941: il doit déchanter le lendemain, en apprenant que Pétain et Weygand se sont prononcés en faveur d'un armistice immédiat. Puis, autre déception qui aggrave la première, le nouveau gouvernement français refuse de continuer le combat, où et de quelque façon que ce soit; il ne peut même pas mettre la flotte hors de portée de l'ennemi. C'est alors l'agression de Mers-El-Kébir, la rupture de l'alliance, et même des relations entre la France et la Grande-Bretagne, avec comme conséquence en France une poussée violente d'anglophobie, qui fait redouter un passage dans le camp ennemi.

Désormais, pour Churchill et Roosevelt, il n'y a plus de France, plus d'autorité centrale qui puisse parler en son nom, mais seulement des pouvoirs locaux, vraisemblablement temporaires, qu'il convient d'utiliser au mieux, en évitant qu'ils ne penchent vers l'Allemagne et en s'efforçant, s'ils ont rejoint le bon camp, de les unifier sous une direction militaire alliée. A part la promesse formelle de libérer le territoire français, aucun accord ne sera conclu avec quiconque qui puisse hypothéquer l'avenir. Les problèmes qui se posent en France — occupation, exploitation, déportation, gaullisme, pétainisme, démocratie ou fascisme — n'apparaissent guère dans la correspondance; les Français n'y sont perçus que sous l'angle de leur présence dans la guerre. Les deux alliés vont jouer, non sans cynisme, les cartes françaises successivement à leur disposition, ou à leur portée.

La première carte de Churchill est le général de Gaulle; mais elle se révèle, initiale-

ment, un faible atout: le général n'est rejoint que par une poignée de volontaires. Seule une partie de l'empire, la plus démunie, a fait sécession derrière lui et, surtout, il n'a pu prendre Dakar. Décidément, l'empire et la flotte restent avec Pétain. Churchill est désarmé, ses appels du pied à Weygand demeurent sans effet, ses actions brutales ne font qu'envenimer l'antagonisme franco-anglais. A sa demande, c'est Roosevelt qui agit à Vichy. Le président américain préfère la manière douce: il comble le vieux maréchal d'éloges et d'attentions; il envoie en zone sud des vivres, des vitamines, au risque d'affaiblir le blocus hritannique. Mais il brandit aussi

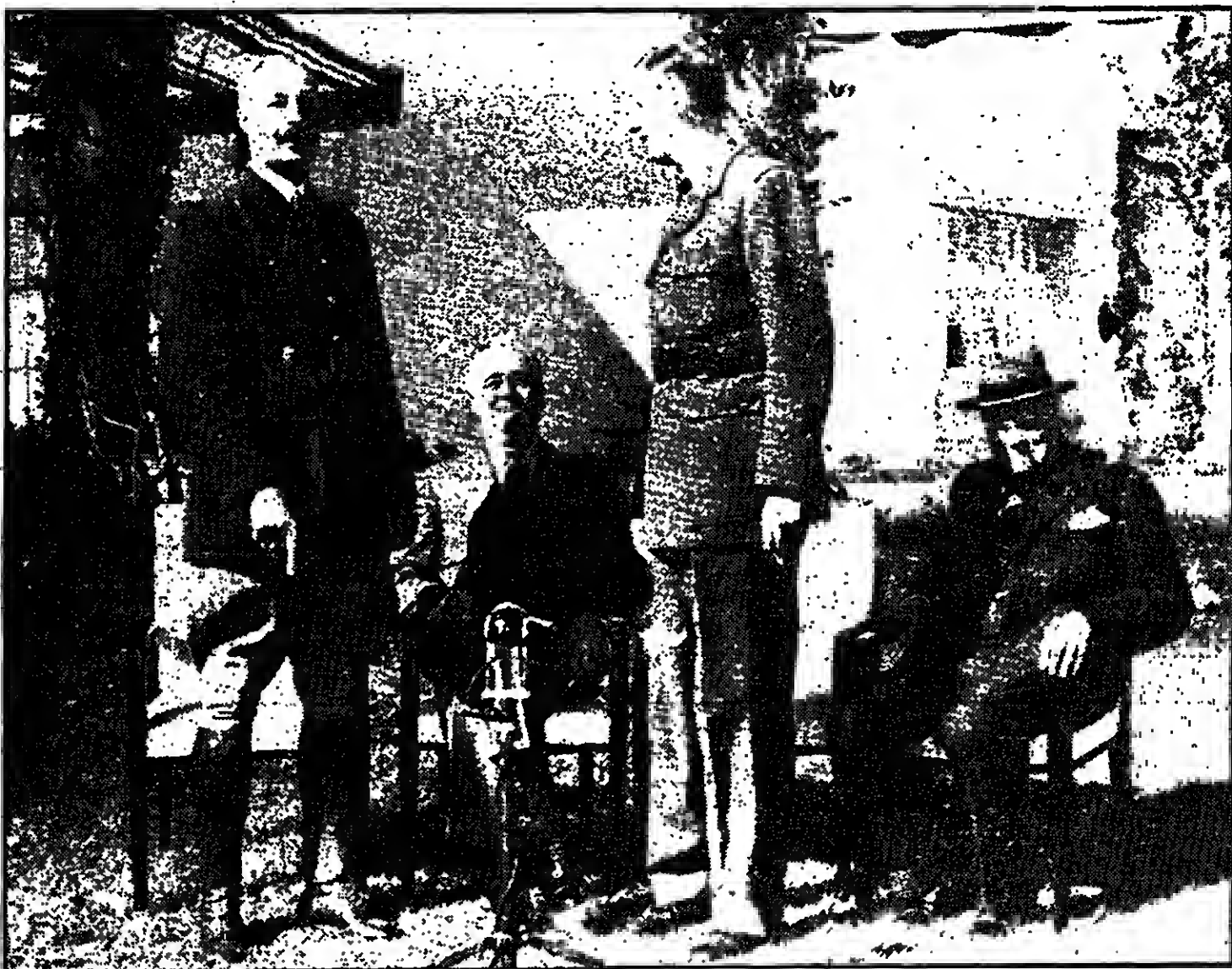
Giraud, tout auréolé par son évocation spectaculaire d'une forteresse allemande. Mais, surprise, à Alger, se trouve Darlan; c'est grâce à lui que les combats prennent fin et que l'AOF (avec Dakar) rallie le camp allié. Churchill et Roosevelt méprisent l'amiral, un « collaborateur », un « fasciste », un « expédient provisoire », dira publiquement le président; il ne concluront avec lui aucun accord bilatéral; mais, enfin, il est en place, il est utile, les chefs militaires français le reconnaissent comme leur patron; Staline approuve totalement le comportement de ses alliés, et Roosevelt emprunte au folklore russe un dicton selon lequel il faut bien dîner avec

à-dire que de Gaulle et Giraud soient amenés à s'accorder. Le chef de la France libre fait ainsi sa rentrée dans le jeu anglo-américain par la petite porte; Churchill ne le soutient pas, bien qu'il ait déclaré qu'il était « notre symbole ». Roosevelt est convaincu que de Gaulle, avec ses faibles troupes, l'hostilité qu'il rencontre en AFN, ne fera pas le poids en face d'un Giraud. « Commandant en chef civil et militaire », appuyé par toute la puissance américaine, celui-ci n'en fera qu'une bouchée. Mais voilà que de Gaulle n'accepte pas cette situation diminuée, qu'il prétend parler au nom de la France et qu'il ne tolère pas de mainmise étrangère, fût-elle alliée, sur

certs ses grands alliés devant le fait accompli, avec le risque, s'ils les annulent, comme ils en ont le pouvoir, de créer une situation encore plus délicate. Il ne cesse de marquer des points. D'abord, les agents américains le soulignent, sa popularité va croissant en AFN — en témoignent les « passages » de soldats des troupes de Vichy aux unités « françaises libres »; il a gagné à sa cause les délégués alliés (Mac Millan et Murphy), et le général Eisenhower; à Londres, le Foreign Office a pris position pour lui, ainsi qu'une partie du cabinet, dans le dessein de continuer en Europe une politique indépendante des Américains; aux États-Unis, une bonne partie

moitié de la France et refusera encore, Paris libéré, « d'introduire la France dans nos organismes », pour finir par l'exclusion de la conférence de Yalta. Mais, en définitive, à la fin de la guerre, la France aura retrouvé sa place parmi les grandes puissances, derrière le général de Gaulle.

Ainsi, Churchill et Roosevelt ont suivi les événements plus qu'ils ne les ont dirigés, pour ce qui concerne la France. Peu préoccupés par l'intérêt de celle-ci, tout à la conduite de « leur » guerre, ils ont coopéré successivement avec tous les protagonistes français que l'évolution du conflit amenait sur le devant de la scène — pour finir par accepter la promotion d'un



La conférence de Casablanca réunit le général Giraud (à gauche), Roosevelt, de Gaulle et Churchill. Le président américain est convaincu que de Gaulle, avec ses faibles troupes, ne fera pas le poids en face d'un Giraud soutenu par l'armée US. Le chef de la France combattante n'acceptera pas cette mainmise étrangère fût-elle alliée.

la menace; après l'entrevue de Montoire, il prévient le maréchal: « Le fait d'être prisonnier ne justifie pas de devenir l'ennemi de l'ex-allié ». Churchill avait exprimé la crainte que le gouvernement de Vichy ne cédât à l'Allemagne des bases sur l'Atlantique; mais, en même temps, il avait insisté pour que Roosevelt ne rompt pas ses liens avec Pétain, « nous n'avons rien d'autre ».

Autre alerte avec les « événements » de Syrie et les « protocoles » de Paris. Nouvelle menace de Roosevelt: « Toute action favorable à l'Axe sera considérée comme un acte hostile aux USA ». Le retour de Laval au pouvoir apparaît à Washington comme le signe manifeste de l'échec, d'autant plus qu'une promesse d'aide à Pétain, s'il reprend la lutte dans l'empire, n'a obtenu en réponse que l'affirmation de la volonté du maréchal « de défendre l'empire contre quiconque: gaullistes, Anglais, Allemands... et Américains ».

De Gaulle et Pétain ayant déçu pour des raisons contradictoires, il faut trouver un troisième homme capable d'assurer une neutralité bienveillante, peut-être même un revirement des troupes françaises en AFN lors du débarquement que les alliés préparent. Ce sera le général

le diable, si on n'a pas d'autre convive. Churchill interdit à de Gaulle de condamner à la BBC l'accord conclu avec Darlan; il reconnaît que quelques « bons points » peuvent être décernés à l'amiral. Alors que la carte Pétain sort du jeu allié, Vichy paraît s'implanter à Alger — les Français qui ont aidé le débarquement allié ne sont-ils pas jetés en prison pour trahison?

Mais le comportement des Français est imprévisible: Darlan est assassiné; d'un côté, Churchill et Roosevelt sont soulagés, ils vont pouvoir choisir leur troisième homme, mais qui? Aucun des deux ne pense à de Gaulle, tenu totalement à l'écart de l'opération en AFN, à peine informé. Churchill pencherait pour le général George, son « vieil ami ». Mais Roosevelt tient à Giraud, bien que celui-ci se soit montré plutôt décevant. Il ne tarit pas d'éloges sur lui, l'appelle « son vieux compagnon », lui trouve de « remarquables qualités » et, surtout, il est ravi que le général ne parle jamais de politique et accepte, sans récriminer, de se ranger sous l'autorité, sans partage, de Eisenhower. C'est bien commode.

Il est sage, cependant, d'unifier toutes les forces françaises anti-allemandes, c'est-

les affaires françaises. Contrarié dans ses plans, irrité de se voir contredit par un si minime élément de la coalition allié, Roosevelt ne va plus cesser de faire preuve à l'égard du général de Gaulle d'une hostilité quasi maladroite. « C'est un ambitieux, écrit-il, qui ne pense qu'à imposer sa personne, voire sa dictature, à la France. Il est profondément anti-américain; il deviendrait dangereux pour les troupes alliées s'il exerce son autorité sur l'armée française. » Roosevelt ne cesse d'inviter Churchill à « se débarrasser » du général, qu'il ridiculise en public en inventant des anecdotes, qu'il appelle « une Jeanne d'Arc complexe ». Qu'on le nomme gouverneur à Madagascar; qu'on constitue à Alger un nouveau comité, dans lequel il sera en minorité, dont il sera peut-être même exclu. Sur tous ces points, Churchill se dit parfaitement d'accord, jetant par-dessus bord ses engagements envers la France libre — un des points sur lesquels il gardera un silence prudent dans la rédaction de ses Mémoires.

Mais le général de Gaulle a l'audace de se comporter comme si les affaires françaises ne dépendaient que des Français! Il va son chemin; il prend des décisions qui pla-

de la presse, des sénateurs influents, ont pris parti en sa faveur — et les marins du Richelieu, en rade de New-York, impressionnent l'opinion par leur pléthysme muet, en se rendant à son bureau de recrutement. Churchill admet l'évidence: il est préoccupé par le comportement qu'adopte la population après le grand débarquement allié; le général de Gaulle lui paraît le plus qualifié pour garantir sa coopération amicale.

Ainsi, pour ce qui est de la France, le général de Gaulle est devenu progressivement le meneur du jeu allié. Seul, Roosevelt — qui confond allègrement son amour-propre avec la raison d'Etat — refuse de l'admettre. Il s'oppose longtemps à une reconnaissance du gouvernement provisoire comme un pouvoir de facto et, à plus forte raison, de jure. Les plans, le lieu, le jour du débarquement en Normandie, ne sont communiqués qu'en extrême au général; mais pour le débarquement en Provence, il faudra compter avec lui, puisqu'une armée française y participe. Roosevelt ne le recevra à Washington qu'après que le général eut été acclamé à Bayeux, ne reconnaîtra son autorité de fait qu'une fois que la Résistance l'aura conquise sur une bonne

général de Gaulle dont le président américain ne voulait à aucun prix et sur lequel le premier ministre anglais formulait plus de réserves qu'il ne prononçait d'éloges. La ténacité, l'habileté du général de Gaulle, ne sont certes pas étrangères à ce résultat paradoxal; ni le fait qu'il ait groupé derrière lui l'unanimité de la Résistance française. Mais la principale raison est sans doute que Roosevelt, dont l'ignorance est parfois surprenante, n'avait pas de politique française; il refusait de Gaulle, mais ne possédait pas de solution de rechange — sauf le principe de « rendre la parole au peuple français ». En tout cas, le président américain a acquis, au cours de ses démêlés, une vive aversion pour la complexité de la politique française; dans ses dernières lettres, il dit sa volonté déterminée de ne plus y être mêlé après la victoire. Son dernier trait d'armement sera de prévoir en France un chaos et un désordre durables: sur ce sujet aussi il s'est trompé.

HENRI MICHEL.

(1) Churchill and Roosevelt, the complete correspondence, Princeton University Press, 1984; trois tomes de 674, 772, et 742 pages (édités, expliqués et commentés par Warren K. Kimball, dont le travail est remarquable).



# Au Muséum national d'histoire naturelle, une exposition compare les « inventions » des espèces

## La nature n'avait pas déposé ses brevets...

L'homme a tout imaginé, mais après les plantes et les animaux.

**L**e premier ministre, M. Laurent Fabius, a inauguré, le 24 janvier, la nouvelle exposition du Muséum national d'histoire naturelle, dont le thème est : « Inventions » de la nature et innovation industrielle.

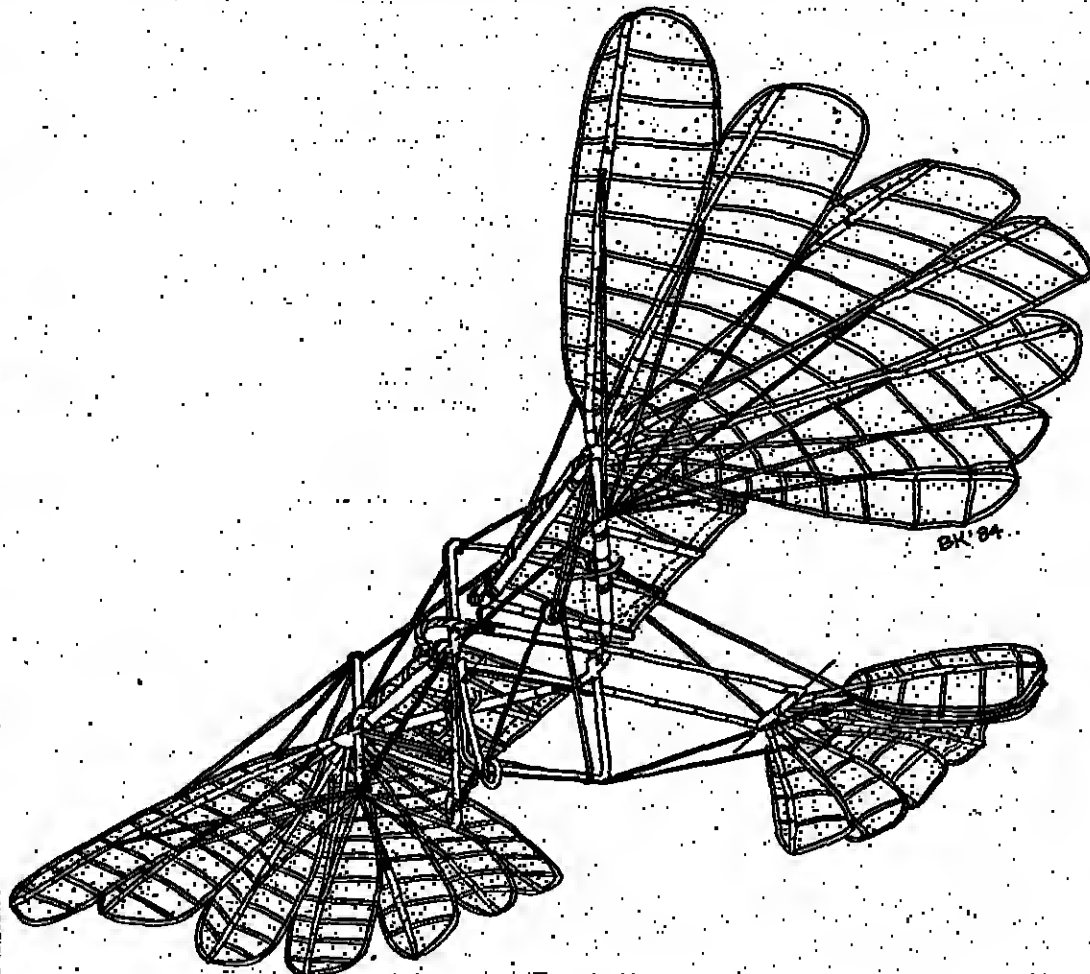
Un étrange oiseau accueille le visiteur dès le hall d'entrée. D'une envergure de 7 mètres, ses ailes comportent chacune un éventail de sept grandes plumes et sa queue un éventail de sept petites plumes. Ces plumes sont faites de toile tendue sur une armature de bois et le corps de l'engin est, lui aussi, fait de baguettes de bois. Il s'agit-là du planeur que Biot a réussi à faire « voler » en 1879 dans les carrières de Clamart (Hauts-de-Seine) en le dirigeant par deux pédales et des courroies qui modifiaient la position relative des « plumes ». Depuis la disparition du planeur de Le Bris (1868), détruit bêtement il y a quelques années, lors du « nettoyage » du marché couvert d'une petite ville de province sous lequel il était suspendu, le planeur de Biot, prêt pour l'exposition par le Musée de l'air et de l'espace du Bourget, est le plus vieux planeur à exister encore.

Par sa seule silhouette d'oiseau, le planeur de Biot annonce tout de suite aux visiteurs l'idée directrice de l'exposition : la nature a inventé d'innombrables solutions pour résoudre les problèmes de locomotion, de

nourriture, de survie, et donc de perpétuation auxquels ont été confrontés et sont encore confrontés toutes les espèces vivantes. Pour résoudre des problèmes analogues, l'homme a cherché à copier la nature ou il a copié celle-ci sans le savoir. Mais les copies réalisées par l'homme ne sont jamais aussi parfaites, ni aussi complexes, ni aussi subtiles que les processus mécaniques, biologiques ou physico-chimiques mis au point par les organismes vivants.

L'inspiration puisée par l'homme dans les modèles offerts par la nature a été identifiée comme un nouveau chapitre du savoir, la bionique, dont le nom a été proposé par Jack Steele, major de l'armée de l'air américaine lors d'un congrès tenu en 1960 à Dayton (Ohio). En proposant ce terme, Jack Steele en a donné la définition : la bionique « est la science des systèmes qui ont un fonctionnement copié sur celui des systèmes naturels ou qui présentent les caractéristiques spécifiques des systèmes naturels ou encore qui leur sont analogues ».

La bionique est donc un très vaste carrefour où les sciences naturelles — ainsi nommées actuellement avec une nuance de mépris par opposition aux sciences exactes — se retrouvent en compagnie de ces sciences exactes. Elle se subdivise en diverses branches concernant chacune une caté-



Le planeur de Biot (1879).

gorie de phénomènes particuliers qui se produisent chez les êtres vivants. Il y a ainsi l'électrobionique qui peut tirer des

enseignements, par exemple, des poissons électriques, la bionique de la luminescence (vers luisants), la chimio-bionique

(macromolécules et membranes), la bionique de l'information (radar), la bionique des structures.

Il était impossible de présenter aux visiteurs toutes les branches de la bionique. D'abord, parce que l'exposition eût été beaucoup trop vaste pour les locaux disponibles. Ensuite, parce que l'un des rôles du Muséum est l'instruction du grand public et qu'il eût été presque impossible d'exposer clairement à des non-spécialistes nombre de ces phénomènes extraordinairement complexes.

C'est pourquoi M. Yves Coineau (professeur de zoologie au Muséum), Mme Biruta Kresling (architecte qui travaille au laboratoire d'anatomie comparée du Muséum et à l'université de Sarrebruck) et M<sup>me</sup> Geneviève Meurgues (du service de muséologie du Muséum) ont choisi de ne présenter pour le moment au moins — que la bionique des structures, qui est la branche la plus accessible. Ils ont eu l'aide de l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR), de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique du ministère de l'éducation nationale et du Centre national de la documentation pédagogique, etc.

La longue salle de l'exposition est dominée — on pourrait dire survolée — par cinq maquettes animées représentant, très agrandies, une abeille, une mouche, une chauve-souris, un calmar et un poisson. Imaginées par Deny Lavoyer, ces maquettes ne prétendent pas représenter une copie conforme de la nature.

## Au carnaval des orchidées

Déguisées en insectes pour séduire.

**L**ES orchidées sont à la mode. Toutefois, ce ne sont pas les orchidées françaises qui soulèvent l'enthousiasme, mais les variétés exotiques à grandes fleurs au coloris somptueux. *Cymbidium* ou *Phalaenopsis*, que proposent aujourd'hui tous les fleuristes ou qu'on peut admirer dans les expositions florales (1). Quant aux orchidées indigènes, paradoxalement, elles sont à peu près inconnues du public. Une centaine d'espèces sont cependant réparties sur notre territoire. La plupart des régions en comptent de trente à cinquante, le Sud-Est méditerranéen étant le plus riche, avec près de soixante-dix espèces.

C'est aussi dans le Midi que se produisent les premières floraisons, parfois dès le début janvier, avec le barbillon à longues bractées. Ses hampes pourpres et mauves pouvant atteindre 80 centimètres de hauteur se dressent alors dans la maigre végétation hivernale, en zones peu boisées, dans les coins herbeux ou le long des chemins peu entretenus. Quant à la floraison des autres orchidées rustiques, elle suit aussitôt et, selon les espèces et les sites, s'échelonne sur huit mois, de février à septembre.

Si les fleurs de nos orchidées n'ont ni la taille ni l'éclat de certaines espèces exotiques, elles n'en sont pas moins belles. Pourtant personne ne les cultive. Car ces plantes sont hors du commun et ne se laissent pas domestiquer. Contrairement aux orchidées exotiques, leur culture reste pratiquement impossible, car l'on n'a toujours pas découvert le moyen de reconstituer leurs conditions de vie et de reproduction. Dans leur milieu naturel, elles souffrent d'ailleurs des atteintes de la civil-

isation, qui compromet leur mode de reproduction et provoque leur régression dans certaines régions.

Plantes hors du commun, les orchidées (exotiques autant qu'indigènes d'ailleurs) se sont à plus d'un titre. Dans le règne végétal, elles constituent la plus jeune famille. Ce qui représente tout de même soixante à cent trente millions d'années. Mais ce temps, court à l'échelle biologique et géologique, explique qu'on n'ait pas découvert d'orchidées fossiles. C'est encore la famille de plantes à fleurs la plus nombreuse, avec quelque vingt-cinq mille espèces connues.

Les orchidées sont aussi les plantes les plus évoluées, avec un mode de vie plus sophistiqué que celui de la plupart des autres végétaux et qui suppose mal d'être modifié. Au départ, pourtant, la nature avait bien fait les choses, en particulier en modelant la structure de leurs fleurs pour permettre aux insectes d'assurer leur fécondation et faciliter ainsi leur reproduction.

En effet, alors que la plupart des fleurs des autres familles ont des organes de reproduction séparés, étamines et pistil, chez les orchidées, les filets des étamines sont soudés autour de la partie supérieure du pistil, formant une colonne allongée, le gynostème. Le haut du gynostème abrite les pollinies, petites masses crémeuses de pollen (coelules mûres de reproduction). Juste au-dessous se trouve le stigmate, partie de l'organe femelle réceptrice des grains de pollen avant leur passage dans l'ovaire. Chez l'orchidée, l'ovaire est dit infère, c'est-à-dire qu'il est disposé juste au-dessous des divisions florales (pétales et sépales).



Pour que la fécondation se produise, les pollinies doivent venir au contact du stigmate, ce qui est naturellement impossible chez les orchidées, du fait de leur morphologie.

C'est là qu'intervient en scène des insectes pollinisateurs chargés de ce travail. Les orchidées, pour attirer ces auxiliaires indispensables à leur survie, ont plus d'un tour dans leur sac. Certaines, comme nos ophrys européennes (2), sécrètent une substance (phéromone) qui agit puissamment sur le système olfactif des mâles d'une espèce d'insecte parce qu'elle a le même odeur que celle émise par les glandes sexuelles des femelles de ces insectes. Leur but, croyant trouver l'âme sœur, ceux-ci volent vers l'ophrys, guidés par cette odeur. Raffinement suprême, la fleur qui les a ainsi attirés les trompe aussi par sa forme, réalisant un savant

mimétisme : son labelle (3) est recouvert d'un duvet qui rappelle à l'insecte celui du dos de sa femelle. Il se pose donc sur la fleur, inconscient de son erreur, et déclenche les mouvements de copulation. Il bécote ainsi les pollinies, qui, aussitôt, adhèrent à son corps.

Lorsqu'il ira ensuite, toujours à la recherche de sa femelle, se poser sur une autre fleur d'ophrys, les pollinies dont il est chargé adhéreront au stigmate, celui-ci étant revêtu d'une substance collante. La fécondation est ainsi obtenue par « pollinisation croisée », c'est-à-dire par le pollen d'une plante sur le stigmate de la fleur d'une autre plante, éliminant les risques de la consanguinité.

D'autres orchidées (notamment maigres) présentent sous le labelle un appendice étroit, parfois très long, l'épéron qui contient du nectar. Elles sont fécondées par des papillons de nuit dont le trompe peut atteindre 20 centimètres chez certaines espèces. Gourmands du nectar, ces papillons y plongent leur trompe pour l'aspirer. Au moment où ils le retirent, elle bouscule les masses polliniques qui se détachent et adhèrent à sa base. Sur le fleur suivante, ces pollinies seront disposées sur le stigmate pendant l'effort effectué par ces papillons pour faire entrer leur trompe dans l'épéron.

Cet extraordinaire processus fut compris dès 1850 par Darwin, alors qu'il étudiait les fleurs d'une orchidée exotique, l'*Angraecum sesquipedale*. Darwin le déduisit de ses observations, sans avoir jamais vu le papillon. Celui-ci, un sphinx de nuit, ne fut découvert qu'en 1903.

On pourrait ainsi multiplier les exemples montrant l'ingéniosité de la nature. Les orchidées ont généralement chacune un insecte spécifique. Certaines sont cependant fécondées par des ophrys-mouches. Après la fécondation, les fleurs se fanent et donnent un fruit, la capsule, qui contient des graines extrêmement fines : presque impalpables, en très grand nombre. On en compte jusqu'à deux millions par capsule chez certaines espèces.

À la maturité, les capsules s'ouvrent, le vent passe dans les interstices ainsi formés et disperse rapidement les graines. C'est alors qu'apparaissent les difficultés de reproduction. Les graines d'orchidées, en effet, ont des caractéristiques qui les empêchent de germer en dehors de leur milieu. Dans les graines de la plupart des plantes à fleurs se trouve une petite plante microscopique, mais active, avec des racines, une tige et des feuilles. Elle est entourée d'albume, dont elle va commencer par se nourrir pour pouvoir grandir et se développer. L'embryon de la graine d'orchidée, lui, n'est composé que de quelques cellules, toutes semblables, et il n'est pas entouré d'albume. Aussi ne peut-il se développer qu'en présence d'un champignon avec lequel il vit en symbiose. C'est de ce champignon (rhizoctonia) qu'il tire sa substance. Si le vent a emporté les fragiles graines hors du site de ces orchidées et de leur champignon, le petit embryon n'a aucune chance de survie. Seules, quelques graines d'une capsule, dans le meilleur des cas, parviennent à germer.

Aussi les orchidées sauvages européennes et exotiques sont-elles menacées d'extinction à

cause des atteintes à leur milieu : par les débordements excessifs qui réduisent leur habitat ; par les insecticides qui les privent de leurs insectes pollinisateurs ; par les herbicides répandus pour la protection de certaines cultures ou pour nettoyer les abords des routes ; par l'extension des zones urbaines et des grands travaux ; par l'ignorance ou l'inconscience des hommes qui les récoltent sans discernement pour les vendre ou pour les collectionner. Bien des espèces particulièrement somptueuses ont ainsi disparu, victimes de leur beauté. Les autres sont presque toujours en régression, leur habitat étant grignoté par la civilisation. En France, plus de trente espèces sont ainsi plus ou moins menacées, dont la plus belle d'entre elles, le sabot de Vénus. Partie intégrante de notre patrimoine naturel, il importe de les protéger (4), ce qui suppose avant tout une meilleure connaissance des orchidées. De ce point de vue, le regain d'intérêt que leur porte aujourd'hui le public ne peut être que bénéfique.

NICOLE BELLONE.

(1) Du 9 au 19 février aura lieu le deuxième Festival d'orchidées au Palais de l'Europe, à Menton (Alpes-Maritimes). Une exposition est prévue à Paris, au Parc Floral de Vincennes, du 2 au 10 mars.

(2) Ophrys, genre d'orchidée qui groupe une trentaine d'espèces.

(3) Labelle : pétale inférieur des orchidées, généralement différent des deux autres.

(4) Les pouvoirs publics ont pris certaines mesures de sauvegarde. Ainsi un arrêté du 20 janvier 1982, J.O. du 13 mai 1982, assure la protection de dix-huit orchidées indigènes.

مكتبة من الأصل



## vivantes et l'innovation industrielle.

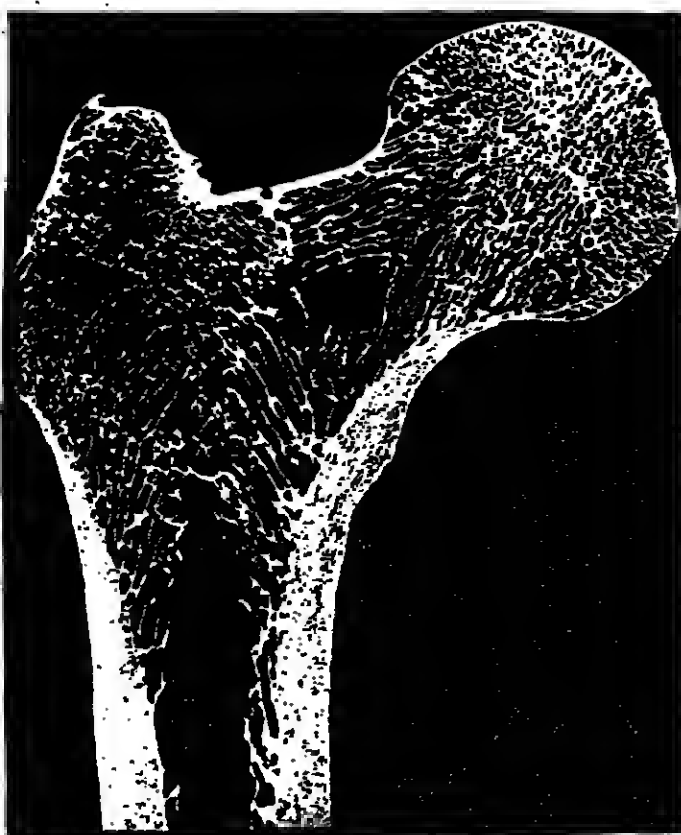
Elles veulent montrer concrètement, mais sur le mode plaisant, les « outils » dont sont équipés ces animaux. Ainsi, l'abeille a-t-elle des balais-brosses en guise de pattes et une seringue pour tromper, la chauve-souris des oreilles en antennes de radar, les ailes de la mouche battent selon un mouvement très compliqué qui est celui... des pales d'hélicoptère. Quant au poisson, doté d'une énorme gueule garnie de fort grandes dents, il est armé d'une canne à pêche au bout de laquelle pend une ampoule électrique qui symbolise le leurre lumineux que certaines espèces de ses congénères utilisent pour attirer leurs proies.

De nombreux vertébrés aquatiques ont résolu à la perfection les problèmes de leurs déplacements. Curieusement, le dauphin (un mammifère) et le manchot (un oiseau), qui sont, l'un et l'autre, de merveilleux nageurs, ont la même silhouette biconvexe, forme hydrodynamique idéale, qui ressemble fort à celle des sous-marins, des torpilles et des... avions.

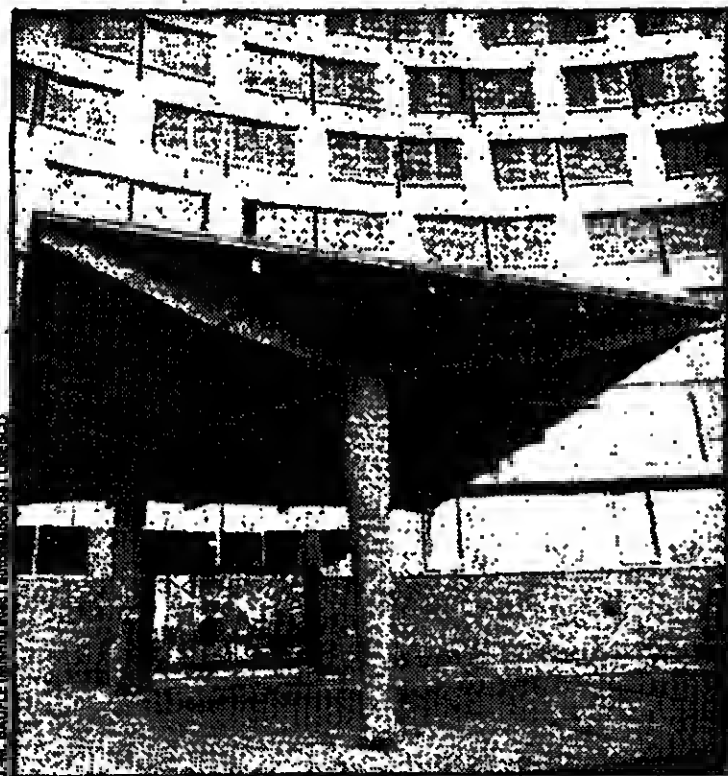
En outre le dauphin, dont la nage est extrêmement rapide (64 kilomètres à l'heure en vitesse de pointe, soit autant qu'un porte-avions marchant à plein régime), a une peau élastique qui joue le rôle d'amortisseur et donc se moule sur l'animal en fonction des ondes engendrées dans l'eau par le déplacement rapide de celui-ci. Cette peau-miracle permet à l'eau de s'écouler le long du dauphin sans la moindre turbulence qui freinerait la nage. Des peaux synthétiques de texture analogue ont été appliquées sur des engins sous-marins, ce qui a fort intéressé les militaires...

Le mode de propulsion des dauphins et autres cétacés a eu une imitation plus pacifique. Les cétacés avancent en godillant : ils font osciller dans le plan vertical leur queue qui se termine par une large nageoire horizontale. La poussée vient principalement de la remontée vers le haut de la nageoire caudale largement étalée en éventail. Lors de la descente, la nageoire caudale se courbe et présente ainsi moins de résistance. Le sport, assez nouveau, de la nage nopalme (1) s'est développé en imitant la nageoire caudale du dauphin. Et les monopalmes actuelles sont beaucoup plus efficaces que les modèles rectangulaires antérieurs faits de la simple soudure de deux palmés classiques.

La truite, elle aussi de forme biconvexe, a trouvé le moyen de diminuer beaucoup les turbulences engendrées par tout corps en mouvement rapide dans l'eau, mais sa « technique » est différente de celle du dauphin : elle sécrète un mucus gélatineux - révisé en bleu par un court-bouillon vinaigré - grâce auquel l'écoulement de l'eau le long de ces poissons se fait sur le mode laminaire. Une substance chimique, à longues molécules comme le mucus des truites, ajoutée à l'eau permet aux pompiers de New-York d'accélérer le débit de leurs lances dont le jet est alors plus long et plus cohérent.



S. KAPLAN (Reproduction autorisée de l'ouvrage de S. KAPLAN)

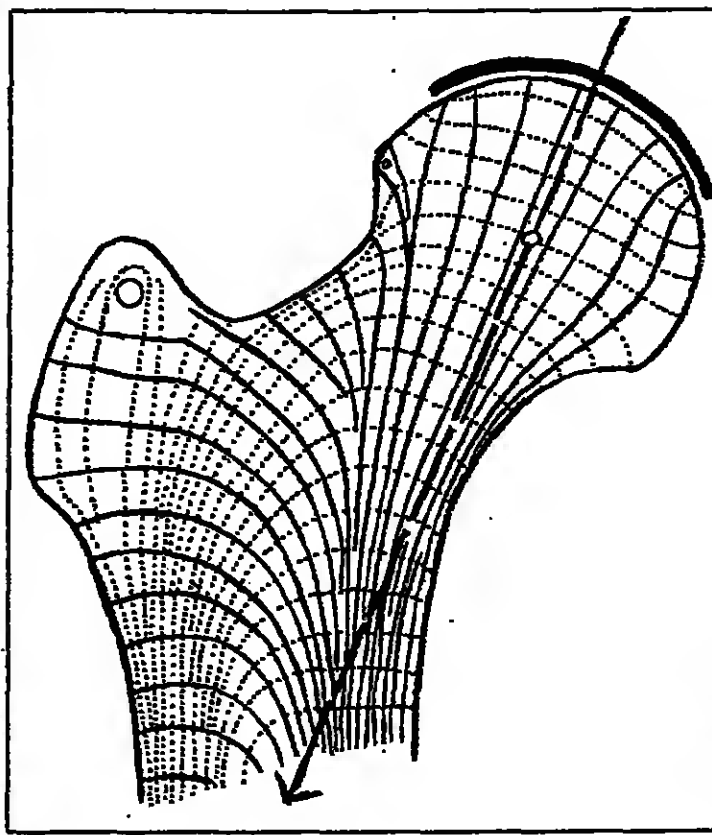


La plupart des végétaux ont besoin d'une armature qui supporte leurs divers éléments. Ainsi, la *Victoria amazonica* (appelée plus couramment *Victoria regia*), cet énorme nénuphar qui a des feuilles en forme de moule à tarte dont le diamètre peut atteindre 2 mètres. Ces feuilles, certes, reposent sur l'eau, mais leur face inférieure présente un système d'épaisses nervures radiales reliées par des nervures circulaires et concentriques moins importantes. Ce système d'armature a permis la construction, en 1851, du Crystal Palace de Londres. Mais le procédé avait été utilisé pour la première fois par Paxton, un modeste jardinier qui voulait abriter des *Victoria amazonica* sous une grande serre légère et transparente.

L'architecte français, Jacques Couëlle, de l'Académie des beaux-arts, et cofondateur du Centre de recherche des structures naturelles, s'est inspiré, lui, des prêles. Ces plantes cryptogames, hautes parfois de 1,50 mètre, ont une tige faite d'« articles » (des éléments, dans le jargon des

botanistes) cylindriques, creux, cannelés et emboîtés les uns dans les autres. M. Couëlle a imaginé un type nouveau de briques imité des prêles. La résistance à la cassure est de 1 200 kilogrammes, contre 300 kilogrammes pour des briques classiques. Ces briques « préliques » ont été utilisées, entre autres, pour faire l'armature de l'église de Béchar (ex-Colomb-Béchar, Algérie).

Toujours dans le domaine de l'architecture, l'auvent de la porte Fontenay de l'immense de l'UNESCO à Paris, dû à l'architecte italien Pier Luigi Nervi, fait penser à la tête du fémur humain. L'auvent est supporté par trois poteaux et des nervures disposées selon les lignes des contraintes s'exerçant sur sa structure. De même, la tête et le col du fémur sont faits d'os spongieux où s'entrecroisent de petits éléments plus résistants (ou trabécules) disposés le long des lignes de contrainte exercées sur cette partie du squelette lors de la station debout. Si un fémur fracturé se ressoude de travers, ses trabécules s'organisent en fonction du nouveau



D. BERNARD (Reproduction autorisée de l'ouvrage de D. BERNARD)

La tête et le col du fémur humain : en haut, à gauche, le dessin de la coupe de cet os spongieux montre la disposition des éléments plus résistants (les trabécules). En haut, à droite, le schéma des lignes de contraintes (compression en traits pleins, traction en tirets) auxquelles on a ajouté la direction de la charge principale - la grosse flèche en tirets - résultant du poids du corps s'exerçant sur le col du fémur permet de constater que le réseau des trabécules est semblable à celui des lignes de contraintes. En bas, à gauche, les nervures de la face inférieure de l'auvent abritant la porte Fontenay de l'UNESCO sont disposées selon les contraintes qui s'exercent dans cette structure.

réseau de contraintes imposées par la position déféctueuse de l'os.

Parmi les « conquérants » de l'air les plus astucieux, il faut ranger les chauves-souris et leurs proies, les papillons. Bien après que Clément Ader

se fut inspiré des ailes de la chauve-souris pour construire en 1897 les ailes de l'*Avion-2*, le premier engin volant à moteur, on a compris que ce mammifère se dirige et chasse, même dans l'obscurité la plus complète, grâce à une sorte de radar naturel.

La chauve-souris émet des ultrasons dont elle reçoit les échos réfléchis par les obstacles et les proies. De son côté, le papillon est couvert de poils duveteux qui rendent flous les échos des ultrasons émis par la chauve-souris. En plus, il est doté d'organes auditifs dont deux nerfs ont des sensibilités différentes. Ces particularités font que le papillon détecte la chauve-souris à 30 mètres alors que la chauve-souris doit s'approcher à 6 mètres du papillon pour localiser celui-ci. La chauve-souris est donc contrainte à son vol si caractéristique fait de zig zags désordonnés : si elle volait tout droit, elle n'attraperait jamais de papillons.

Certains papillons disposent d'un autre moyen de défense. A la base de leur troisième paire de pattes, ils ont une sorte de mini-tambour qui, mis en vibration par les mouvements des pattes, émet des ultrasons dont la longueur d'onde est la même que ceux émis par les chauves-souris et les ultrasons des papillons désorientent complètement les chauves-souris. Ceci est d'autant plus surprenant que les chauves-souris, volant ensemble par milliers et émettant toutes des ultrasons, ne se gênent nullement les unes les autres. Tous les mystères de la nature ne sont pas encore expliqués...

Le crotale, ou serpent à sonnette, est une autre preuve que la nature a encore beaucoup à nous apprendre. Il a une sorte de télé-sonde thermique - une petite cavité composée de 500 000 cellules sensorielles - qui détecte, à quelques mètres de distance, des différences de température d'un millième de degré Celsius. Ainsi le crotale, dans l'obscurité totale, repère-t-il une proie vivante (qui émet forcément de la chaleur) et se dirige vers elle sans hésiter pour l'avaler tout rond.

Nul doute qu'après avoir vu l'exposition du Muséum, les visiteurs jetteront sur la nature un regard différent.

YVONNE REBEYROL

(1) Les deux pieds sont enfermés dans une unique palme que le nageur fait osciller dans le plan vertical en courbant le corps mais sans plier les genoux.

\* Galerie de zoologie, Jardin des Plantes, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris. Ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures. Entrée 15 F (demi-tarif : 8 F, scolaires en groupe : 4 F). La durée de l'exposition sera de 12 à 18 mois.

## TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, André Bouvier vous propose



Pour vos cadeaux.  
Pour vos dîners.  
Pour cadeaux d'entreprise personnalisés.

## Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION

	6 bout.	12 bout.	25 bout.	Francs domicile tous droits et taxes compris
1980	F 380	F 650	F 1300	
1982	330	590	1090	

Écrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (57) 84-00-54



## Canal Plus à la loupe

La programmation de la quatrième chaîne interdit toute vision en continu.

**Q**UE vaut-elle, notre fameuse quatrième chaîne ? Philippe Boggio a voulu en avoir le cœur net. Il s'est collé plusieurs semaines devant son poste à décodeur. Déçu. Contrairement aux 80 % des abonnés de Canal Plus, qui s'estiment, eux, satisfaits (le Monde du 12 janvier). Son témoignage est évidemment subjectif. Injuste ? Pour lui, la quatrième ne peut qu'être le complément des trois autres.

La quatrième ? Bof... Ce fameux Canal Plus ? Hum... La rumeur, depuis plusieurs semaines, allait en grandissant : la perle de l'audiovisuel national, le petit « must » de la modernité médiatique auquel ses créateurs avaient prêté un cœur de lion, Canal Plus ne tenait pas la rampe.

La réputation du dernier-né s'émoussait, entendait-on quelques mois à peine après un passage unanimement salué sur les fonts baptismaux. Et dans ces critiques montantes, il n'était déjà plus question de ces décodeurs qui décodèrent mal ou du prix de la taxe. Les mécontents s'en prenaient directement au contenu même des programmes.

Osons-le, pour avoir regardé la chaîne plusieurs semaines avec assiduité, la quatrième vaut à l'heure actuelle moins que sa réputation de lancement, et nettement moins, à coup sûr, que les ambitions affichées l'été dernier encore par ses promoteurs. Contrairement à l'image attendue d'une « Télé-Champagne », elle déploie, pour l'instant souvent plus de vingt heures sur vingt-quatre heures, un style ronronnant, sans véritable personnalité, plutôt moins « branché », c'est-à-dire moins vivant et inventif que ses trois sœurs aînées.

Le parti pris choisi par Canal Plus — la répétition des films, des émissions — empêche toute fidélité quotidienne à la jeune antenne. Cette nouvelle manière de voir la télévision, qui permet le choix des horaires, comme avec un magnétoscope, rend plus que magnitudieuse le suivi continu. Mortel !

Même Butch Cassidy et le Kid, même Fonny et Alexandre de Bergman ne résistent pas au martèlement imposé. Six fois *Aphrodite*, le conte dénué qui a vu les débuts de



Valérie Kaprisky à l'écran, pitié ! Il n'est plus de salut après trois soirées du même programme, et même dans un ordre différent que dans le retour précipité vers FR3, A2 ou TF1.

L'option prise par la quatrième chaîne peut même conduire parfois à de réelles aberrations. Ainsi *Tous en scène*, le magazine quotidien de 19 heures dans lequel Patrick Poivre d'Arvor donne l'impression de s'ennuyer, passe une seconde fois à minuit. Pourquoi pas, après tout ? Le hic, c'est que les responsables de Canal Plus négligent de remonter l'émission pour le soir, et surtout de couper la séquence d'annonce des programmes de la soirée tout juste achevée.

Dès lors, une question peut raisonnablement être posée. Comment regarder un canal de ce type ? On peut certes choisir d'écouter Canal Plus deux jours sur sept en continu ou deux heures seulement par jour, mais certainement pas tous les après-midi et toutes les soirées de la semaine. Dans l'un ou l'autre cas, le prix demandé à la location pour ces bribes de programmation n'est-il pas exorbitant ?

D'autant qu'à côté des films récents, à côté de « 7/9 » de Michel Denisot, de quelques concerts de rock ou du questionnaire hebdomadaire d'Olivier de Kersauzon, peu d'émissions échappent à la mollesse des réalisations expéditives économiquement faibles ou sans exigence créatrice. Les séries ? Canal Plus en est friand pour séduire ses jeunes téléspectateurs jusqu'à aligner en une journée cinq ou six épisodes. Mais pour un admirable *Robin des Bois* de facture anglaise, combien de sous-produits américains (« Soap », « Batman ») ou français (« Rue Carnot ») filmés et joués à la chaîne dans des décors de studio qui rendent quelque prestige aux alcôves bourgeoises d'*Au théâtre ce soir*.

A consommer stoïquement ces niaiseries en chambre, ces sagas familiales au rabais qui font passer *Dallas* pour un chef-d'œuvre, on mesure bien les difficultés des promoteurs de Canal Plus à tenir leur pari d'originalité. Faute de gros moyens financiers, la jeune chaîne est condamnée à produire très léger, et surtout, surtout, à acheter à l'extérieur. Or le marché audiovisuel en Europe comme aux États-Unis reste trop restreint pour alimenter vingt heures quoti-

diennes d'antenne en produits de qualité.

Canal Plus doit aussi tricher pour tenir ses folles cadences. En tout cas, tricher avec nos traditions télévisuelles. Ainsi, il arrive que les documentaires, fierté de la quatrième chaîne, soient parfois achetés avant diffusion à une chaîne nationale et ne bénéficient en fait sur Canal Plus que d'une sorte d'avant-première. Nous sommes certains, par exemple, de revoir les « Ateliers du rêve », cette série consacrée aux grands studios de cinéma. Elle a été coproduite par TF1. Mais quel sera vraiment l'intérêt du spectateur payant de Canal Plus, s'il est assuré de voir les émissions programmées plus tard pour le simple prix d'une redevance ?

Dans ce flot hasardeux des achats à l'extérieur, les propres créations de la quatrième chaîne passent assez souvent inaperçues. Les studios de direct sont petits, et leur décoration beaucoup moins performante que ne le laissent entendre les nombreux agents promotionnels de l'époque de l'inauguration. Les réalisations de ces « plateaux » sont fréquemment sans imagination, et à l'écran, le manque de moyens financiers ne paraît pas toujours seul en cause. Et de l'apparente grisaille des productions maisons ne se distinguent guère (mises à part les émissions de Michel Denisot et d'Olivier de Kersauzon) que les reportages de Sygma pour « Tous en scène ».

Il y a donc fort à craindre que Canal Plus, pourtant porté à la vie à la fois par la réflexion gouvernementale, l'énergie d'Havas et de spécialistes reconnus, et par le soutien financier de ses parrains, préfigure un peu ce que risquent d'être les télévisions privées les mieux favorisées. Des chaînes sans âme, à peu près sans identité propre ni cahier des charges culturels. Il est sans doute trop tôt pour s'alarmer, mais la politique des programmes condamne la dernière-née des créations audiovisuelles nationales à n'être pour l'instant qu'un bout-à-bout plutôt morne, une sorte de catalogue de vente par correspondance. Les spectateurs italiens connaissent bien ce phénomène de vidéoshop en continu, ouvert tard la nuit, qu'on appelle abusivement des télévisions.

PHILIPPE BOGGIO.

## Publi-Regards

### Lumière à vendre

EDF et un spot qui fera mouche.

**L**ES écologistes en sont pour leurs frais. Après de longues années de mépris, de guérilla, pas une fois meurtrière, l'électricité de France (EDF), une institution, récupère un souffle poétique que les Verts popularisèrent dans les années 70 pour affirmer son image dans l'opinion. Ses armes ? Un film TV de quarante-cinq secondes, un film cinéma d'une minute, une campagne dans la presse quotidienne nationale et régionale et une campagne d'affichage. Son message ? « EDF. Le courant de la vie ». Son budget ? 20 millions de francs, dont 3 pour la seule production du spot de publicité et 6 pour trente-six passages sur les trois chaînes nationales de télévision. Certainement l'un des plus gros investissements publicitaires de l'année.

Comme l'avaient été les deux précédentes campagnes institutionnelles d'EDF. La première fut lancée en 1978. La signature, « Des hommes au service des hommes », est encore dans toutes les mémoires. M. EDF apparaissait pour la première fois, une ampoule à la main, athlétique et serviable. Réalisateur : Hugh Huston, le père de Greystoke.

En septembre 1983, une seconde campagne s'inscrivait en illustration du discours gouvernemental et décrivait les vertus de « L'énergie France » : un bon coup de ciseaux, une équipe de techniciens en armes, une attaque en règle contre les importations payées en dollars — « dollar addition, dollar inflation » — et le tour était joué. « Notre objectif fut parfaitement atteint, voire dépassé », note avec satisfaction M. Emmanuel Hau, directeur adjoint d'EDF. « L'avantage que constitue l'électricité nucléaire pour la France n'est plus mis en doute même si l'on trouve parfois qu'EDF y est allé un peu fort pour annoncer la couleur ».

En présentant notre nouvelle campagne, « Le courant de la vie », poursuit M. Hau, « nous recherchons une expression plus douce, plus solidaire qui s'appuie à la fois sur le rôle de l'électricité dans le quotidien de la vie et sur le caractère novateur du produit ».

Que nous montre-t-on ? D'abord l'agent EDF sur un chemin de campagne, la nuit. Il lance vers le ciel une ampoule dans son halo de lumière chaude. Celle-ci file dans l'obscurité et survole en douceur un couple de jeunes amoureux contant fleurette près d'une Vespa. L'ampoule continue son vol à travers champs et pénétre, dans une

ferme où elle se pose sur une couveuse. Sa chaleur fait éclore des œufs et donne la vie à un charmant poussin. Le fermier s'en saisit et le laisse échapper vers la ville, vers une usine de téléviseurs. A son passage, tous les postes s'animent avec efficacité. Propulsée au-delà par une responsable de l'atelier, l'ampoule reprend son vol et croise le TGV qui, d'un coup de phares, lui marque sa reconnaissance. Il lui doit son avance technologique. L'ampoule retrouve la ville et, après un passage dans une chambre d'enfant où prennent vie des jouets mécaniques, elle surprend de nouveaux jeunes amoureux. Lui, cette fois, s'en saisit et l'éteint pour éteindre sans vergogne sa belle. Douceur, chaleur, efficacité, technologie, charme, le message est passé : l'électricité est bel et bien le courant de la vie.

Très beau travail que celui-ci. Il est vrai que toutes les précautions ont été prises. Jean-Jacques Annaud est le réalisateur : il a déjà passé la barre des six cents spots dont, récemment, Kelton et les vautours de Hertz. Derrière les décors — une succession de maquettes parfaitement réalisées — Italo Tomassi, un maître de Cinécitta souvent appelé par Federico Fellini, Au trébuchet, Costa, César de l'animation pour le *Voyage d'Orphée*, qui s'est mis complètement à son compte, s'est adjoint le concours d'ordinateurs sophistiqués. Il a décidé de prouver que la technique française avait les moyens de rivaliser avec celle des États-Unis. Au total, près de deux semaines de tournage à Cinécitta, et plus de sept semaines de frénésie à Paris.

Le film est apparu sur les écrans de télévision le 24 janvier. Il y restera jusqu'au 3 mars. Il débarquera au cinéma le 30 de ce mois pour deux mois ; l'ampoule hantera la presse du 11 au 25 février après s'être affichée en plus de dix mille points sur tout le territoire.

Pour populariser cette campagne, EDF a édité des tee-shirts, des caleçons, des tenues et des sacs de sport. Ils pourraient bien un jour se retrouver sur le marché, comme apparu naguère en boutique le ticket chie de la RATP. Et « Le courant de la vie » pourrait bien être la signature qu'EDF cherchait pour ses campagnes plus techniques par produits. Les deux agences qui ont inventé cette campagne, RSCG et Sodel-Conseil, auraient alors réussi ce coup de pub coûteux.

OLIVIER SCHMITT.

## Médias du Monde

### ÉTATS-UNIS : la télévision indépendante se porte bien

Les stations locales indépendantes de télévision ont réussi ces dernières années une percée spectaculaire. Elles sont aujourd'hui 214 sur tout le territoire américain contre 78 en 1975, face aux 639 stations locales affiliées à l'un des trois « networks » (ABC, CBS et NBC).

Longtemps considérées comme des télévisions de seconde catégorie n'ayant pas accès aux programmes prestigieux des chaînes nationales, les stations indépendantes ont vu leur situation évoluer rapidement à partir de la fin des années 70. A cette époque, la commission fédérale des communications (FCC) a enlevé aux networks trente minutes de programmes dans les heures de grande écoute pour le redonner aux stations locales. Cette mesure a incité les producteurs et les « majors » hol-

lywoodiens à commercialiser leurs grandes séries directement auprès des stations locales sur le marché de la « syndication ».

Avec des programmes concurrentiels face aux stations affiliées, les télévisions indépendantes ont peu à peu gagné droit de cité auprès des publicitaires. Elles représentent aujourd'hui le quart des 9 milliards de dollars d'investissement dans la publicité télévisée. Cette progression des ressources permet aux stations indépendantes d'acheter plus de programmes : elles réalisent 60 % du marché de la « syndication » contre 40 % pour les stations affiliées.

Devenues une force économique, ces stations restent-elles longtemps indépendantes ? Un certain nombre de propriétaires de stations et de producteurs indépendants sont en train d'unir leurs efforts pour produire et distribuer en direct aux télévisions indépendantes des grands shows nationaux qui font encore défaut à leur programmation. Certains commentateurs américains y voient l'amorce de la constitution

d'un quatrième grand réseau privé national.

### ITALIE : Cannon rachète les salles Gaumont

La chaîne de cinéma américain Cannon a racheté les cinquante-trois salles que possédait Gaumont dans les grandes villes italiennes. Cannon a payé environ 15 millions de dollars pour reprendre ce circuit de 50 000 places, qui vient renforcer l'assise internationale du groupe, déjà implanté en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

Le gouvernement italien a été quelque peu surpris par la rapidité de cette vente négociée entre Neel et la Jour de l'an. L'Etat italien avait tenté de racheter lui-même le circuit Gaumont par l'intermédiaire de l'Istituto Luce. Mais le budget du cinéma ayant été réduit de 50 % pour l'année 1985 par le gouvernement italien, les négociations n'ont pu aboutir.

Gaumont s'était implanté il y a cinq ans en Italie pour y assurer une meilleure diffusion des films français en créant un circuit de salles modernes. Les lenteurs de l'administration italienne n'ont pas permis à Gaumont de convertir rapidement les lieux de projection en multi-salles, et la diversification de la firme française a buté sur la baisse spectaculaire de la fréquentation cinématographique en Italie.

Les dirigeants du groupe Cannon ont l'intention de mener à bien cette modernisation en y consacrant un investissement de 10 millions de dollars. Le personnel des salles, jugé pléthorique, sera reconverti dans la vente de rafraîchissements et de pop-corn, indispensables, selon la direction de Cannon, au succès du cinéma.

### La coopération audiovisuelle franco-africaine

Equipés dans leur grande majorité de radios nationales au

moment de l'indépendance, les pays africains se dotent peu à peu depuis une dizaine d'années de la télévision, qui reste pour l'instant encore un média de luxe. Les pays francophones ont adopté le procédé français SECAM, à l'exception du Cameroun, qui a opté pour le procédé allemand PAL (mais les équipements sont fournis à 80 % par la France).

La France poursuit son effort de coopération audiovisuelle dans le monde ; elle a consacré, par l'intermédiaire du ministère des relations extérieures, 340 millions de francs en 1984 (pour l'ensemble de cette action), dont 50 millions sur les crédits du FAC (Fonds d'aide et de coopération), qui servent essentiellement à l'équipement et à la formation liés aux investissements pour les radios et les télévisions d'Afrique noire francophone.

M. Christian Nucchi, ministre délégué auprès du ministère des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, a rappelé devant le conseil des ministres, le 19 janvier, l'importance que la France attache à cette forme de rayonnement culturel,

précisant qu'elle participera en 1985 à la poursuite des installations de la télévision au Mali, au Burundi, au Cameroun, au Cap-Vert et à Djibouti.

Rappelons que l'institut national de la communication audiovisuelle (INA) a formé ces dix dernières années 1 200 professionnels africains dans des stages de deux ans ; que, depuis 1981, plus de 1 500 personnes, dont un certain nombre originaires de pays arabes ou d'Amérique latine, ont suivi des stages plus courts (un à trois mois) ; que la France fournit aux pays africains ayant des accords de coopération dans ce domaine — 21 pays en 1985 — un choix d'émissions télévisées, en moyenne six heures par semaine (début janvier, France Média International a pris le relais de l'INA pour l'envoi, dix minutes d'actualités par jour diffusées par satellite par RFO), plus trente minutes d'informations concernant l'Afrique (toujours par satellite, via RFO). Un certain nombre de pays anglophones comme le Zimbabwe, la Zambie, le Kenya et l'Angola sont désireux, semble-t-il, de recevoir des émissions pour l'enseignement du français.

## Haine et mépris

Le monde de l'audiovisuel est en train de se transformer. Les stations indépendantes de télévision ont réussi ces dernières années une percée spectaculaire. Elles sont aujourd'hui 214 sur tout le territoire américain contre 78 en 1975, face aux 639 stations locales affiliées à l'un des trois « networks » (ABC, CBS et NBC).

Longtemps considérées comme des télévisions de seconde catégorie n'ayant pas accès aux programmes prestigieux des chaînes nationales, les stations indépendantes ont vu leur situation évoluer rapidement à partir de la fin des années 70. A cette époque, la commission fédérale des communications (FCC) a enlevé aux networks trente minutes de programmes dans les heures de grande écoute pour le redonner aux stations locales. Cette mesure a incité les producteurs et les « majors » hol-

lywoodiens à commercialiser leurs grandes séries directement auprès des stations locales sur le marché de la « syndication ».

Avec des programmes concurrentiels face aux stations affiliées, les télévisions indépendantes ont peu à peu gagné droit de cité auprès des publicitaires. Elles représentent aujourd'hui le quart des 9 milliards de dollars d'investissement dans la publicité télévisée. Cette progression des ressources permet aux stations indépendantes d'acheter plus de programmes : elles réalisent 60 % du marché de la « syndication » contre 40 % pour les stations affiliées.

Devenues une force économique, ces stations restent-elles longtemps indépendantes ? Un certain nombre de propriétaires de stations et de producteurs indépendants sont en train d'unir leurs efforts pour produire et distribuer en direct aux télévisions indépendantes des grands shows nationaux qui font encore défaut à leur programmation. Certains commentateurs américains y voient l'amorce de la constitution

On peut évidemment imaginer que les stations indépendantes de télévision ont réussi ces dernières années une percée spectaculaire. Elles sont aujourd'hui 214 sur tout le territoire américain contre 78 en 1975, face aux 639 stations locales affiliées à l'un des trois « networks » (ABC, CBS et NBC).











# Boundy

par Georges Ferdinandy



silence pétrifié semble définitif. Je me suis habitué à cette végétation au goût amer, à ces montagnes couvertes de boue. Je ne regarde plus la mer, ni les constellations étrangères après la tombée de la nuit.

De temps à autre, une mangrove traverse la route. A ma vue, son corps cylindrique tremble, ses poils s'hérissent d'effroi. Petit fauve dégénéré, elle ne chasse plus. Ce qui la fait vivre c'est l'immondice. Les déchets de la civilisation.

Je l'observe, je la suis. Quand je lui parle, elle crie d'une voix rauque : mais moi, je ne me décourage pas, je veux être enfin comme les autres, et non pas démesuré, étranger comme le fut Boundy.

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

Le brouillard me renvoie encore sa voix creuse. De temps à autre, je crois l'apercevoir : au fond des plantations, un grand chien blanc me suit. Puis la vapeur se lève, et le paysan mal rasé s'arrête sur la route : « Cela fait longtemps, dit-il, que je ne vous vois plus. »

## Poésie

Jean-Jacques Viton

« Devant un plateau réclame de Coca-Cola »

(extrait)

maintenant qui est aujourd'hui je bois une bière dans sa cuisine petite pièce je dirais un peu triangulaire ou autre chose sorte de géométrie tronquée comme une cabine d'étrave ouverte en biais sur les arbres du jardin d'un antiquaire davantage remise ouverte que vrai jardin de maison où cohabitent des bustes de pierre des oiseaux et des chiens de luxe les seconds passant leurs journées à chier sur les premiers et les derniers s'appliquant à dormir le plus loin possible des premiers maintenant je fume comme j'aime le faire à deux heures du matin en hiver comme en été ne pensant presque à rien essayant de ne pas bouger ni les jambes ni les mains sauf la droite que j'utilise pour fumer accoudé à la table protégée par une toile cirée rouge plate voilée au repos dans cette maison qui dort couleur douce et foncée espèce de parc privé luisant comme une piste je regarde fixement un plateau plateau réclame de la marque Coca-Cola (...)

Jean-Jacques Viton est né en 1933 à Marseille. A Aix-en-Provence, où il vit, il dirige - avec Liliane Giraudon - la revue *Banana Split*. Il est cofondateur des Rencontres internationales de poésie contemporaine de Cognac. Il a notamment publié *Terminal* (Hachette/POL), *Principes de Lieux* (Méniscle), *Some postcards about CRJ and other cards* (en collaboration, éd. Spectres familiales), *Douze apparitions calmes de Nus* (POL). Le quotidien surgit des volutes de cigarettes. Tout fait histoire, même les débris ne sont pas insignifiants.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

Je n'ai pu m'attacher à ces lieux. Non pas à cause du climat ou des gens ; à cause de tout : de ces villes-dortoirs suffoquant dans l'étroitesse des autoroutes, de ces plages-voies, de cet Océan même qui dépile ses eaux noires sur un sable fétide.

Quand je n'en peux plus, je m'en vais vers l'intérieur. L'île est volcanique : en longeant l'arête des cratères, on voit la mer, semblable à une fosse autour des fauves captifs. La lave est déjà refroidie, la terre ne tremble plus, et ce silence pétrifié semble définitif.

Les volcans ne sont même pas de vraies montagnes. Excroissances minuscules, ils sont recouverts d'une végétation au goût amer, hérissée d'épines. Pourtant, de temps à autre, l'air y remue ; et quand il pleut, le sol dégage une odeur de terre mouillée.

Le ciel est là : un ciel bas, pesant le jour, comme du plomb fondu. La nuit, une vapeur froide y cache les constellations étrangères.

Tout est étranger, même la substance de l'air. S'orienter est difficile : la lumière s'agite en vain dans l'humidité. Après quelques années, l'être humain ne perçoit plus ni le temps qui passe ni les distances qui le séparent de la réalité.

Qu'est-ce qui me retient ici alors ? Le travail, comme on dit. Quelque devoir obscur, mal défini. Cet écueil, comme une tour minuscule perdue au milieu de l'Océan, est mon poste de garde.

Et puis il y a la peur. Les années ont passé, je ne saurais où aller. En un mot : l'incertitude. Ici l'étranger m'est au moins familier.

Petit à petit, je suis resté seul. Mes éternelles lamentations ont mis mes amis en fuite, les étrangers ont abandonné l'île au moment de la crise.

Moi, je longe l'arête des cratères. De temps à autre, la vapeur s'élève, le ciel s'éclaircit. Quelqu'un m'appelle par mon nom, j'entends des pleurs et des cris.

L'écho joue avec des aboiements. Au fond des plantations, l'ombre d'un grand chien blanc me suit.

Lambeaux de souvenirs qui voltigent dans le vent. Je crois reconnaître mon chien. J'avance au bord de réminiscences refroidies. Autour de moi, des plantes amères barbelées d'épines.

« C'est Boundy ! », dit ma fille sans ambages.

Elle revenait de l'étranger, elle était fière de m'avoir décontenancé dès son arrivée.

« Boundy ? »

Il était là, debout dans le tourbillon de la gare. Il leva la tête, et gémit. Ses yeux bruns étaient à la fois gais et désespérés.

« Nous avons faim », me dit ma fille.

Nous trouvâmes un restaurant où les chiens étaient acceptés. Nous déjeunâmes, puis posâmes par terre la soupière.

« Sais-tu au moins ce que tu nous amènes ? demandai-je à ma fille. »

« Bien sûr, me répondit-elle avec naturel. Un petit chien. »

« Un petit chien ! râlai-je. As-tu vu ses pattes ? C'est un molosse ! Adulte, il aura la taille d'un veau. Il boira 8 litres de soupe, et mangera autant de viande qu'un puma d'Amérique. »

« Mon chou ! », dit ma fille en embrassant la petite bête avec admiration.

Pourtant, ce jour-là, nous ignorions que l'essentiel man-

quait à ma liste improvisée : six mois plus tard, Boundy ne tenait plus dans la voiture, et quand nous décidâmes de partir vers les îles, je ne trouvais pas de cage à sa taille.

A ce moment-là, il n'était plus question de nous en séparer. Son billet d'avion me coûtait plus cher que celui d'un enfant de dix ans.

« Il n'attrapera pas froid ? », demanda ma fille ; et moi je me demandais comment, avec un ours pareil, nous allions pouvoir nous loger.

C'était une belle journée de septembre. Nous fîmes une première fois le tour de la ferme par ces sentiers roux qui enlacent la vigne. Le soleil se coucha, nous nous arrêtâmes à la porte. Ma femme essuya ses larmes.

Pourtant, elle n'abandonnait que son village natal. Moi, le pays que je m'étais choisi.

Nous nous logeâmes dans un immeuble de douze étages. Le gérant ne soupçonnait pas que nous arrivions avec un chien.

D'ailleurs, personne n'appela Boundy « un chien » par la suite. Les locataires le comparaient à un tigre. Ils n'en avaient certainement jamais vu, mais, dans leur esprit, quelque peur ancestrale répondait à ce nom.

Pour les plus courageux, c'était un veau ; mais ceux-là aussi roulaient des yeux effrayés quand Boundy leur reniflait le pantalon. Je ne l'ai su que plus tard : le chiens servaient à garder les esclaves ; depuis longtemps personne n'avait plus de molosses à la maison.

Pourtant, Boundy aimait les gens. Le soir venu, il mettait ses pattes énormes sur mes épaules, et se tortillait comme un poisson. Seulement lui, d'un seul mouvement, il renversait la table et balayait tous les livres.

Par contre, il détestait les chiens. « Il se prend pour un être humain », expliqua ma fille. En effet, il prenait des colères terribles devant les miroirs, et les douzes étages de l'immeuble résonnaient alors de sa voix rauque.

Tout était étroit pour lui : couloirs, ascenseurs, escaliers. Je ne le lâchais qu'à la plage. Mais cette liberté surveillée ne dura pas.

Un jour, un berger allemand passa devant nous. Couché dans le sable, Boundy l'observa, immobile. Je ne comprends toujours pas : il le rejoignait en trois bonds, fit craquer ses vertèbres, puis lentement, majestueusement, retourna à sa place. Il avait tué le loup. Autrefois, les bergers félicitaient le komondor. Nous n'avons pas récompensé Boundy. J'ai empli les questionnaires des assurances, ma fille sanglotait désespérément.

Si cela avait été encore nécessaire, mon chien m'aurait vite fait connaître les habitants. Boundy mangea de la mort-au-rat, nous reçûmes des lettres anonymes. Nos voisins exigeaient le remboursement de frais médicaux, une rente, ou au moins une indemnisation pour la peur qu'ils avaient de lui.

Boundy, lui, s'acclimata : il perdit ses poils, il attrapa la maladie des îles : la claustrophobie. Il gémissait en rêvant, ne mangeait plus. « Patience ! », le consolait de temps à autre ma femme. Il levait alors sa grosse caboche, ils se regardaient longuement, ma femme et le chien.

La fortune ne vint pas. Notre séjour se prolongeait

indéfiniment. C'est alors que je découvris les collines. Je devais lâcher Boundy, si je voulais qu'il survive.

Il se ressaisit un peu là-haut, au bord des cratères. Il reniflait la poussière, l'odeur de la terre après la pluie. Je lui parlais de la ferme, nous comptions les mois et les années. Et le temps passait, lentement. Si lentement que je n'osais plus en parler.

Boundy aussi commençait à changer. Torturé par des parasites, il devenait irritable, il n'obéissait plus. Un jour, il déchira sa laisse et disparut dans les plantations. Un paysan mal rasé me le rendit, attaché au bout d'une corde élimée.

« Je vous vois souvent par ici », me dit-il.

Il ôta son chapeau de paille à large bord.

« Les montagnes me rappellent le continent », balbutiai-je en caressant la pauvre bête retrouvée.

« Mes ancêtres viennent aussi de la Galice », répondit l'Indien des tropiques.

La Galice ! Que cette boue puisse être elle aussi de la terre, pas un instant il n'y avait pensé.

Je ramenai Boundy. Il était trop grand. Démesuré. Il ne trouvait pas sa place dans cet univers étriqué. Il n'éveillait que la peur ou l'admiration. La peur et l'admiration qui font vivre les dieux. Pas les chiens.

Nous devions rentrer. Adviennne que pourra. Aucune mistère ne pouvait être pire que cette attente désespérée. Je n'avais pas encore réuni l'argent du retour, mais je n'avais pas le choix si je voulais nous sauver la vie.

La cage de Boundy avait pourri dans l'humidité, je lui en achetai une autre à un cirque ambulante. Emus, nous nous installâmes dans l'avion, les uns à côté des autres, ma femme et les enfants. Nous avons déjà oublié l'île : on ne pense pas volontiers aux entreprises interrompues, inachevées.

L'appareil vétuste fit escale à Madrid. Nous savourions l'avant-goût de la civilisation, quand le baut-parleur m'appela. Boundy avait rompu

les barres de sa cage, et courait sur la piste.

Nous l'approchâmes en voiture de police. Il fuyait comme les fauves : en se terrant, la tête baissée.

« C'est une bonne bête, dit le policier. Elle est folle à cause de l'odeur d'herbe coupée. »

La ferme nous parut petite, vieillie, navrante, après cette longue saison de rêveries. C'était l'automne, le calme de l'été irrémédiablement fini.

Ma femme devait le sentir. Elle se mit elle aussi à détruire. Elle dépensa nos économies, pensant sans doute que les dettes allaient nous obliger à rester.

Impossible de lui faire entendre raison. Pour elle, ce retour était trop tardif : pour moi, trop rapide.

« Entre époux, il n'y a pas de vol, dit le chauffeur. Arrangez-vous, nous autres on casse la croûte. »

Il est simple d'abandonner un être. Boundy ne bougeait pas. Nous regardions, bébêtes, les meubles qui abandonnaient la maison. Puis les deux camions s'en allèrent.

Je fis le tour des voisins, mais personne ne voulait de Boundy. Les gens n'aiment pas les perdants : ils fermaient à clé dès qu'ils nous voyaient arriver.

Je l'ai donné à un architecte qui cherchait de la compagnie pour visiter ses chantiers. A l'aéroport, on mit le mot volé en bas de mon billet : cela voulait dire qu'il n'y avait pas de retour : sans m'en rendre compte, j'avais acheté un aller simple.

Depuis, je me promène seul sur le fil de la lave. La terre ne tremble plus, et ce



## Les « plus légers que l'air » sont de retour.

Chez Airship Industries, on croit aux vertus des dirigeables et on déclare avoir achevé une certaine traversée du désert. « La certification par les autorités britanniques nous a donné la crédibilité qui faisait défaut à nos prototypes », explique M. Nergis Razavi, directeur général d'Airship Industries Europe. Avant cette validation officielle, mes interlocuteurs seordaient de lire quand j'essayais de leur vanter les mérites des Skyships. Il a fallu que nous remotions une peme. Nous avons dû souligner que l'hélium est, certes, un gaz : comme l'hydrogène. Mais qu'il n'en est pas moins

- Un écrivain politique.
- De très belles invitations au
- Une option pour le défilé

- Un écrivain politique.
- De très belles invitations au
- Une option pour le défilé